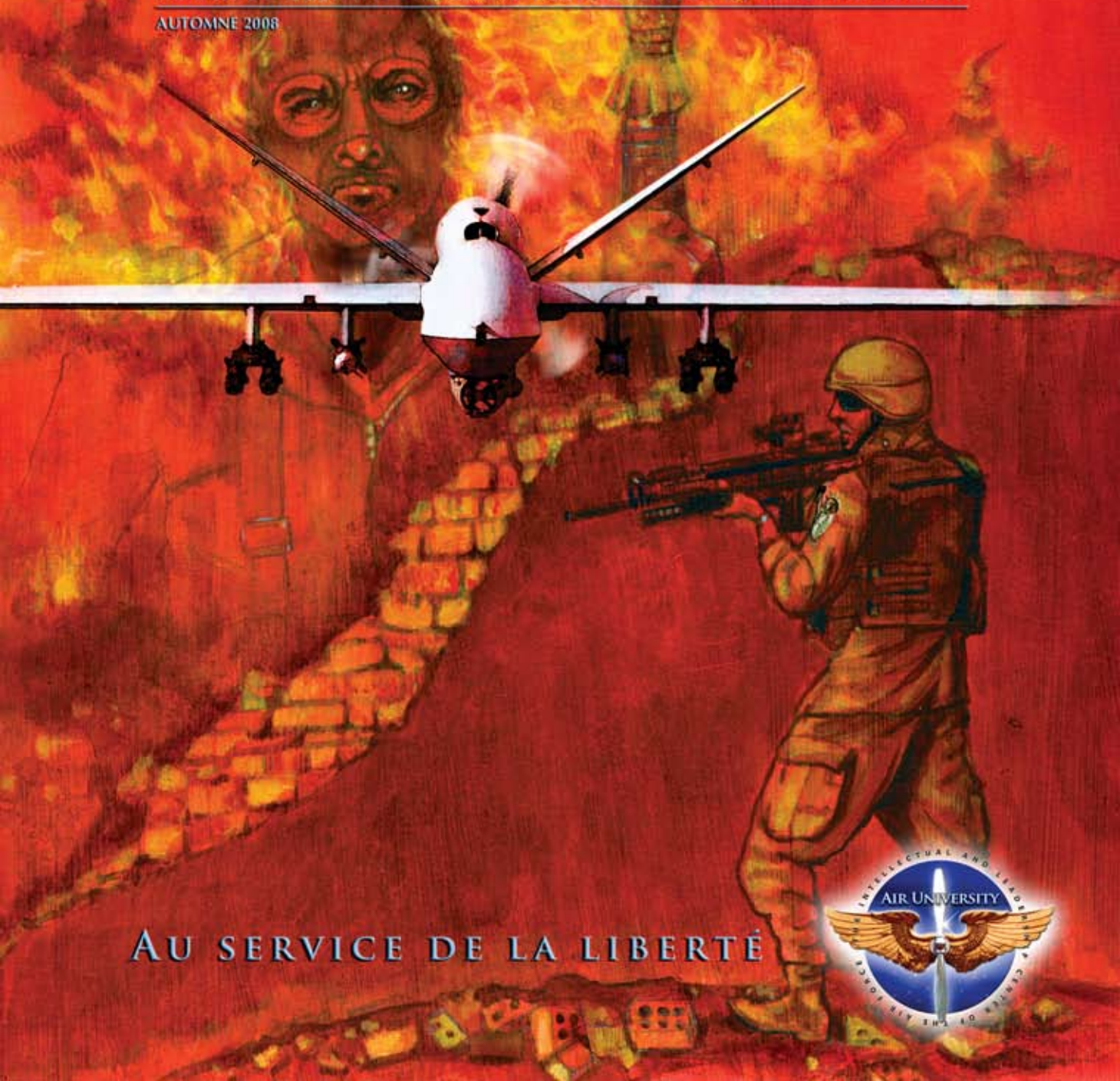


AIR & SPACE POWER

JOURNAL
EN FRANÇAIS

VOLER ET COMBATTRE DANS L'AIR, L'ESPACE ET LE CYBERESPACE

AUTOMNE 2008



AU SERVICE DE LA LIBERTÉ



Commandant, commandement de l'éducation et
de la formation de la force aérienne

Général Stephen R. Lorenz

Commandant de *Air University*

Général de corps d'armée aérienne Allen G. Peck

Directeur des Revues professionnelles

Lieutenant colonel Paul D. Berg

Editeur

Rémy M. Mauduit

Ashley B. Lowe

Assistante à l'éditeur

L'équipe

Colonel Robyn S. Read (c.f.), USAF,

analyste en défense militaire

Colonel John Conway (c.f.), USAF,

analyste en défense militaire

Catherine Parker, *éditrice du site web ASPJ*

Steven C. Garst, *Directeur Art et Production*

Daniel M. Armstrong, *Illustrateur*

L. Susan Fair, *Illustratrice*

Mary Ferguson, *Manager mise en pages et pré-production*

Air and Space Power Journal (ISSN 1931-728X) est publié trimestriellement. Cette revue est conçue pour servir de forum ouvert à la présentation et à la stimulation de réflexions innovatrices sur la doctrine militaire, la stratégie, la tactique, la structure de force, la préparation et d'autres sujets de la défense nationale. Les points de vue et les opinions exprimés ou implicites dans cette revue sont ceux des auteurs et ne devraient pas être interprétés comme portant la sanction officielle du Département de la défense, de l'Armée de l'Air, du Commandement de l'éducation et de la formation des Forces aériennes, de l'*Air University*, ou d'autres agences ou départements du Gouvernement des Etats-Unis.

Dans cette édition, les articles peuvent être reproduits entièrement ou partiellement sans permission au préalable. S'ils sont reproduits, nous demandons à ce que *Air & Space Power Journal* soit référé.



<http://www.dod.mil>



<http://www.afce.randolph.af.mil>



<http://www.au.af.mil>

ASPJ French

155 N. Twining Street

Maxwell AFB AL 36112-6026

U.S.A.

Télécopieur : 1 (334) 953-6730

courriel aspjrench@maxwell.af.mil

Visitez *Air and Space Power Journal* en ligne
à <http://www.airpower.maxwell.af.mil>

<http://www.af.mil/subscribe>

AIR & SPACE POWER

JOURNAL
EN FRANÇAIS

AUTOMNE 2008

Volume IV, No. 3

Editorial

- L'étude des insurrections (Histoire) et le retour d'expérience* 3
Rémy M. Mauduit

Perspective d'un leader

- La guerre irrégulière et l'U.S. Air Force : L'avenir* 4
Colonel Robyn S. Read (c.f.), USAF

Articles

- Forger une doctrine de la contre-insurrection : Principes et impératifs
de la contre-insurrection* 19
Docteur Conrad C. Crane

- Bombarder ou pas ? : Contre-insurrection, puissance aérienne
et désignation d'objectifs dynamique* 27
Commandant Jason M. Brown, USAF

- L'aube de l'ère cognétique : Mener la guerre idéologique en mettant
la pensée en action et en lui donnant un impact* 40
Lieutenant colonel Bruce K. Johnson, USAF

- Défense maritime du territoire national : Un rôle pour la puissance
aérienne basée à terre ?* 51
Lieutenant colonel Alexis G. Grynkewich, USAF

- L'échec d'Israël : Pourquoi ?* 66
Lieutenant colonel J. P. Hunerwadel (c.f.), USAF

- Le réseau des bases aériennes servant aux opérations
en Afghanistan* 73
Lieutenant Mickaël Aubout, armée de l'air française

Quick-Look

- L'aviation a besoin de nouvelles lunettes : Besoins en capteurs pour
les opérations en milieu urbain* 77
Lieutenant colonel David L. Robie, USAF

Points de vue

Que ferons-nous la prochaine fois ? : Combattre les guerres après l'Iraq 81
Lieutenant colonel Rob Levinson, USAF

Commentaires des lecteurs 85

PIREP

Opérations spéciales de l'U.S.A.F. 87
Charles Tustin Kamps

Revue de livres

Les rencontres franco-baltes. 800 ans d'histoires partagées 89
Dominique Dubarry
Critique de Adrien Jahier, NORDIQUES

Defense Strategy for the Post-Saddam Era (Stratégie de défense pour l'après-Saddam) 90
Michael E. O'Hanlon
Critique de Dr. Roger Handberg

Researching National Security and Intelligence Policy (Recherches sur la sécurité nationale et la politique de renseignement) 91
Bert Chapman
Critique du lieutenant colonel Dave Howard (c.f.), USAF

Reconsidering a Century of Flight (Passer en revue un siècle de vol) 91
Roger D. Launius et Janet R. Daly Bednarek
Critique du général de division I. B. Holley Jr. (c.f.), USAF

Modern Bombers: Aircraft, Weapons, and their Battlefield Might (Les bombardiers modernes : Les avions, les armes et leur puissance sur le champ de bataille) 93
Anil R. Pustam
Critique de lieutenant colonel Melvin G. Deaile, USAF

Lu pour vous

Armes légères. Syndrome d'un monde en crise 94
Lazarre Beullac, Jörg Krempel, Gaspard Metzger, Karim Sader, Adeline Taravella et Romain Thauray

La science et la guerre. La responsabilité des scientifiques 94
Daniel Iagol-Nitzer, Lydie Koch-Miramond et Vincent Rivasseau

Collaborateurs 95



L'étude des insurrections (Histoire) et le retour d'expérience

On se réfère aux écrits sur les insurrections du passé, on essaye de comprendre la guerre irrégulière et d'en déduire des leçons applicables aux événements actuels. On dépoussière des ouvrages allant des théories révolutionnaires de Mao Tsé Toung en passant par les guerres d'Algérie, du Viet Nam et autres. Sur ces (re) découvertes, on élabore de nouvelles théories, doctrines, stratégies qui risquent d'engendrer des conséquences contraires aux objectifs voulus. Bien que l'histoire des insurrections soit un trésor inestimable, il faut la prendre avec beaucoup de scepticisme. L'honorable historien britannique, Sir Michael Howard, a reconnu que le passé, qu'il avait dénommé avec justesse « une réserve inépuisable d'événements », peut être utilisé pour « prouver n'importe quoi et son contraire ».¹

Il n'existe aucune méthode fiable de déterminer avec précision si un événement est enraciné dans une approximation proche du passé ou dans l'imagination de l'écrivain. Chaque événement dans cette « réserve inépuisable d'événements » a été causé par d'uniques circonstances qui ne peuvent jamais être répliqués ou complètement captés. Conséquemment, les leaders militaires doivent apprendre à sonder « l'histoire » en développant une habitude de scruter rigoureusement les faits et sources, de détecter les raisonnements biaisés et spécieux, et de développer une capacité pénétrante à déceler les mythes qui entourent le passé au lieu de se limiter à des incidents anecdotiques de l'histoire.

L'écrivain, le chercheur et surtout l'expert en contre-insurrection doivent partir du principe que l'histoire est un ensemble de connaissance incomplète, profondément partielle dans certains cas et essentiellement et inéluctablement dynamique. Les analystes et les praticiens de la contre-insurrection doivent examiner analytiquement le passé, plutôt que par procuration, pour développer des compétences critiques rationnelles.

L'histoire, contrairement aux suppositions populaires, n'est pas le passé. Ces termes sont employés d'une manière interchangeable, incorrectement. Le passé veut simplement dire *ce qui c'est passé*. L'histoire, par contre, est *l'interprétation de ce qui c'est passé* par l'écrivain.² Comme le fait remarquer l'historien américain, Carl Becker, l'histoire n'est qu'un peu plus que la « mémoire collective des choses dites et faites. »³

Par conséquent, l'histoire est très proche de la mémoire humaine : faillible et sujette à un rappel sélectif. En tant que telle, elle est aussi manifestement l'idiosyncrasie de l'écrivain et inévitablement imparfaite. Par conséquent, il faut « étudier l'historien [l'écrivain] avant d'étudier les faits », tel que le préconise l'historien E. H. Carr.⁴

Notes

1. Michael Howard, “‘The Lessons of History’: An Inaugural Lecture given in the University of Oxford, March 1981,” in *The Lessons of History* (New Haven, Conn.: Yale University Press, 1991), p.11.

2. Howard, “Lessons.” P. 11.

3. Carl L. Becker, “What is Evidence? The Relativist View—Everyman His Own Historian,” in *The Historian as Detective: Essays on Evidence*, ed. Robin W. Winks (New York: Harper & Row, 1968), p. 7.

4. E. H. Carr, *What is History?* (2d ed.: London: Palgrave, 1987), p. 30.

Rémy M. Mauduit, éditeur
Air & Space Power Journal en français
Maxwell AFB, Alabama



La guerre irrégulière et l'U.S. Air Force (U.S.A.F.)

L'avenir

PAR LE COLONEL ROBYN S. READ (C.F.), USAF*



La guerre irrégulière (*Irregular Warfare – IW*) en général et la contre-insurrection (*counterinsurgency – COIN*) en particulier requièrent une mentalité et des talents particuliers qui ne sont pas entièrement applicables ni communs aux styles plus traditionnels de guerre. Cela n'est pas pour suggérer que la COIN représente une

forme nouvelle ou distincte de guerre. Comme le déclara Colin Gray lors du symposium de l'armée de l'air sur la contre-insurrection qui se tint à *Air University*, Maxwell AFB, Alabama, en avril 2007, « La guerre c'est la guerre » et la COIN est un élément de cette équation. Qui plus est, la COIN n'est pas du tout nouvelle. Toutefois, le manque relatif de

*Cet article doit beaucoup à de nombreux collaborateurs et des remerciements particuliers sont dus aux animateurs des ateliers du symposium de l'armée de l'air sur la contre-insurrection tenu à Maxwell AFB, Alabama, du 24 au 26 avril 2007. Merci également à Stan Norris et à Chris Cain pour leurs révisions et suggestions répétées.

prévisibilité de la COIN et ses limites mal définies quant à ce que chaque combat constitue en termes d'objectifs et de ressources représentent des caractéristiques gênantes qui vont bien au-delà des chiffres concernés. Par définition, l'insurrection offre au moins une option face au plus fort. Elle n'est pas non plus, à dessein, une guerre dans laquelle le combattant le plus fort peut facilement peser de ses principaux avantages sur son ennemi plus faible – une situation qui mérite une attention particulière si le plus fort des combattants est une puissance étrangère telle que les États-Unis.

Les analyses publiées par divers médias établissent suffisamment l'historique de l'IW ainsi que les succès et les échecs de la COIN.¹ Les écrits traitant du sujet ont de même disséqué la période qui s'est écoulée entre les attaques terroristes du 11 septembre 2001 et aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle cet article utilise comme source principale le symposium de l'armée de l'air sur la contre-insurrection tenu en 2007 pour examiner l'avenir et tenter de tracer un profil de la puissance aérienne nécessaire pour combattre le terrorisme et l'insurrection dans la longue guerre qui se poursuit.

Deux observations fondamentales alimentèrent une grande partie des débats lors de la conférence. La première est que l'U.S.A.F. a opéré dans le passé avec un certain succès dans des environnements de COIN mais a perdu les capacités particulières associées à ce type de conflit à la suite de réductions des effectifs et des moyens ou de conversions après chaque conflit. Ce résultat n'est pas surprenant dans la mesure où les outils inutilisés sont un luxe qu'on peut difficilement s'offrir, quelle que soit l'époque. Toutefois, les délais prolongés de mise en œuvre imposés par la nécessité de pratiquement réapprendre la COIN chaque fois que les circonstances l'exigent ont affecté considérablement la capacité de l'armée de l'air à apporter une contribution efficace dès le début du combat. La deuxième est que nous devons changer la mentalité de la force aérienne de *combattre dans la COIN* en *engageant un partenaire en état de combattre dans la COIN*. En l'absence de toute

autre alternative, l'armée de l'air pourrait en fait devenir l'arme combattante dans la COIN mais, même dans ce cas, elle devrait adopter la mentalité qui veut qu'elle mène une action de fixation pendant que le partenaire qu'elle soutient développe sa propre capacité. En termes pratiques, la force aérienne n'a tout simplement pas la taille qui lui permettrait d'agir comme l'arme aérienne de tous les pays aux côtés desquels elle combat, même si cela peut sembler être une bonne idée (ce qui n'est pas le cas). Les stratégies victorieuses sont exécutées par le partenaire soutenu, avec lui et par son entremise. De plus, si on laisse de côté les options d'anéantissement, il n'existe aucun précédent historique convaincant pour étayer l'idée selon laquelle n'importe quelle puissance étrangère peut gagner une guerre civile. Le rapport quadriennal de la défense (*Quadrennial Defense Review Report*) de 2006 représente un cadre important dans lequel placer ce débat :

Des opérations complexes et de longue durée faisant intervenir les forces armées américaines, d'autres organismes gouvernementaux et des partenaires internationaux seront menées simultanément dans plusieurs pays du monde en appliquant une combinaison d'approches directes (visibles) et indirectes (clandestines)... Le maintien d'une présence discrète à long terme dans de nombreuses régions du monde où des forces américaines n'opèrent pas traditionnellement sera nécessaire. Développer la capacité des partenaires et en tirer avantage représenteront un élément absolument essentiel de cette approche, et l'emploi de forces locales sera nécessaire pour atteindre de nombreux objectifs.²

L'utilisation de forces indigènes dans la COIN fait plus que créer des parties prenantes dans les résultats obtenus. Comme indiqué plus haut, la familiarisation avec les conditions locales se traduit par la possibilité de collecter du renseignement d'un très grand intérêt pratique dans des formes que ne peut pas communiquer l'imagerie par satellite. En outre, en termes de compréhension des mécanismes par lesquels s'obtient la victoire, la COIN met beaucoup plus l'accent sur la dynamique humaine que ne le font les conflits tradition-

nels. Les différences entre la COIN et les autres types de guerre (p. ex., épuisement basé sur l'attrition des ressources de l'ennemi lors d'un conflit interétatique à grande échelle) dérivent en grande partie des différences qui existent en termes de centre de gravité et de moyens nécessaires pour la faire évoluer ou la contrôler. Historiquement, dans la guerre interétatique, une armée engagée pouvait représenter aussi bien la menace principale que le bouclier auquel l'état ennemi devait essentiellement sa liberté d'action. Le retrait du bouclier élimine la menace et expose en même temps l'état ennemi. Toutefois, dans la COIN, les dirigeants ennemis dérivent leur liberté d'action non de leur « armée engagée » en elle-même mais d'un environnement permissif souvent rendu possible par le manque de crédibilité, de légitimité et de soutien dont le régime en place souffre auprès de ses « administrés ». En fin de compte, dans la COIN, on doit gagner la population à sa cause, en éliminant de cette façon le refuge et la liberté dont jouit l'ennemi pour choisir le lieu et l'heure du combat.

Le symposium 2007 de l'U.S.A.F. sur la contre-insurrection

Tenue au *Air War College* et parrainé par le quartier général de l'U.S.A.F., le *Air Combat Command* – ACC et le *Air Force Special Operations Command* – AFSOC, cette manifestation offrit un forum de discussion portant sur l'utilisation de la puissance aérienne dans la COIN avec 11 ateliers, 8 conférenciers en sessions plénières et plus de 170 participants.³ Les participants interarmées, interinstitutions, internationaux et civils apportèrent une contribution substantielle grâce à leurs intuitions et à leurs perspectives. La conférence ne se focalisa toutefois pas sur l'interaction ni sur l'interdépendance à ces plus hauts niveaux mais sur ce que l'armée de l'air devait faire pour améliorer sa compréhension du combat et ses contributions à la victoire dans celui-ci. Cherchant à répondre à ces questions, les 11 ateliers produisirent plus de 220 suggestions.

L'armée de l'air fait *très* bien son travail et ses décennies de service et d'excellence ont

fait de la *valeur opérationnelle* une caractéristique très prisée et tenue en haute estime de la puissance aérienne américaine. Toutefois, les présomptions qui lient automatiquement la valeur opérationnelle à l'efficacité peuvent présenter un contraste saisissant avec les réalités de l'IW et de la COIN. Les effets cinétiques et tactiques qui ont fait à juste titre la réputation de la force aérienne – une cible, une bombe, un objectif détruit – peuvent, dans cet environnement, devoir céder le pas à des moyens incontestablement de moindre valeur opérationnelle qui sont en fin de compte plus efficaces aux niveaux opérationnel et stratégique. Equilibrer efficacité et valeur opérationnelle ne représente pas un concept original ; c'est ce que les planificateurs de l'armée de l'air font tous les jours.⁴ La différence réside dans une compréhension (et une acceptation) plus largement répandue de l'idée selon laquelle la *valeur opérationnelle* en tant que moteur principal au niveau tactique peut ne pas aider à obtenir les effets souhaités aux niveaux supérieurs (voire même se révéler contre-productive).

Les participants à la conférence sur la COIN firent observer que la solution de cette dichotomie des « deux sortes de forces » ne consistait pas à en choisir une de préférence à l'autre mais plutôt à trouver un équilibre approprié entre les deux. L'armée de l'air devrait préserver ses moyens (sinon sa capacité ou sa masse) actuels tout en créant les mêmes degrés d'excellence pour les actions caractéristiques de la IW et de la COIN aujourd'hui intégrées à ses activités de supériorité aérienne, de frappe, de transport et de connectivité à l'échelle planétaire, ainsi qu'à sa vision d'ensemble.

L'excellence, en réalité la *domination*, de la force aérienne dans ces domaines a garanti que les ennemis s'efforceront de ne pas la confronter pour atteindre leurs objectifs stratégiques.⁵ En conservant ces avantages considérables, qui sont cruciaux pour la sécurité de notre pays, l'arme a, en réalité, choisi le terrain où elle ne combattra pas. Un combat existe toutefois, et continuera de le faire, dans des domaines tangentiels par rapport aux points forts fondamentaux de l'armée de l'air. Le commandement de

la force aérienne a besoin de prendre en considération plusieurs options d'engagement de la force dans ces activités d'IW. Les suggestions offertes par les participants au symposium pour relever le défi de la IW et de la COIN peuvent en gros être regroupées en quatre catégories principales à prendre en considération : politique-stratégie-doctrine, développement de la force, communications stratégiques et développement de capacité en partenariat (*Building Partnership Capacity* – BPC).

Politique-stratégie-doctrine

Malgré la récente publication des documents doctrinaux de l'U.S.A.F. (*Air Force Doctrine Document* – AFDD) 2-3, *Irregular Warfare* (Guerre irrégulière) et AFDD 2-3.1, *Foreign Internal Defense* – FID (Défense intérieure à l'étranger), la force aérienne n'a pas encore effectué les changements institutionnels et systémiques nécessaires à la mise en application de ces perspectives d'art opérationnel de la longue guerre. En attendant de tels changements, l'armée de l'air continue à considérer la IW comme un cas mineur de conflits entre égaux ou presque égaux – un concept qui laisse fondamentalement à désirer.⁶ Les solutions en IW/COIN seront basées sur les circonstances locales propres à chaque conflit et résulteront largement d'initiatives politiques plutôt que militaires. Le fait de trop mettre l'accent sur la guerre d'attrition « risque de nous dévoyer de manière injustifiée dans un canyon militaire, au prix de ne pas payer leur dû aux implications de la vérité éternelle selon laquelle la guerre est plus que le combat. »⁷ En bref, aucun précédent historique – hormis l'anéantissement total de l'ennemi – n'étaye la notion selon laquelle des puissances étrangères peuvent gagner des guerres civiles. La situation actuelle en Irak ne constitue ni une anomalie ni une exception à cette règle générale mais confirme plutôt cette règle. La victoire en Irak viendra quand les Irakiens eux-mêmes la remporteront. Par conséquent, le principal rôle des puissances étrangères n'est pas de vaincre mais de *permettre* à l'un des belligérants d'acquérir les moyens et la capacité de vaincre.

L'« action » et l'« enseignement » ont toutefois des objectifs différents et exigent des ensembles de talents différents, engendrant chacun des mentalités et des tactiques (sans parler des personnels et du matériel) différentes et par moment incompatibles. Lorsqu'elle élabore ces ensembles de missions, toutefois, l'armée de l'air devrait ne pas oublier que la *légitimité* sert au gouvernement de filtre ou de toile de fond s'imposant à tous pour le mentorat par une grande puissance. La légitimité est le précurseur de la victoire. Toute action perçue comme sapant la crédibilité du gouvernement hôte peut alimenter la perception de son incompétence et encourager ainsi des groupes hostiles à faire pression sur le gouvernement central ou à l'attaquer.⁸ Un principe général serait que nous devrions établir comme objectif le travail *à côté, avec ou par l'intermédiaire* d'un pays partenaire plutôt que pour ce pays – ou en son nom ou à sa place. Nous devrions faire de bonnes actions – mêmes celles qui ne rencontrent pas l'opposition de groupes hostiles – dans le cadre d'un plan efficace de communication afin de maximiser le potentiel d'établissement, de soutien ou de renforcement de l'authenticité du gouvernement central.

Si l'armée de l'air souhaite devenir efficace dans ce style « debout au dernier rang » d'engagement, elle devrait admettre la nécessité de remplir deux séries (parfois concurrentes) de missions. Dans le cadre de la première, et en l'absence d'autres solutions possibles, l'arme devrait disposer de tous les moyens nécessaires pour engager l'ennemi directement – dans des combats de COIN ou d'une nature similaire comme composante clé de l'effort national. Cela aura inévitablement lieu dans un contexte interarmées, interinstitutions et de coalition. Dans le cadre de la deuxième, l'U.S.A.F. devrait avoir la capacité de créer dans le pays partenaire les compétences et la discipline nécessaires dans l'air, l'espace et le cyberspace grâce auxquelles ce partenaire pourra atteindre ses objectifs nationaux sans être sous l'emprise de la puissance aérienne américaine.

Ce principe – rechercher des objectifs communs et donner aux partenaires les moyens nécessaires – dérive non seulement des points examinés plus haut concernant les guerres

civiles et la légitimité du gouvernement central mais également de la réalisation très pragmatique du fait que l'armée de l'air ne dispose pas (et ne disposera jamais) de moyens suffisants pour agir comme principale arme aérienne de tous les pays affectés par ce conflit prolongé. La politique de l'armée de l'air devrait mettre l'accent sur un engagement anticipé (c.-à-d., pendant la phase zéro – formulation) dans le but de développer chez le partenaire une capacité suffisante pour minimiser, voire même éliminer, le besoin d'une présence à grande échelle de la force aérienne plus tard. Le but est de former, guider et conseiller une arme aérienne hôte sans (ni donner l'impression de) usurper les prérogatives du gouvernement hôte.⁹

La planification de l'état final (l'ensemble des effets à un niveau stratégique) exige le développement d'efforts cohérents pour obtenir un résultat politique souhaité. Elle conçoit en outre l'ennemi comme un ensemble interactif et adaptatif composé à la fois d'éléments amis et hostiles.¹⁰ En se focalisant sur les séries de problèmes de ces façons, les approches basées sur les effets offrent le cadre nécessaire pour garantir que les opérations militaires restent dans la ligne des objectifs stratégiques du pays au lieu de dériver vers des objectifs tactiques rapprochés. Ce ne sont pas les valeurs opérationnelles tactiques qui devraient établir la métrologie directrice de la stratégie d'ensemble.¹¹ De même, dans la COIN ou les conflits qui lui ressemblent, les techniques propres à une approche des opérations basées sur les effets doivent garantir que la focalisation ne se fera pas sur des solutions militaires pour résoudre un problème fondamentalement politique.¹² Procéder autrement équivaldrait à concentrer les efforts sur une fraction relativement mineure du problème, à ne traiter aucun facteur causatif et, en fin de compte, à ne rien résoudre du tout. La conception opérationnelle en soutien d'un ensemble de situations définies d'état final crée une pression supplémentaire favorisant l'efficacité plutôt que la valeur opérationnelle et minimise l'accent mis sur des opérations périphériques qui ne sont pas liées aux effets qu'il est nécessaire de réaliser pour arriver à l'état final

stratégique. Les récentes expériences de coalition en Irak et en Afghanistan illustrent la futilité des opérations militaires coupées des initiatives politiques, de communications, économiques et socioculturelles complémentaires nécessaires pour sceller la victoire.

Les AFDD 2-3 et 2-3.1 ont ajouté élan et visibilité à l'ascension de la COIN et des activités qui lui ressemblent pour l'armée de l'air mais, comme l'ont observé les conférenciers et participants du symposium, la COIN n'est pas un phénomène nouveau. Historiquement, les compétences de la force aérienne dans le domaine de la COIN se sont simplement atrophiées dès que les circonstances l'ont permis. En dehors de l'AFSOC, aucune protection générale de ces moyens n'a pu empêcher la disparition des éléments de base les plus importants, et la résurrection des compétences professionnelles qui existaient à une certaine époque est une tâche difficile et demandant beaucoup de temps. Les AFDD 2-3 et 2-3.1 représentent un bon point de départ pour une telle résurrection mais sont peut-être insuffisants pour affecter vraiment l'éventail complet des activités que l'armée de l'air doit mener dans le cadre de la longue guerre. On pourrait se montrer plus convaincant si le document doctrinal fondamental de la force aérienne, l'AFDD 1, *Air Force Basic Doctrine* (Doctrine de base de l'armée de l'air), reflétait également l'importance de cet engagement irrégulier et la nature à double mission du combat (*agir et donner les moyens nécessaires*).¹³ Tout comme la stratégie, la doctrine devrait adopter une approche directive et pénétrer la pyramide dans son ensemble pour permettre à l'armée de l'air de se préparer régulièrement et de s'engager aux côtés de forces autres que celles d'opérations spéciales.

Développement de la force

Au moment où elle se transforme, l'armée de l'air peut être légitimement fière de la rigueur avec laquelle elle gère ses besoins en compétences et en personnel. Elle connaît toutefois un dilemme en matière de gestion du personnel lorsque des compétences particulières cessent d'apporter une contribution au com-

bat. Ce phénomène peut se produire à la suite de progrès technologiques qui ont simplement mis à l'écart une méthodologie plus ancienne et, avec celle-ci, les compétences qu'elle demandait. Plus problématiquement, cette perte d'applicabilité peut résulter d'un changement de circonstances qui confère potentiellement à une telle perte une nature plus temporelle. Il semblerait à court terme raisonnable d'éliminer ce besoin et d'utiliser les ressources fongibles dans une autre spécialité (précédemment de moindre priorité). Le problème devient alors un problème de délai nécessaire pour retrouver ces compétences si le besoin venait à s'en faire sentir de nouveau. Les compétences en COIN de l'armée de l'air (et celles des autres armes) ont connu ce cycle de phénix de façon répétée et la reconstitution de cette compétence au sein des forces polyvalentes de la force aérienne est en cours sous l'impulsion des efforts vigoureux menés aujourd'hui par les *U.S. Central Command Air Forces* – CENTAF.

Nous nous exposons à des coûts incalculables en devant constamment apprendre, oublier et réapprendre les compétences d'IW/COIN. On peut se demander ce qu'aurait pu être l'ampleur des progrès accomplis jusqu'ici par les Irakiens si seulement nous avions pu utiliser en 2003 les compétences que possèdent actuellement les CENTAF. Compte tenu de la nature de la longue guerre, le développement de la force d'IW dans l'armée de l'air devrait prendre la forme d'un effort à long terme. Bien que l'élaboration d'une doctrine représente une étape cruciale de la création d'une capacité durable à gagner cette guerre, la synthèse de l'entraînement, de la formation et de l'expérience créera la mentalité qu'exige ce combat – et cela servira de facilitateur le plus important, pas seulement pour les CENTAF mais aussi pour tous les aviateurs qui auront besoin de ces outils pour s'attaquer à un ennemi dont la capacité d'adaptation est très grande dans un environnement en évolution constante.

Le développement de la force consiste à équilibrer trois efforts de base – formation, entraînement et expérience – pour faire en sorte de garantir que l'armée de l'air a du personnel qualifié en place au bon moment pour remplir les missions définies. Comme indiqué

plus haut, la longue guerre se caractérise par un ensemble de besoins et de compétences différent de celui de la guerre entre unités ou conventionnelle. Par conséquent, si l'armée de l'air désire des moyens dans ce sens, son système de développement de la force devrait produire du personnel qualifié aussi bien pour l'IW que pour les types plus traditionnels de conflit. La force aérienne ne peut limiter l'IW à une seule spécialité ou série de spécialités. Une stratégie victorieuse de COIN exige la possibilité de transférer pratiquement toutes les compétences dont l'armée de l'air a besoin pour mener une action de COIN à un pays partenaire. En bref, la IW affectera chaque spécialité.

Les refuges, par exemple, offrent un certain degré de sécurité ou d'anonymat à un adversaire affaibli. L'ennemi peut, pour toutes sortes de raisons politiques, matérielles, culturelles ou informationnelles, rester hors de la portée du gouvernement central. Sur cette base, tout territoire échappant totalement ou partiellement au contrôle des autorités est cause d'inquiétude dans toutes les zones d'opérations comme source potentielle d'instabilité et d'initiatives hostiles au gouvernement. Un espace échappant au contrôle des autorités, qui ne représente pas simplement un phénomène terrecentrique, s'étend également aux trois milieux notés dans la mission de l'armée de l'air. La souveraineté aérienne reste un problème en Afrique et dans une grande partie de l'Amérique latine. L'*espace* est régi, si tant est qu'il le soit, plus par la science, la technologie et le coût d'exploitation de ce milieu que par toute réglementation applicable. Et seuls les rythmes relatifs d'innovation parmi les belligérants (p. ex., pirates informatiques contre spécialistes de la sécurité) régissent le domaine du *cyberespace*. L'Internet est devenu beaucoup plus qu'une voie de passage pour le courriel d'un fanatique. Il fonctionne en fait comme un lieu sûr – un refuge – pour terroristes. Chacun de ces trois milieux pose actuellement un réel problème dans l'IW. L'idée est que le développement de la force devrait préparer chaque spécialité (bien que peut-être pas chaque avia-

teur) à l'IW. L'espace de bataille est planétaire à tous les sens et chaque milieu est affecté.

Le conseil de prudence ici est toutefois plutôt un rappel. Les ennemis choisissent la IW, la guerre totale ou des tactiques asymétriques parce qu'ils n'ont pas le choix. La capacité de la force actuelle à « accomplir vraiment bien des choses incroyables » a fait disparaître toute option de force principale pouvant avoir existé et cette force d'élite ne s'affaiblira pas au point de laisser croire à ses adversaires que des possibilités quelconques leur sont offertes dans ce domaine.¹⁴ Cette force reste celle qui défend la souveraineté américaine. C'est le combat que, aussi improbable que ce soit, nous ne pouvons pas perdre. Certains ajustements de la force sont envisageables mais le développement d'une armée de l'air prête à l'IW/COIN devrait coïncider avec ses responsabilités en matière de défense de la souveraineté du pays face à des concurrents luttant d'égal à égal.

Pour ce qui est des conflits d'IW et de COIN en général, la tâche la plus fondamentale de l'armée de l'air est d'aider à établir une armée de l'air crédible dans le pays hôte. Cette capacité n'existe aujourd'hui d'une façon permanente que dans un seul escadron à effectifs relativement réduits de l'AFSOC. Le 6^e escadron d'opérations spéciales ne manque certainement pas de talent mais n'offre pas la masse nécessaire à un engagement dans toutes les zones affectées par la longue guerre. Dans la même logique, il ne peut pas non plus offrir la continuité nécessaire pour poursuivre son bon travail. Les forces polyvalentes de l'armée de l'air ont la masse nécessaire et le programme de développement de la force approprié peut également leur apporter le talent indispensable. L'armée de l'air devrait relever le défi et modeler sa force pour exécuter une stratégie victorieuse dans la longue guerre. Les aviateurs doivent pouvoir *évaluer*, organiser, entraîner, équiper, *assister* et *conseiller* les armées de l'air étrangères s'ils veulent réussir.¹⁵ La vérité c'est que, dans l'opération *Iraqi Freedom*, la voie la plus rapide de retour chez elle pour l'armée de l'air passe par l'établissement d'une armée de l'air irakienne crédible.

L'un des problèmes les plus difficiles rencontrés dans ce cycle de développement futur concernera l'établissement d'une force compétente culturellement et linguistiquement. « Évaluer, organiser, entraîner, équiper, assister et conseiller » représentent déjà un ensemble de missions suffisamment difficile à remplir quand tout le monde parle la même langue. C'est encore plus le cas lorsque des nouvelles langues viennent s'ajouter à de nouvelles technologies et méthodes. Quels que soient les avantages que pourrait apporter le fait d'apprendre l'anglais à tous ceux qui ne le parlent pas, les stratégies de désengagement américaines devraient accepter le fait que les systèmes pédagogiques et opérationnels laissés sur place reviendront à l'usage des langues maternelles presque immédiatement – mais sans l'avantage en nature de l'infrastructure en anglais sur laquelle l'entraînement est basé (p. ex., données techniques). L'autre solution possible actuelle, qui est de poursuivre une approche juste à temps, a de même échoué en tant que stratégie. La langue ouvre la voie à la compréhension de la culture, servant ainsi de première étape cruciale de la compréhension du centre de gravité de la COIN – la population. L'armée de l'air devrait activement déterminer ses besoins linguistiques concrets et se préparer en conséquence. Dans un effort de rupture avec le passé, la planification du développement de la force dans les domaines linguistique et culturel devrait également inclure un programme de maintien garantissant la compétence et la disponibilité des ressources à l'avenir.¹⁶

Communication stratégique

La communication stratégique, le soutien militaire apporté à la diplomatie publique, les relations publiques (*Public Affairs* – PA), les opérations d'information (*Information Operations* – IO), les opérations d'influence, les opérations psychologiques (sans parler des domaines annexes de la déception militaire, de la guerre électronique et de l'attaque/défense des réseaux d'ordinateurs) sont actuellement tous regroupés dans un même cadre – l'assiette déborde donc sérieusement. Pour aller droit au fait, la focalisation de la communication stratégique laisse à désirer

aux niveaux stratégique, opérationnel et tactique – une série particulièrement cruciale d’insuffisances, si on considère l’utilisation extrêmement intelligente et sophistiquée de tous les médias par nos ennemis. Le problème commence aux plus hauts échelons du pays avec un manque de consensus (à tous les niveaux du gouvernement) concernant le *quid* et *comment* de la communication stratégique. La communication stratégique des États-Unis, caractérisée par l’accent qu’elle met sur une narration répétée et directive, se heurte à la réalité de la mise en œuvre en temps opportun au niveau militaire opérationnel en dessous. La doctrine, l’entraînement et la pratique actuels n’aident pas, de manière générale, un engagement proactif dans un contexte rapidement changeant. Il est vrai que nous avons connu des réussites – mais elles furent beaucoup trop souvent le résultat d’un effort individuel ou de l’action de héros qui utilisèrent individuellement leur connaissance situationnelle dans ces environnements fluides pour profiter de quelque occasion fugace.

Nous devrions développer les IO comme nous le faisons pour tous les autres systèmes d’armes du centre multinational d’opérations aériennes. Des spécialistes des PA devraient par exemple être présents lors de chaque discussion entourant le choix des objectifs et des moyens de traitement pour garantir que nous enveloppons chaque opération cinétique dans le plan de communication correct et, lorsque cela est opportun, que nous programmons des opérations cinétiques en soutien des efforts de communication. Il se peut en outre qu’une arme d’IO utilisée isolément représente le meilleur moyen d’attaquer certains objectifs. La clé réside dans la compréhension du fait que les effets déterminent l’option de choix des objectifs et des moyens de traitement plutôt que l’inverse. Les efforts consacrés par les États-Unis à la IW/COIN ont jusqu’ici sous-exploité les IO et, en conséquence, toutes les missions en souffrent.

Notre objectif à long terme de développement de la force devrait être de garantir que les spécialistes des IO experts mentionnés plus haut existent vraiment. Par exemple, des officiers de PA que nous avons cantonnés dans

leur spécialité devraient élargir leur compréhension des domaines connexes. Une option pourrait imposer une fusion des spécialités PA et renseignement accompagnée d’affectations alternées. Une autre option, à la lumière des réductions d’effectifs d’officiers de PA proposées, pourrait impliquer la création renouvelée d’options de missions supplémentaires à l’intention des opérateurs en tant qu’officiers de PA. Ces périodes de service de 18 mois (avec 40 heures de formation groupées au début) mettraient à la disposition des escadres individuelles un officier de PA choisi par leur commandant et, au bout d’un certain temps, augmenteraient de façon significative le nombre d’officiers opérationnels parfaitement familiarisés avec les médias. Il existe d’autres options mais l’essentiel est que nous devons utiliser les IO pour gagner la longue guerre et l’armée de l’air devrait acquérir et maintenir les ressources nécessaires pour le faire.

Création d’une capacité de partenariat (Building Partnership Capacity – BPC)

La BPC n’est pas une idée particulièrement nouvelle. Nombreuses sont les coalitions et les alliances qui se formèrent autour de concepts similaires ; dans l’Organisation du Traité de l’Atlantique Nord, par exemple, des initiatives d’« interopérabilité » produisirent essentiellement le même effet. Associée au filtre IW/COIN approprié, la BPC non seulement élargit la compétence tactique et opérationnelle des forces armées mais également se prête à la réalisation des objectifs stratégiques de légitimité et de crédibilité du gouvernement central. En fin de compte, elle représente également une partie de la solution d’une longue guerre très étalée et diverse dans laquelle une armée de l’air aux moyens relativement limités ne peut être partout à la fois. Un point sur lequel il convient d’insister en ce qui concerne la forme qu’elle prend est que la BPC ne doit toutefois pas se limiter à des engagements actifs ; nous pouvons plutôt la considérer d’abord comme une stratégie à long terme. Créer une armée de l’air, voire même en améliorer une, ne se fait pas du jour au lendemain.

Le groupe d'études stratégiques de la *U.S. Navy* publia en 2006 un rapport qui évoquait une marine de 1000 navires – une proposition radicalement différente, toutefois, de la marine de 600 navires préconisée dans les années 80 par John Lehman, alors secrétaire d'état à la marine. Le nouveau concept considère à la fois le type de navire nécessaire pour la longue guerre (mettant peut-être plus l'accent sur la navigation fluviale que sur la navigation maritime) et le propriétaire et/ou opérateur du navire. Un changement ou rééquilibrage des types de navires figurant dans l'inventaire de la *U.S. Navy* pourrait se produire mais certainement pas un quintuplement du nombre de navires – qui est impossible à réaliser et à maintenir dans l'environnement fiscal actuel et probablement pas la solution la plus efficace dans la IW/COIN. Au contraire, d'après ce concept, la marine développerait des moyens particuliers en recherchant des pays partenaires dans le cadre d'une stratégie d'ensemble d'engagement. Les aviateurs devraient se demander si un équivalent convenable de la marine de 1000 navires existe dans l'armée de l'air.

Les aviateurs de l'armée de l'air sont déjà engagés dans la BPC à de nombreux endroits – bien entendu en Irak et en Afghanistan mais également dans des programmes d'échange et d'enseignement ainsi que dans des sections de l'armée de l'air dans diverses ambassades et groupes militaires. Dans de trop nombreux exemples, toutefois, le processus de sélection et la préparation aux affectations outremer ne représentent guère plus qu'une vérification de disponibilité. La force aérienne dispose d'un personnel intelligent, compétent et motivé qui a fait preuve d'une souplesse remarquable quant à sa capacité d'adaptation et d'apprentissage.¹⁷ Malheureusement, une trop grande partie de ce qui a été appris l'a été sur le tas. En tant qu'institution, l'armée de l'air a une occasion de remodeler l'espace de bataille. Plutôt que de considérer la BPC comme une facture à régler, l'armée de l'air devrait adapter sa structure pour remplir une obligation à long terme de former et d'entraîner des forces aériennes étrangères. Les possibilités autres qu'une telle stratégie ne sont pas encourageantes.

La nature prolongée et complexe d'une insurrection constitue un défi pour des institutions combattantes qui se révèlent soudées, pour des raisons tenant à leur culture, à des cycles accélérés de localisation, point, poursuite, choix des objectifs et des moyens de traitement, engagement et évaluation.¹⁸ Cette approche pseudotechnique/scientifique des causes et des effets soumet à tort la réussite à des contraintes temporelles à court terme et ces attentes sont exacerbées par des médias omniprésents à grande vitesse qui ont besoin de rapporter des résultats pratiquement sans arrêt. Ces conditions d'environnement produisent un cycle d'évaluation fréquemment tronqué, une patience limitée pour les effets en cascade ou à long terme et une focalisation sur les comptes-rendus tactiques à court terme, en opposition totale avec la froideur de l'analyse dans la plupart des comptes-rendus historiques relatifs à une insurrection.¹⁹ Par exemple, certains experts considèrent l'aventure britannique en Malaisie occidentale comme une sorte d'« étalon or » pour ce que devrait être l'exécution de la COIN. Le lieutenant colonel John Nagl, de l'*U.S. Army*, fait toutefois remarquer que, si c'est le cas, le « record à battre » est 12 ans environ.²⁰ L'Irlande du Nord prit un peu plus longtemps.²¹ En tant qu'institution, l'armée de l'air n'a pas historiquement été très encline à percevoir les problèmes de combat dans des cycles de 12 ans.

Il devient particulièrement important pour les aviateurs de reconnaître les distinctions qui existent entre la guerre conventionnelle et la COIN lorsqu'ils évaluent la façon de contribuer aux interventions de COIN. Dans ces circonstances, la décision stratégique clé – la première – demande de déterminer si *on veut participer à la COIN* ou *la faciliter*. Pour parler plus franchement, le choix devient le suivant : imposer un modèle militaire conventionnel existant à un ensemble de circonstances dans une large mesure incompatibles ou développer la capacité d'un pays partenaire à gagner par ses propres moyens. Un solide consensus se fit parmi les conférenciers et les participants du symposium pour dire qu'aucun précédent historique ne vient étayer l'idée selon laquelle des puissances étrangères

gagnent des guerres civiles. Nous devrions par conséquent choisir le rôle de facilitateur. Aussi paradoxal qu'elle puisse paraître à première vue, cette reconceptualisation de la façon de concevoir la contribution de la puissance aérienne est fondamentale pour remporter une victoire à long terme.

Pour cette raison, l'armée de l'air opère le plus efficacement au niveau stratégique lorsqu'elle est engagée *en soutien de la COIN* au lieu de la mener directement. Dans l'idéal, elle peut agir ainsi en collaboration avec et par l'intermédiaire du gouvernement soutenu et de ses institutions avant que le combat ne commence vraiment. Ces actions de développement et de dissuasion menées par l'armée de l'air impliquent des initiatives d'évaluation, d'organisation, d'entraînement, d'équipement, d'assistance et de conseil dans le contexte d'autres efforts politiques, informationnels, économiques, socioculturels et militaires – conçus en fin de compte pour établir et/ou maintenir en place un gouvernement central légitime. Ces actions, si elles sont planifiées correctement, savent également la structure de soutien et la raison d'être de la dissidence et/ou de la rébellion. Ces activités sont essentielles à la prévention des conflits ou au moins à l'apaisement des griefs à l'encontre du gouvernement et à la limitation du recrutement d'insurgés. Une assertion souvent répétée mais subjective concernant la combinaison optimale d'actions affirme qu'environ 20 % d'un effort réussi de COIN consistent en initiatives militaires ; les 80 % restants représentent les contributions économiques, politiques et socioculturelles à la stratégie générale. L'information reste le pivot de tout effort.

La perspective très concrète de la participation de l'armée de l'air aux activités d'IW/COIN dans le cadre de la longue guerre maintient que, même si c'était une bonne idée (ce qui n'est pas le cas), l'armée de l'air n'a tout simplement pas une taille suffisante pour agir comme la force aérienne de tout pays contesté ou région en danger. Les forces polyvalentes de la force aérienne devraient pouvoir créer ce qui aurait constitué leur propre effort à partir des ressources du pays hôte. Si, dans certains cas, elles doivent partir à zéro, elles

auront besoin de faire appel à un vaste ensemble de talents dans l'éventail complet des spécialités de la force aérienne. Pour faciliter des efforts similaires de la part de la force aérienne soutenue, nous devrions reproduire les procédés, disciplines et stocks (personnel et matériel) qui facilitent ceux de l'armée de l'air (à condition qu'ils s'appliquent aux circonstances et à la culture).

La mise en œuvre d'une telle stratégie offre l'avantage immédiat de réduire considérablement le profil des Américains dans un pays contesté. Comme on l'a vu récemment en Irak et à de nombreuses reprises dans le cours de l'histoire, l'ombre jetée par une grande puissance peut devenir un facteur de ralliement significatif pour des groupes hostiles au gouvernement traditionnellement disparates. Même des groupes qui ne collaboreraient jamais dans des circonstances normales ont joint leurs efforts pour expulser les étrangers. Au lieu d'aider le gouvernement central, l'ombre jetée par les États-Unis peut devenir un multiplicateur de forces pour le recrutement et la propagande des insurgés. Une stratégie basée sur un rôle de facilitateur focalisée comme il convient sur le travail *à côté, avec et par l'intermédiaire* du gouvernement central réduit le risque de ce virus de l'ombre.

Selon Dave Ochmanek, principal analyste à RAND et conférencier lors du symposium, une insurrection ou autre activité d'IW menace actuellement (l'a fait récemment ou le fera dans l'avenir) à peu près la moitié des 190 pays environ qui composent les Nations Unies.²² Cela représente potentiellement un très vaste champ d'engagement pour la BPC mais les chiffres peuvent se révéler trompeurs pour établir la situation réelle s'ils ne s'accompagnent pas d'une évaluation pénétrante. Nous commettons fréquemment l'erreur de présumer que la meilleure solution demande une image-miroir de notre propre force – ce qui peut être vrai dans certaines circonstances mais représente une hypothèse qu'il vaut mieux ne pas faire sans une évaluation prouvant son bien-fondé. C'est la raison pour laquelle les planificateurs devraient non seulement comprendre les besoins du pays visé mais également, et très clairement, sa capacité à apprendre, appliquer et

maintenir les programmes élaborés avec l'assistance des Etats-Unis. Nombreux sont les pays en danger qui ne sont pas des candidats crédibles à des transferts de technologies avancées ou de plateformes sophistiquées parce qu'aucune menace ne les justifient ou parce que ces pays n'ont pas les capacités structurelles ni démographiques qu'exigent la maintenance et l'exploitation de ces systèmes aériens, spatiaux et électroniques. Présumer que seuls les anciens systèmes sont viables se révélerait tout aussi erroné. Dans la BPC, la bonne réponse implique la mise à disposition de la *technologie qui convient* plutôt que d'une technologie traditionnelle ou avancée. L'inventaire actuel de l'armée de l'air met l'accent sur la technologie avancée, ce qui limite les options disponibles pour la BPC via un transfert de technologie. Les aéronefs ne constituent pas le seul argument pour la BPC mais ils ont généralement servi de préambule de puissance aérienne pour l'entraînement, la doctrine et les relations à long terme entre forces armées associées qui ont facilité la réalisation des objectifs des Etats-Unis et de la sécurité du pays hôte.

Les plateformes de l'époque du Viêt-Nam qui permirent à l'armée de l'air d'entrer ainsi en scène ont disparu ou sont en voie de disparition rapide et les partenaires potentiels dont les ressources sont limitées et qui peuvent difficilement justifier un besoin pour les aéronefs de technologie avancée que l'on trouve habituellement dans l'inventaire actuel de l'armée de l'air s'adressent désormais à des fournisseurs étrangers plutôt qu'américains pour se procurer les plateformes appropriées adaptées à la COIN. Il est certain que nous pouvons employer d'autres compétences de la force aérienne dans la BPC (contrôle de la circulation aérienne en Afrique, par exemple) mais le rétrécissement du marché pour les aéronefs américains devrait rester une source d'inquiétude. En réalité, la nouvelle plateforme de la technologie qui convient est peut être un système aérien sans pilote mais, si elle veut se créer une ouverture pour un plan habilitant à long terme, l'armée de l'air devrait d'abord élaborer une stratégie de technologies de COIN exportables. Si l'héritage du F-20 reste valable, cela signifie également que l'armée

de l'air devrait avoir ces mêmes plateformes dans son propre inventaire.²³

Recommandations

Identifier quelques plateformes adaptées représenterait une option séduisante pour lancer le débat sur la façon dont la puissance aérienne peut contribuer à la COIN mais la compétence et le potentiel d'engagement de l'armée de l'air vont bien au-delà de l'engagement technique du personnel d'opérations et d'entretien. En fait, le contrôle de l'espace aérien ou le maintien d'un contrôle souverain de cet espace, par exemple, reste un problème dans la plus grande partie de l'Afrique en dehors des régions terminales. De concert avec l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale et de la *Federal Aviation Administration* (direction générale de l'aviation civile) des Etats-Unis, l'armée de l'air est faite pour évaluer, conseiller et assister dans ce domaine. Il est clair que la garantie du respect des normes internationales d'aviation en matière de mouvements aériens se révélerait avantageuse dans la longue guerre et que l'armée de l'air pourrait apporter des contributions cruciales à la détermination de la forme de l'espace de bataille. Toutefois, la force aérienne devrait d'abord décider comment l'IW/COIN se présentera pour elle. Si l'arme choisit de permettre à ses partenaires de combattre et de vaincre par leurs propres moyens, l'armée de l'air devrait investir, à court terme, dans les idées et les initiatives de développement de la force qui ouvriront la voie.

La stratégie devrait rester une fonction directive afin d'apporter une orientation cohérente dans des voies parallèles à tous les niveaux. Nous ne devrions pas voir la doctrine de l'armée de l'air différemment ; il nous reste beaucoup à faire dans ce domaine. Les AFDD 2-3 (et 2-3.1) représentent un bon point de départ pour le rétablissement des activités d'IW dans le champ de vision de l'armée de l'air, mais les documents de troisième niveau n'auront probablement pas une influence suffisante sur l'ensemble de la pyramide doctrinale pour accomplir cette tâche. Nous

continuons généralement à considérer l'IW, la FID, la COIN et la BPC comme étant du ressort des forces d'opérations spéciales et extérieures à la mission générale de l'armée de l'air. Toutefois, dans la mesure où la BPC est fondamentale sur le plan stratégique pour gagner la longue guerre, nous devrions la décrire dans la doctrine de base de l'armée de l'air – l'AFDD 1. Ainsi placée, au niveau supérieur de la doctrine de l'armée de l'air, la BPC peut filtrer comme il convient à travers la pyramide doctrinale. De cette façon, la doctrine s'élargira pour chaque spécialité. De bien des façons, l'établissement de relations à long terme est peut-être plus important que des changements concrets à court terme. Sur le plan culturel, les Américains considèrent cela comme un choix difficile à faire dans la mesure où chaque investissement en temps ou en personnel sera probablement soumis à une évaluation de rendement basée sur une métrologie tangible plutôt qu'intangible. Comme pour les autres réalisations de ce qui distingue la COIN de la guerre conventionnelle, les planificateurs stratégiques devraient reconnaître que la BPC n'est pas un investissement à court terme. Une fois encore, c'est la stratégie générale de l'armée de l'air qui déterminera la façon dont elle se configure.

Sur le plan structurel, le système de personnel n'est pour l'instant pas prêt à identifier, former, entraîner et développer des aviateurs expérimentés pour un engagement soutenu à long terme auprès de pays partenaires. Nous ne disposons d'aucune méthode d'identification des besoins de développement et de qualifications ; pas plus que le système de personnel de l'armée de l'air n'est configuré pour assurer le suivi de ces qualifications d'une manière permettant d'identifier les personnes qu'il faut pour accomplir chaque tâche de la longue guerre. L'armée de l'air a en outre adopté un système de modélisation quelque peu disjoint pour l'IW/COIN. L'ACC abrite le Centre d'excellence dans la guerre en coalition et irrégulière (*Coalition and Irregular Warfare Center of Excellence*) de l'armée de l'air. L'état-major de l'air (AID) s'est récemment réorganisé pour se focaliser sur les questions de développement de la force ; A3/5 et A7

envisagent la création d'un groupe IW. CEN-TAF a établi un groupe consultatif expéditionnaire. AFSOC procède actuellement à un triplement de la taille du seul « escadron de FID » de l'armée de l'air. Air University a accueilli un symposium sur la COIN pour ses promoteurs dans l'armée de l'air. Toutes ces mesures sont utiles mais avons-nous une stratégie générale ? Un vecteur directif reste le point de départ essentiel pour accélérer la préparation et les contributions de l'armée de l'air à un engagement prolongé.

Comme l'indiquent les analyses présentées dans divers rapports de RAND et sur la base de l'expérience acquise par l'arme lors de l'opération *Iraqi Freedom*, l'inventaire de l'armée de l'air est aujourd'hui largement compatible avec la plupart des tâches cinétiques que nous devons faire exécuter (par l'armée de l'air, pas nécessairement par un pays partenaire) dans le cadre de la COIN.²⁴ L'approche non cinétique présente toutefois plusieurs lacunes et les IO représentent peut-être le plus important déficit dans l'arsenal américain d'aujourd'hui. Sauf retour aux stratégies d'annihilation, la principale différence entre succès militaire et victoire politique semble résider dans l'effort visant à convaincre l'ennemi qu'il a perdu ou au moins que nous lui offrons des options préférables pour l'avenir s'il nous rejoint. Le meilleur moyen d'arriver à cette dynamique humaine, ou à cet effet d'ingénierie sociale, est d'utiliser un programme d'information intégré, persévérant et complet, synchronisé étroitement avec les opérations cinétiques traditionnelles des forces armées. Nous devrions incorporer la totalité des moyens d'IO en tant que système d'armes au centre multinational d'opérations aériennes et leur conférer un statut égal en tant qu'option explicable, sélectionnable et efficace offerte au commandant. L'armée de l'air devrait revoir les processus de planification concernés afin d'incorporer ces moyens puis s'organiser et s'entraîner pour les exploiter. Pour terminer, tous les ateliers organisés lors du symposium examinèrent deux questions précises concernant la façon dont l'armée de l'air pourrait se positionner pour la longue guerre.

L'armée de l'air a-t-elle besoin d'un concept d'opérations pour la contre-insurrection ?

Un concept d'opérations (*Concept of Operations – CONOPS*) propre à la COIN et utilisant le modèle actuel de l'état-major de l'air comme référence trouva peu de partisans lors du symposium. Si, une fois que l'armée de l'air aura pris une décision quant à son vecteur d'IW/COIN, l'état-major de l'air a besoin de cette fonction pour mettre en œuvre des stratégies d'acquisition et d'application, il pourrait créer un tel service et produit. Les participants aux ateliers considérèrent toutefois que la fonction CONOPS était elle-même un sous-produit mécanique plutôt qu'un précurseur d'une stratégie efficace d'IW/COIN.

L'armée de l'air a-t-elle besoin d'un inventaire spécialisé de contre-insurrection ?

Les participants au symposium sur la COIN approuvèrent vigoureusement la BPC comme élément essentiel de l'avenir de l'armée de l'air. Compte tenu du fait que rares sont les pays, parmi les plus de 80 qui sont potentiellement en danger, qui pourraient utiliser les appareils de technologie très avancées qui constituent l'inventaire actuel de l'armée de l'air, les options d'incorporation à l'inventaire de l'armée de l'air de plateformes de la technologie qui conviennent deviennent une étape logique dont l'exécution créerait la compétence nécessaire et un menu convenable de choix appropriés de force aérienne exportable. Les plateformes ne peuvent à elles seules créer une arme aérienne dans un pays quelconque mais, au moins dans un avenir prévisible, elles ouvrent une voie efficace à la création d'institutions crédibles.

Notes

1. Voir *Terrorism 2007* (terrorisme 2007), bibliographie spéciale n° 332 dressée par Glenda Armstrong (Maxwell AFB, Alabama: *Muir S. Fairchild Research Information Center*, juillet 2007), <http://www.au.af.mil/au/aul/bibs/terror07.htm> ; et *Irregular Warfare* (guerre irrégulière), préparé par Joan T. Phillips (Maxwell AFB, Alabama: *Muir S. Fairchild*

Conclusion

Dans l'IW/COIN, la réalisation de notre objectif stratégique principal demande un gouvernement du pays hôte légitime, crédible et opérationnel. Dans une perspective d'effets, le principal effort militaire devrait offrir un refuge dans lequel les initiatives politiques, informationnelles, économiques et socioculturelles de ce gouvernement peuvent venir à maturité et éliminer l'environnement hostile à partir duquel les insurgés opèrent. Ce n'est pas une mission nouvelle. L'armée de l'air se révéla en fait être pour beaucoup dans le succès d'une opération très similaire menée il y a plus de 50 ans – le pont aérien de Berlin. Une coalition et une puissance aérienne combinée agissant de concert avec un effort logistique massif de l'*U. S. Army* à chaque bout du pont aérien offrirent un tel refuge. Pendant pratiquement un an, le pont aérien assura la totalité du ravitaillement des secteurs de Berlin occupés par les Occidentaux ; en fin de compte, toutefois, le pont aérien n'ouvrit matériellement de lui-même aucun barrage routier. Les Soviétiques succombèrent aux réalités diplomatiques et économiques que leur imposa l'Occident. Si un pont aérien inadéquat avait obligé à limiter ces autres efforts à une semaine ou un mois, les résultats auraient été bien différents pour Berlin et l'Occident. En mettant l'accent sur la puissance aérienne dans ce cas, les forces armées donnèrent aux diplomates apparemment tout le temps dont ils avaient besoin pour faire leur travail et l'équation risques-avantages finit par être défavorable aux Soviétiques – un phénomène courant dans l'IW/COIN. Le développement de la capacité en partenariat est l'outil opérationnel permettant d'atteindre cet objectif. □

Research Information Center, mars 2007), <http://www.au.af.mil/au/aul/bibs/irregular.htm>.

2. *Quadrennial Defense Review Report* (Rapport quadriennal de la défense), (Washington, DC : Secrétariat de la défense, 6 février 2006), 23, <http://www.defenselink.mil/qdr/report/Report20060203.pdf>.

3. Les six premiers ateliers « phasecentriques » (conformément à la publication interarmées (*Joint Publication*) 3-0, *Joint Operations* (opérations interarmées)), 17 septembre 2006) examinèrent la modélisation, la dissuasion, la saisie de l'initiative, la domination, la stabilisation et le soutien de l'autorité civile ; quatre autres ateliers « fonctionnels » examinèrent la combinaison politique-stratégie-doctrine, la communication stratégique, le rôle de l'enseignement et le développement de la capacité en partenariat. Le dernier atelier, un forum pour les échelons supérieurs du commandement, traita de diverses questions relatives à l'IW/COIN. Les débats sur « le rôle de l'enseignement » s'élargirent au « développement de la force » dans ce rapport. Les huit conférenciers étaient le général Ronald E. Keys (ACC), le général de division Donald C. Wurster (AFSOC), le général de division Dick Newton (quartier général de l'armée de l'air, A3/5), Colin Gray, Jim Corum, Conrad Crane, Dave Ochmanek et le lieutenant colonel John Nagl.

4. Par exemple, les planificateurs du ravitaillement en vol équilibrent couramment le combustible nécessaire et le nombre de perches requis. Le transport rationnel de 90 tonnes de combustible peut n'exiger qu'un seul avion pour ravitailler un C-5 ou B-52. Par contre, une sortie avec une seule perche et un escadron de chasse est tout simplement hors de question. Séparément, la capacité de ravitaillement des C-130 donne couramment lieu à des débats.

5. Lors de l'opération *Iraqi Freedom*, le problème aérien auquel étaient confrontés les Irakiens les déconcerta tellement qu'ils enterrèrent leur chasseurs de premier échelon. Il est plus probable qu'à l'avenir les ennemis éviteront simplement les théâtres dominés par les Etats-Unis et/ou leurs alliés. Voir également colonels Qiao Liang et Wang Xiangsui, *Unrestricted Warfare* (la guerre totale), février 1999, <http://www.fas.org/nuke/guide/china/doctrine/unresw1.htm>.

6. Voir Alan J. Vick et autres, *Air Power in the New Counter-insurgency Era: The Strategic Importance of USAF Advisory and Assistance Missions* (La puissance aérienne à l'ère nouvelle de la contre-insurrection : L'importance stratégique des missions de conseil et d'assistance de l'armée de l'air), (Santa Monica, Californie: RAND Corporation, 2006), 133-35, http://www.au.af.mil/au/aunews/Articles/RAND_MG509.pdf.

7. Docteur Colin S. Gray, "Irregular Warfare: One Nature, Many Characters" (La guerre irrégulière : Une nature, de nombreux caractères), (communication au symposium 2007 de l'armée de l'air sur la contre-insurrection, Maxwell AFB, Alabama, 24 avril 2007).

8. Par exemple, une campagne hostile de communication pourrait attirer l'attention sur un hôpital entièrement construit par une équipe "Red Horse" en le présentant comme « un autre exemple de l'incapacité du gouvernement central à fournir des services de base à la population. Ce gouvernement corrompu doit s'adresser aux Américains, qui le soutiennent et le contrôlent, pour

faire quoi que ce soit. Boycottez l'hôpital pour protester contre ce gouvernement fantoche des Américains. » Nous devrions précisément adjoindre toute opération « cinétique » de ce type menée dans cet environnement au plan de communication qui se focalise sur la réalisation des effets souhaités.

9. Pour une excellente analyse concise de la collaboration avec un « pays hôte », voir T. E. Lawrence, "The 27 Articles of T. E. Lawrence" (les 27 articles de T.E. Lawrence), *The Arab Bulletin*, 20 août 1917, <http://net.lib.byu.edu/~rdh7/wwi/1917/27arts.html>. Par exemple, voici ce que dit le numéro 15 des 27 articles ou principes : « N'essayez pas de trop en faire avec vos propres mains. Il vaut mieux que des Arabes le fassent relativement bien que vous parfaitement. C'est leur guerre et vous êtes là pour les aider, pas pour la gagner pour eux. A vrai dire, j'ajouterais que, dans les conditions très étranges qui règnent en Arabie, votre travail dans la pratique ne sera pas aussi bon que, peut-être, vous le croyez. » Lawrence avertit que son conseil ne s'appliquait qu'à sa propre situation et que chaque situation ou circonstance engendrait différentes « règles ».

10. Y compris le gouvernement central soutenu, toutes les forces américaines engagées, etc. Il est manifestement faux qu'on peut envisager un système ennemi isolément des éléments avec lesquels il réagit réciproquement (p. ex., l'armée de l'air devient une partie du système et celui-ci réagit aux actions, aux inactions, à la présence, à l'absence de l'interface ou élément que représente ce sous-système).

11. Comme indiqué plus haut, il est clair que toutes les opérations militaires s'efforcent de combattre rationnellement mais la rationalité ne doit pas être contre-productive en termes de victoire ; l'efficacité doit prendre la priorité sur la rationalité.

12. On ne doit pas interpréter cela comme signifiant que la politique est d'une manière ou d'une autre distincte de la « guerre ». L'affirmation fondamentale de Clausewitz selon laquelle « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens » est peut-être encore plus applicable à l'IW/COIN qu'aux conflits d'attrition traditionnels auxquels les lecteurs l'associent le plus souvent. Il est en outre certain que les « autres moyens » ouvrent la porte à un examen de l'approche « gouvernement dans sa totalité » mettant l'accent sur la dynamique humaine.

13. Lors du symposium, le général Newton parla du « cycle de phénix », se référant à l'oiseau mythique qui renaissait de ses cendres. D'après lui, après la seconde guerre mondiale et la guerre de Corée, le pays dissout sa capacité d'IW et dut la ressusciter pour le conflit suivant.

14. Bien que cela représente certainement à ce stade l'expression d'une politique plus qu'une menace militaire, la Russie a une fois de plus entamé des missions de bombardiers à long rayon d'action depuis l'été 2007. « Le président Vladimir Poutine a déclaré que... des menaces

à sa sécurité avaient obligé la Russie à réactiver la pratique de l'époque soviétique consistant à envoyer des bombardiers en patrouille au-delà de ses frontières. Poutine annonça que 14 bombardiers stratégiques avaient décollé simultanément d'aéroports dispersés sur le territoire russe... pour des missions à long rayon d'action. « Nous avons décidé de rétablir les vols de l'aviation stratégique russe sur une base permanente. ». Voir "Russia Restores Bomber Patrols" (La Russie rétablit les patrouilles de bombardiers), *CNN.com*, 17 août 2007, <http://www.cnn.com/2007/WORLD/europe/08/17/russia.airforce.reut/index.html>.

15. L'« évaluation », l'« assistance » et le « conseil » sont des compétences uniques et précises qu'on associe habituellement aux forces d'opérations spéciales mais sont des talents cruciaux pour le succès des forces générales de l'armée de l'air dans la longue guerre.

16. Les langues apprises à l'âge adulte peuvent s'atrophier rapidement sans un plan d'entretien actif. Pour les langues « moins couramment enseignées », telles que celles pour lesquelles un investissement immédiat est préconisé dans un mémorandum sur les langues stratégiques publié par le cabinet du sous-secrétaire à la défense en date du 26 octobre 2005, l'entretien volontaire des dialectes difficiles représente effectivement une médiocre stratégie d'investissement. L'armée de l'air remplaça ses programmes de maintien volontaire en condition physique quand le besoin s'en fit sentir ; le maintien des compétences linguistiques et culturelles exige de même des programmes proactifs.

17. Par exemple, le cadre initial d'instructeurs sur C-130 de l'opération *Iraqi Freedom*. Ils firent partout un excellent travail.

18. "Does fast always mean successful?" (Rapide veut-il toujours dire réussir ?) Voir docteur Thomas Hughes, "The Cult of the Quick" (Le culte de la vitesse), *Aerospace Power Journal* 15, n° 4 (hiver 2001): 57-68, <http://www>

airpower.maxwell.af.mil/airchronicles/apj/apj01/win01/win01.pdf.

19. Même si aucun commandant ne considère que tuer des insurgés représente l'élément crucial ou le fondement d'une stratégie de COIN victorieuse, le « décompte des morts » reste la mesure omniprésente utilisée dans tous les comptes-rendus de contact avec l'ennemi et devient par défaut le facteur d'évaluation du succès ou de l'échec.

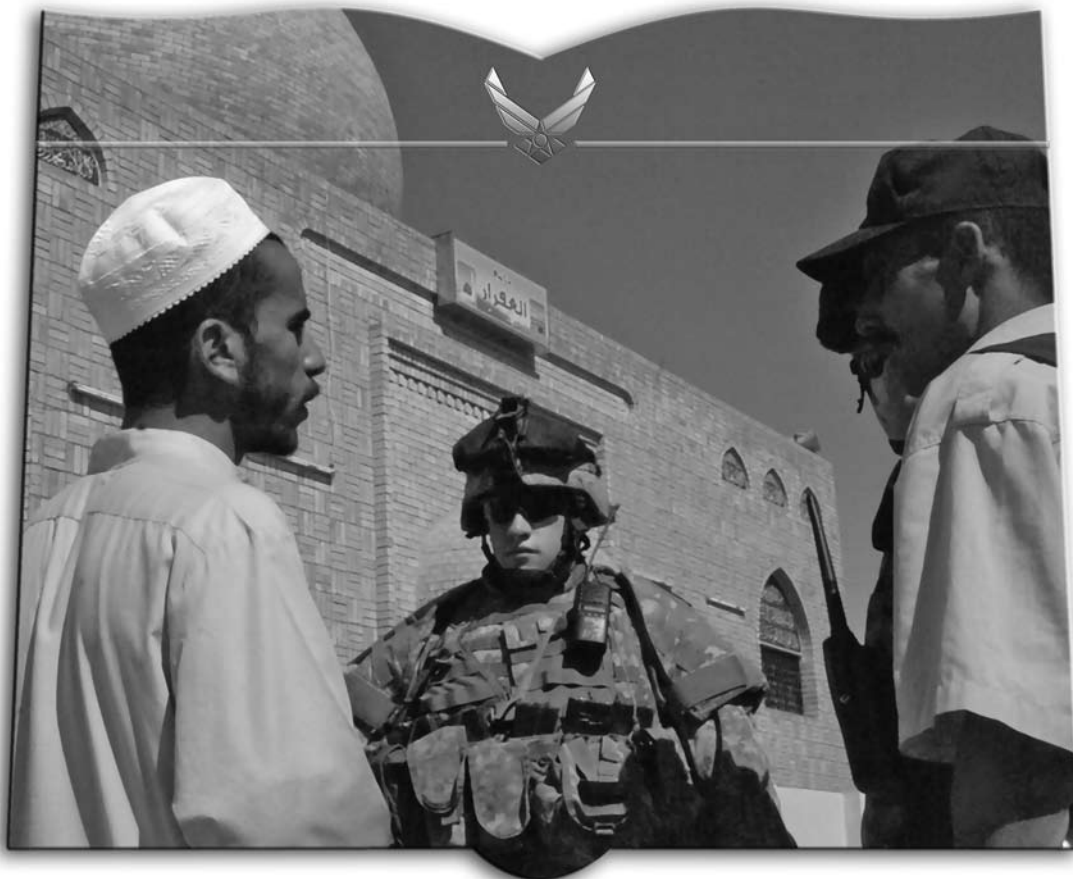
20. Débats, symposium 2007 de l'armée de l'air sur la contre-insurrection, Maxwell AFB, Alabama, 24-26 avril 2007.

21. En Irlande du Nord, il a fallu aux Britanniques 38 ans pour faire s'asseoir « les belligérants à la table de négociation » (si on considère que 1969 marqua le début de ce conflit qui, aux dires de certains, aurait en fait commencé en 1922, 1916 voire même au milieu du dix-neuvième siècle). Voir Douglas A. Borer, "From Belfast to Baghdad—What Have We Learned?" (de Belfast à Bagdad – Qu'avons-nous appris ?), *Christian Science Monitor*, 16 août 2007, <http://www.csmonitor.com/2007/0816/p09s02-coop.html>.

22. Dave Ochmanek (communication au symposium 2007 de l'armée de l'air sur la contre-insurrection, Maxwell AFB, Alabama, 26 avril 2007).

23. « En dépit des pressions exercées par Northrop, l'acquisition de F-20 par l'armée de l'air ne fut jamais sérieusement envisagée et la marine des Etats-Unis décida finalement d'acquérir des F-16 plutôt que des F-20 pour son programme d'avions agresseurs. Ces deux faits scellèrent pratiquement le sort des possibilités de vente du F-20 à l'étranger, dans la mesure où les clients étrangers tendaient à acquérir le F-16 justement parce qu'il était en service dans l'armée de l'air, alors que le F-20 ne l'était pas. » Voir "F-20 Tigershark", *GlobalSecurity.org*, <http://www.globalsecurity.org/military/systems/aircraft/f20.htm>.

24. Voir, par exemple, Vick et autres, *Air Power in the New Counterinsurgency Era* (Puissance aérienne dans la nouvelle ère contre-insurrectionnelle), op. cit.



Forger une doctrine de la contre-insurrection

Principes et impératifs de la contre-insurrection

PAR LE DOCTEUR CONRAD C. CRANE

Le monde prit conscience de l'existence d'une théorie cohérente de l'insurrection à la suite des soulèvements révolutionnaires accompagnant l'effondrement des empires dans l'après-deuxième guerre mondiale. La propagation des idées de Mao Tsé Toung, d'Ernesto « Che » Guevara, de Carlos Marighella et de Vo Nguyen Giap conduisit les spécialistes de la contre-insurrection à développer leur pro-

pre ensemble de méthodes et de principes. Les principes établis par ces spécialistes, Britanniques et Français pour la plupart, étaient le produit de nombreuses années de lutte sur des théâtres d'opérations allant de l'Algérie au Viêt-Nam en passant par la Malaisie occidentale, ainsi que de l'observation de nombreuses études de cas. David Galula, Frank Kitson, Robert Thompson et Roger Trinquier continuent à être une source majeure d'inspi-

ration pour les praticiens actuels de la contre-insurrection (*Counterinsurgency* – COIN).¹ Une autre source récente pour quiconque s'efforce de tirer des enseignements de l'histoire de la contre-insurrection est le travail approfondi mené par Kalev Sepp, de la *Naval Postgraduate School*, qui a examiné de nombreux cas historiques pour élaborer sa propre liste des meilleures et pires méthodes de COIN.²

Principes de base de la contre-insurrection

Lorsque l'équipe armée de terre-corps des marines de rédaction du manuel de service en campagne (*Field Manual - FM*) 3-24/*Marine Corps Warfighting Publication (MCWP)* 3-33.5, *Counterinsurgency*, entama ses délibérations, elle se tourna vers ces sages du passé pour élaborer une liste des principes de base sur lesquels bâtir le nouveau manuel doctrinal. Bien que cette recherche se soit révélée très fructueuse, les rédacteurs, qui étaient des observateurs et des anciens combattants des récents conflits en Afghanistan et en Irak, s'aperçurent que certains principes nouveaux méritaient également d'être mis en lumière à cause de la nature évolutive des conflits modernes. C'est la raison pour laquelle la publication énumère non seulement des principes de COIN basés essentiellement sur l'histoire mais également des impératifs ayant leur origine dans des situations plus contemporaines. Leur combinaison offre un cadre permettant de débattre de la façon de mener avec succès une campagne de COIN. A quelques variations près, les principes et impératifs tirés du nouveau FM/MCWP forment la base de cet article. On trouvera des explications plus détaillées dans ce document³. Bien que l'essentiel de la discussion mette l'accent sur leur application à des exemples américains, ces principes sont généralement applicables à la conduite opérationnelle de toute COIN.

Importance de la légitimité

Par définition, les adversaires aux prises dans une guerre civile recherchent le pouvoir poli-

tique. La population de la région contestée se basera sur sa propre définition de la légitimité pour choisir le vainqueur. Cela ne veut pas dire que des gouvernements illégitimes ne peuvent pas gouverner. Tous les gouvernements gouvernent en appliquant une combinaison de consentement et de contrainte, et ceux qui sont définis comme légitimes s'appuient principalement sur le consentement de leurs administrés. Une autorité qui s'appuie principalement sur la contrainte est instable ; dès que la puissance étatique est perturbée, le peuple cesse d'obéir. Pour réussir à long terme, la contre-insurrection doit viser à favoriser la mise en place d'une autorité efficace par un gouvernement légitime.

La définition locale de la légitimité peut toutefois différer sensiblement de celle qu'en donne la tradition libérale occidentale. Certaines cultures peuvent accepter une théocratie ou apprécier la sécurité plus que les libertés que nous considérons essentielles. Les praticiens de la contre-insurrection doivent procéder à une analyse socioculturelle approfondie afin de déterminer ce qui, aux yeux de la population locale, constitue un gouvernement légitime. Ils doivent comprendre et réconcilier des normes divergentes, une tâche susceptible de présenter des difficultés pour les Américains, qui accordent une grande importance aux pratiques démocratiques et aux valeurs libérales. Ils doivent réaliser que ce sont les opinions locales – pas les nôtres – qui déterminent la légitimité. Toutefois, dans les situations caractérisées par des conflits intenses au sein de la population civile dans lesquels les définitions locales de la légitimité acquièrent une connotation d'exclusion voire de génocide envers les groupes concurrents, les contre-insurgés qui interviennent peuvent devoir contraindre les belligérants, y compris un gouvernement soutenu, à créer des conditions qui rendent un compromis politique possible.

Primauté des facteurs politiques

Il est rare que les contre-insurgés connaissent le succès simplement par une action militaire. La paix est généralement rétablie par une forme de solution politique qui s'en prend

aux causes premières de l'insurrection ou conduit une large fraction de la population à soutenir le gouvernement. Les aspects politiques et militaires des guerres civiles sont intimement liés et doivent toujours être évalués de concert. Contrairement à la maxime très souvent citée du général Chang Ting-chen, popularisée par Galula et selon laquelle la guerre révolutionnaire est à 80 pourcent politique et 20 pourcent militaire, ce ratio change avec le temps et le lieu.⁴ Toutefois, les actions militaires menées sans évaluation de leurs conséquences politiques peuvent se révéler au mieux moins efficaces et au pire terriblement contre-productives. Les contre-insurgés doivent rester focalisés sur leur vision de la situation politique à atteindre pour établir un gouvernement légitime.

Unité d'effort

L'équipe de rédacteurs discuta longuement si la nouvelle doctrine de COIN devrait insister sur l'unité de commandement ou sur celle de l'effort. Le consensus se fit sur le fait que, bien que l'unité de commandement soit idéale et préférable, elle est impossible à réaliser dans la plupart des cas de COIN. Les chefs militaires rencontreront d'innombrables acteurs dans leur zone d'opérations, depuis les organismes gouvernementaux américains jusqu'aux Nations Unies, en passant par les organisations non gouvernementales (ONG – telles que Médecins sans frontières) et les représentants du pays hôte. Aux plus hauts niveaux du théâtre d'opérations, l'ambassadeur américain et l'équipe de pays doivent intervenir dans toute la planification mais il paraît clair qu'en Afghanistan comme en Irak les représentants des Secrétariats d'état et de la défense sont sous l'autorité de voies hiérarchiques distinctes. De nombreuses ONG répugnent vigoureusement à s'associer ouvertement aux forces militaires mais un certain effort de liaison doit néanmoins être fait. La dure réalité est que les insurgés désireux de semer le chaos considèrent tout organisme prestataire de services comme une cible et que la plupart des ONG en sont conscientes. Toutefois, même si elles veulent la sécurité, elles accepteront difficile-

ment les conseils. Le mieux que l'on puisse espérer dans de nombreuses situations est ce que le général Anthony Zinni (c.f.), du corps des marines, appelle "*HAND [SHAKE] CON*" (*Handshake Control* – la gestion de la poignée de main), un accord officieux basé sur le contact personnel et la compréhension.⁵ La participation des représentants du pays hôte à tous les niveaux est également essentielle à la réalisation des objectifs politiques et à l'établissement d'une légitimité qui est cruciale. Les unités militaires doivent être prêtes à consacrer des ressources considérables aux missions de liaison avec ces divers acteurs. Ils ont tous une contribution à apporter au rétablissement de la stabilité et à l'amélioration des conditions.

Compréhension de l'environnement

L'entraînement actuel des unités au pré-déploiement a changé considérablement en termes d'exhaustivité de l'introduction à la société et à la culture de la zone d'opérations. Les insurgés bénéficient au départ d'un large avantage dans ce domaine et les contre-insurgés doivent se fondre rapidement dans la population et dans la vie de celle-ci pour remonter leur handicap. Les contre-insurgés doivent comprendre les rapports de force, les valeurs et les idéologies qui existent au sein de la société afin de comprendre la nature et les nuances du conflit en cours. Par conséquent, la COIN oblige à plus mettre l'accent sur des points tels que les aptitudes linguistiques et la conscience culturelle que ne le fait la guerre conventionnelle.

Opérations basées sur le renseignement

Les contre-insurgés ont besoin de mieux connaître la culture pour recueillir, interpréter et appliquer le renseignement qui est essentiel au succès de leur mission. En l'absence de renseignement fiable et opportun, les actions militaires risquent au mieux d'être inefficaces – au pire d'être contre-productives. Pour être efficaces, les opérations doivent s'appuyer sur un renseignement précis, fiable et opportun qui est recueilli, analysé et appliqué au niveau le plus bas possible – et disséminé dans toute la force. Lors-

qu'elles sont menées correctement, les activités de COIN permettent de recueillir un volume de renseignement encore plus important. Un cycle s'établit, au cours duquel les opérations génèrent du renseignement qui, à son tour, suscite des opérations ultérieures et en détermine la forme. Chaque contre-insurgé représente une possible unité de collecte de renseignement et chaque personne une source possible de renseignement important. Les rapports établis par les unités en patrouille, les membres de l'équipe de pays et les organismes civils associés aux efforts de COIN sont souvent plus importants que ceux des spécialistes du renseignement.

Isolement des insurgés de leur cause et de leurs sources de soutien

L'isolement est un thème courant chez les théoriciens de la COIN : il est beaucoup plus facile de couper une insurrection de ceux qui la soutiennent et de la laisser dépérir que de tuer ou capturer tous les insurgés. Pour obtenir un succès à long terme, les contre-insurgés adroits doivent éliminer la source du pouvoir de récupération d'une insurrection. Il est nécessaire de s'occuper des injustices sociales, politiques et économiques qui alimentent le mécontentement. Le contrôle de la population et la sécurité aux frontières peuvent couper le soutien matériel. Dans le monde interconnecté d'aujourd'hui, le soutien financier d'une insurrection peut provenir de sources très diverses. Des actions judiciaires au niveau international ou local peuvent s'avérer nécessaires pour tarir ces sources. L'accroissement de légitimité du gouvernement hôte et celui de la contribution de la population à la limitation du soutien apporté à l'insurrection vont de pair. La victoire de la COIN devient permanente lorsque le peuple soutient activement l'isolement des forces insurgées vaincues.

Sécurité dans le cadre de la règle de droit

A propos des défis auxquels il fut confronté lorsqu'il mena la COIN au Viêt-Nam, John Paul Vann fit remarquer que « La sécurité peut représenter 10 pourcent du problème, comme elle peut en représenter 90 pourcent mais, dans un cas comme dans l'autre, il ne

s'agit que des premiers 10 ou 90 pourcent. Sans sécurité, aucune autre action de notre part n'aura des effets durables. »⁶ Les contre-insurgés doivent éliminer les insurgés des zones affectées et maintenir la tranquillité de celles-ci afin de bâtir des infrastructures et des institutions qui offriront à la population une meilleure qualité de vie et aideront à résoudre ses problèmes. La capacité à établir la sécurité sert à fonder la légitimité du gouvernement.

Toutefois, la façon dont on établit cette sécurité peut être tout aussi importante que son établissement lui-même. Le fait d'agir dans le respect d'un système juridique établi en harmonie avec la culture et les habitudes locales renforce la légitimité du gouvernement. Par contre, des actions illégitimes menées par des fonctionnaires ou des membres des forces de sécurité peuvent saper tout progrès accompli et contribuer à attiser l'insurrection. Parmi ces actions, on peut citer un recours injustifié ou excessif à la force, aux détentions illégales, à la torture et à la condamnation sans procès. Les insurgés tirent parti des abus commis par la police ou l'armée du pays hôte en en faisant un instrument clé de mobilisation. La participation des forces américaines aux opérations de COIN doit se faire dans le respect des traités que nous avons signés et de notre législation. Tout abus des droits de l'homme ou action illégale imputable aux Américains est rapidement porté à la connaissance de la population locale et, un jour ou l'autre, du monde entier, comme l'a montré l'exemple de la réaction locale et internationale aux abus commis à Abu Ghraib. Les actions illégitimes sapent les efforts à court et long termes de COIN.

Engagement à long terme

La nouvelle doctrine de COIN est conçue pour être appliquée dans le cadre d'une campagne menée à l'échelle d'un théâtre d'opérations mais le dernier principe s'adresse aux décideurs à tous les niveaux. Grosse consommatrice de ressources, la COIN demande toujours beaucoup d'argent, de personnel et de temps. Les insurrections ont par nature tendance à traîner en longueur, étant conçues pour briser la résistance d'adversaires disposant de moyens matériels supérieurs. A la base de nombreuses critiques

visant les résultats obtenus par les Etats-Unis en matière de COIN, on trouve l'idée selon laquelle les Américains n'ont ni la patience ni la volonté nécessaires au succès lors de conflits prolongés. Les insurgés et les populations locales sont souvent convaincus que quelques années ou quelques pertes de plus suffiront à conduire les Etats-Unis à abandonner la COIN. Le renforcement de la confiance en la résolution du soutien américain exige des réaffirmations constantes d'engagement de la part des responsables au niveau national et sur le théâtre d'opérations, appuyées par des actes.

L'activité politique visant à conserver le soutien de l'opinion publique américaine ne relève pas, à juste titre, de l'autorité des chefs militaires des forces intervenant dans une campagne de COIN. Ces chefs doivent toutefois veiller à ce que leur conduite des opérations ne rende pas plus difficile pour les responsables élus la tâche de maintenir le soutien de l'opinion publique ou ne sape pas la confiance de celle-ci. Les participants à la contre-insurrection doivent en outre établir des structures de soutien conçues pour les opérations à long terme. La planification et les engagements de forces doivent être basés sur des limites viables en termes de cadence des opérations et de rotation du personnel. Les Etats-Unis doivent également prêter attention aux besoins à long terme afin de maintenir le soutien dont bénéficient les institutions du pays hôte, même après la réduction des effectifs des forces américaines.

Impératifs s'appliquant à l'environnement contemporain de contre-insurrection

Bien que tous les théoriciens de la COIN à l'époque de la guerre froide mentionnés plus haut reconnaîtraient ces principes, l'environnement contemporain n'est pas le même que les leurs. Les insurrections d'aujourd'hui sont rarement monolithiques. Les contre-insurgés sont plus communément confrontés à un ensemble complexe et instable d'ennemis dont les motivations et les méthodes sont différentes. Les insurgés sont souvent liés par l'intermédiaire de réseaux dispersés, profitant de l'Internet et de nouveaux

moyens de communication qu'ils utilisent également pour susciter un soutien populaire et disséminer leur propagande. Ces mêmes technologies ont non seulement accru la rapidité de réaction et les prétentions de la presse internationale mais également donné naissance à d'innombrables bloggeurs échappant à tout contrôle. La fin de la guerre froide a en outre déchaîné de nombreux conflits et haines ancestraux où les combattants ont à leur disposition un nouvel arsenal d'armements qu'il leur est facile de se procurer. C'est pourquoi, en plus des principes à base historique mentionnés plus haut, la COIN contemporaine oblige à prendre en considération un nouvel ensemble d'impératifs.

Gestion de l'information

Chaque action entraîne une réaction informationnelle. L'antique proverbe selon lequel « la perception est la réalité » s'applique particulièrement bien à la COIN, dans laquelle les attitudes de la population ont une importance tellement déterminante quant à la victoire finale. La chaîne logique information-opérations – peut-être celle qui est décisive pour une campagne de COIN – associe et intègre toutes les autres.⁷ Les insurgés bénéficient d'un avantage substantiel dans le domaine de l'information dans la mesure où ils peuvent faire des promesses extravagantes quant à ce qu'ils accompliraient s'ils étaient au pouvoir, alors que les contre-insurgés doivent produire des résultats concrets, en accordant leurs actes à leurs paroles.

Les contre-insurgés doivent tenir compte de l'impact informationnel de leurs actions auprès de nombreux publics, y compris les populations civiles internationale, régionale et locale. Ils doivent en outre tenir les forces militaires amies informées et mener une campagne d'information s'adressant à l'ennemi. Pour les Américains en particulier, conserver le soutien de l'arrière est un autre facteur à prendre en considération. Les messages s'adressant à tous ces publics doivent toutefois être cohérents. Dans l'environnement d'information mondialisé d'aujourd'hui, la population locale peut avoir accès à l'Internet ou à la télévision par satellite pour rester à l'écoute

des messages transmis à la collectivité internationale et à l'opinion publique américaine. La perception de toute contradiction réduit la crédibilité et sape les efforts de COIN.

Gestion des attentes

Des attentes non satisfaites peuvent attiser le mécontentement populaire. Certaines cultures interprètent l'incapacité à tenir une promesse trop ambitieuse d'amélioration de la situation comme un signe de duplicité intentionnelle plutôt que comme des bonnes intentions ayant mal tourné. Pour limiter le mécontentement et s'attacher le soutien du peuple, les contre-insurgés doivent créer et perpétuer des attentes réalistes auprès de la population, de la collectivité internationale et même des unités militaires amies. Les contre-insurgés efficaces comprennent les normes locales et adaptent leurs méthodes aux attentes. Les forces américaines doivent relever un défi sans pareil dans ce domaine à cause de leur réputation de réussite. Certains appellent ce phénomène le « syndrome de l'homme sur la lune », qui se réfère à l'incrédulité exprimée par les habitants d'un village ravagé devant l'incapacité d'un pays capable de faire alunir un vaisseau spatial à rétablir rapidement les services de base ou à créer des emplois pour tout le monde.

Les organismes participant à la reconstruction peuvent être particulièrement enclins à faire des promesses optimistes. Les contre-insurgés ne doivent pas oublier qu'ils doivent accorder leurs actes à leurs paroles. Une bonne gestion des attentes permettant d'asseoir la légitimité exige d'apporter la preuve d'un progrès politique et économique pour montrer à la population en quoi les conditions de vie s'améliorent. Le succès des opérations de COIN fait augmenter le nombre de gens qui estiment être intéressés à la réussite de l'état et de son gouvernement. La victoire finale résulte dans une large mesure de la possibilité de convaincre une solide majorité de la population que les conditions de vie seront meilleures sous le pouvoir en place que sous un régime né d'une insurrection. Les États-Unis ont apparemment mieux réussi à garder le soutien de la popu-

lation locale en Afghanistan qu'en Irak parce que les attentes initiales étaient beaucoup plus modestes dans le premier pays que dans l'autre et parce que les Afghans se sont montrés plus reconnaissants des améliorations réalisées, aussi limitées furent-elles.

Emploi du niveau de force approprié

Lors de la préparation des nombreuses ébauches de la nouvelle doctrine, l'impératif concernant le recours à la force passa de « force minimum » à « force nuancée » puis à « niveau de force approprié ». Nombreux sont les écrits contemporains consacrés à la COIN qui insistent sur le recours au minimum de force possible dans toute situation. Il n'est pas rationnel ni efficace de mener une opération militaire qui, par suite de ses effets involontaires, crée plus d'insurgés qu'elle n'en élimine. Il existe toutefois des circonstances où une démonstration de force s'avère nécessaire pour faire la preuve de l'engagement pris ou intimider les ennemis. Qui plus est, il est nécessaire de tuer ou capturer certains adversaires parmi les plus implacables. Les participants à la contre-insurrection doivent toutefois analyser soigneusement le type et l'ampleur de la force à employer dans toute opération. Les commandants doivent adopter des niveaux appropriés et nuancés de force et exercer celle-ci avec précision de façon à accomplir la mission sans causer des pertes ou souffrances inutiles.

L'identité de celui qui exerce cette force est également importante. Il est plus probable que la population considèrera des actions de commando urbaines comme légitimes si elles sont menées par la police locale plutôt que par des soldats étrangers, tant que la première jouit d'une réputation de compétence et d'impartialité. Si au contraire la population considère la police comme faisant partie d'un groupe tyrannique et sectaire, son emploi risque de se révéler contre-productif. Pour être efficaces, les contre-insurgés doivent comprendre le caractère de la police locale et la façon dont la population perçoit aussi bien la police que les unités militaires. Ces facteurs sont tous des éléments du processus de détermination de la façon la plus appropriée d'exercer la force.

Apprentissage et adaptation

Le thème vraiment unificateur du FM 3-24/MCWP 3-33.5 fait intervenir l'apprentissage et l'adaptation. La nouvelle doctrine n'est qu'un élément d'un processus plus large de changement du mode de pensée des forces armées. Celles-ci ont mis en place des nouveaux scénarios dans les centres d'entraînement, des nouveaux programmes d'études dans les écoles et des nouveaux programmes de préparation des unités au déploiement. Les insurgés d'aujourd'hui sont interconnectés, d'où leur faculté accrue d'adaptation, exactement comme nos propres forces s'efforcent de l'être. Des tactiques employant des dispositifs explosifs de circonstance qui font la preuve de leur efficacité en Irak apparaissent bientôt en Afghanistan. Des tactiques de contre-insurrection qui réussissent à un moment et en un lieu précis seront invalidées en d'autres lieux et temps. Des contre-insurgés compétents doivent s'adapter au moins aussi vite que leurs adversaires. Chaque unité doit effectuer des observations, tirer et appliquer des enseignements, et évaluer les résultats. Les commandants doivent pouvoir appliquer un processus de dissémination des meilleures méthodes parmi toutes leurs forces et d'échange de ces méthodes avec les autres unités. Dans la mesure où les insurgés modifieront leurs opérations à la recherche de maillons faibles, une force de contre-insurrection doit faire preuve de compétence dans tous les éléments qui la composent.

Délégation de responsabilités aux échelons les plus bas

La COIN contemporaine est une guerre en mosaïque. Il est courant que, lors de séminaires se déroulant dans les écoles de guerre, deux anciens chefs de bataillon ayant combattu en Irak ou en Afghanistan soient en désaccord total quant au déroulement de la guerre dont ils furent les témoins. Cela se comprend dans la mesure où ils ne virent pas la même guerre. Différentes zones se caractérisent par différents ensembles de circonstances et par des ennemis qui emploient une combinaison différente de méthodes. Les commandants locaux devraient disposer de l'autorité et des ressources leur permettant de déterminer leur propre situation.

Ils doivent pouvoir solliciter ou contrôler les ressources dont ils ont besoin pour générer du renseignement en temps opportun, pour mener des opérations tactiques efficaces, ainsi que pour gérer l'information et les relations entre civils et militaires. Une atmosphère de confiance et de compréhension doit imprégner la force – le type d'environnement qui permet la décentralisation des opérations essentielle à une COIN efficace. Les échelons supérieurs du commandement doivent à leurs subordonnés de mettre autant de moyens que possible à leur disposition ainsi que d'encourager et de favoriser l'initiative à leur niveau. Cela est essentiel pour permettre à toute force de COIN de s'adapter et de réagir à la situation au moins aussi rapidement que les insurgés qu'elle combat.

Soutien du pays hôte

Quelle que soit l'efficacité d'une force de contre-insurrection qui intervient, c'est au pays hôte d'amener et de maintenir le succès final. L'objectif à long terme de tout effort de COIN implique, une fois les opérations terminées, de laisser en place un gouvernement légitime capable de se défendre lui-même. Cela exige le développement d'autorités et d'institutions locales viables. Même s'il peut être plus facile pour les forces américaines de mener des opérations militaires ou pour les organismes civils internationaux d'exécuter des programmes de développement eux-mêmes, il vaut mieux travailler à renforcer les forces et les institutions locales puis les assister. C'est aux gouvernements des pays hôtes qu'il incombe en fin de compte de résoudre leurs propres problèmes. La population locale finira par considérer toutes les armées étrangères de libération ou d'assistance comme des occupants ou des intrus. Par conséquent, plus la force de contre-insurrection peut rapidement transférer l'effort principal aux institutions du pays hôte sans dégradation inacceptable, mieux cela vaut.

Conclusion

La nouvelle doctrine reflète les principes et les impératifs décrits plus haut. S'efforçant de déterminer l'avenir, les membres de l'équipe de

rédaction firent de leur mieux pour combiner la sagesse du passé à l'appréciation des réalités d'aujourd'hui. Toutefois, en accord avec l'impératif d'apprendre et de s'adapter, ces idées ne peuvent être gravées dans la pierre. Tant que la longue guerre se poursuit, nous devons continuer de les perfectionner et de les affiner.

Certains critiques de la nouvelle doctrine au sein de l'armée de l'air des Etats-Unis l'ont dénigrée comme étant « terre centrique ». Bien qu'on puisse raisonnablement s'attendre à une telle focalisation dans une publication de l'armée de terre-corps des marines, ce label est en fait impropre. La doctrine devrait plutôt être caractérisée comme étant « population centrique ». Lors d'une récente conférence de rédacteurs de doctrines de l'OTAN tenue à Paris, ceux-ci s'accordèrent unanimement à reconnaître que cela représentait la façon correcte pour les forces armées de mener la COIN – dans le cadre d'une approche globale qui utilise tous les éléments de la puissance nationale et avec la participation d'un large éventail d'organismes gouvernementaux, internationaux et du pays hôte.⁸ Il reste un rôle pour les « warheads

on foreheads» (charges militaires sur les fronts), pour reprendre l'expression de John Nagl, dans la réalisation de la sécurité mais le succès à long terme dépend d'une gamme d'activités beaucoup plus vaste que celle qu'exigent les approches « ennemi centriques » traditionnelles. Le défi auquel est confrontée l'armée de l'air la plus puissante du monde réside dans la meilleure façon d'adapter les moyens impressionnants qui sont les siens à la collaboration avec les innombrables organismes participants dans le cadre de l'approche globale qu'exige la COIN. Tout le monde reconnaît et apprécie déjà les avantages de la mobilité aérienne. Ce n'est pas la place qui manque aux utilisations novatrices des moyens de renseignement, de surveillance et de reconnaissance pour apporter également des contributions significatives à la COIN. L'armée de l'air peut également avoir une influence considérable dans le cyberspace. Aucune arme ne s'est acquise une meilleure réputation d'apprentissage et d'adaptation en temps de guerre. Il est important que nous puissions encore le faire aujourd'hui. □

Notes

1. David Galula, *Counterinsurgency Warfare: Theory and Practice* (La guerre de contre-insurrection : Théorie et pratique), (Londres : Praeger, 1964) ; Frank Kitson, *Low Intensity Operations: Subversion, Insurgency, Peace-Keeping* (Opérations de faible intensité : Subversion, insurrection, maintien de la paix), (Londres : Faber and Faber, 1971) ; Sir Robert Thompson, *Defeating Communist Insurgency* (Vaincre l'insurrection communiste), (1966 ; réimpr., St. Petersburg, Floride : Hailer Publishing, 2005) et Roger Trinquier, *La guerre moderne* (Paris : La Table Ronde, 1961), (traduit en anglais sous le titre *Modern Warfare: A French View of Counterinsurgency* par Daniel Lee, New York: Praeger, 1964).

2. Kalev I. Sepp, PhD, « Best Practices in Counterinsurgency » (Les meilleures méthodes de contre insurrection), *Military Review* 85, n° 3 (mai-juin 2005) : 8-12, http://calldp.leavenworth.army.mil/eng_mr/2006080808030243/2005/May_Jun/04_sepp.pdf#xml=/scripts/cqcg.exe/@ss_prod.env?CQ_SESSION_KEY=QRSTPUMYTHEQ&CQ_QH=125622&CQDC=5&CQ_PDF_HIGHLIGHT=YES&CQ_CUR_DOCUMENT=3. Le docteur Sepp a été récemment

nommé assistant-secrétaire adjoint à la défense chargé des opérations spéciales et des conflits de faible intensité.

3. FM 3-24/MCWP 3-33.5, *Counterinsurgency* (Contre-insurrection), décembre 2006, 1-20 à 1-26, <http://usacac.army.mil/cac/repository/materials/coin-fm3-24.pdf>.

4. Voir Galula, *Counterinsurgency Warfare*, 89.

5. Voir Tom Clancy, en collaboration avec le général Tony Zinni et Tony Koltz, *Battle Ready (Prêts au combat)*, (New York: G. P. Putnam's Sons, 2004), 215.

6. Cité dans Neil Sheehan, *A Bright Shining Lie: John Paul Vann and America in Vietnam* (Un éclatant mensonge : John Paul Vann et l'Amérique au Viêt-nam), (New York: Random House, 1988), 67.

7. Pour plus de détails sur la chaîne logique information-opérations, voir FM 3-24/MCWP 3-33.5, *Counterinsurgency*, 5-3 à 5-11.

8. Atelier d'opérations de contre-insurrection et de stabilisation : Approches américaine, française, britanniques et allemande, Institut français des relations internationales, Paris, 4 juin 2007.

Bombarder ou pas ?

Contre-insurrection, puissance aérienne et désignation d'objectifs dynamique

PAR LE COMMANDANT JASON M. BROWN, USAF



Depuis les « guerres bananières » du début du vingtième siècle, la puissance aérienne a joué un rôle important dans les campagnes de contre-insurrection. Les forces armées ont eu recours à toutes les formes de puissance aérienne – transport aérien ; appui aérien rapproché ; renseignement-surveillance-reconnaissance ; etc. – lors de leurs campagnes de contre-insurrection afin d'en tirer des avantages vis-à-vis des insurgés. La puissance aérienne exercée sous la forme d'attaques aériennes menées indépendamment des opérations terrestres s'est révélée source de controverses dans les guerres limitées. Nous appelons désormais ce type d'attaques « désignation d'objectif dynamique ».¹

Historiquement, ce type de choix des objectifs et des moyens de traitement s'est généralement montré contre productif lors des opérations de contre-insurrection à cause de dommages collatéraux réels ou perçus comme tels.² Les forces armées américaines et autres ont pourtant de bonnes raisons d'utiliser la puissance aérienne pour mener ces opérations. Tout d'abord, comme les marines s'en sont aperçu dans la province d'Al-Anbar, des opérations cinétiques sont nécessaires pour éliminer des extrémistes déterminés afin de mener des actions de sécurité, de services sociaux et de développement économique.³ C'est pourquoi, dans certaines situations, nos forces – tout comme celles de

l'OTAN en Afghanistan – auront besoin des avantages que procure la puissance aérienne.⁴ Ensuite, dans des cas dont on a beaucoup parlé, les attaques aériennes ont donné de bons résultats pour les forces gouvernementales, comme on le vit à l'occasion de la campagne aérienne visant les chefs de Hamas et de l'élimination d'Abu Musab al-Zarqawi.⁵ Enfin, l'utilisation combinée de sources de renseignement, surveillance et reconnaissance à haute fidélité et d'armes guidées a donné aux forces armées une capacité limitée à distinguer les insurgés du reste de la population et à les attaquer avec précision tout en atténuant les dommages collatéraux.⁶

Un tel raisonnement présente toutefois des dangers. Le potentiel de puissance aérienne peut conduire les forces de contre-insurrection à accorder trop d'importance aux opérations de combat et à la destruction des objectifs considérés comme très importants. En outre, quand les commandants au niveau opérationnel peuvent « observer » les insurgés en temps réel grâce à leurs sources de renseignement-surveillance-reconnaissance, ils ont tendance à se replier sur le niveau tactique et à renforcer ainsi la mentalité qui veut que « nous devons faire quelque chose dès maintenant ». ⁷ Cette approche réactive peut rapidement dégénérer en jeu de « donner un grand coup de pied dans la fourmilière », qui peut conduire les commandants à négliger d'autres lignes d'opération importantes et à moins se focaliser sur la situation stratégique recherchée.⁸ Même aujourd'hui, les problèmes traditionnels que pose le recours à la puissance aérienne pour s'attaquer à des insurgés peut aisément apparaître.

Pour éviter ces pièges, les commandants et les planificateurs doivent intégrer l'utilisation de la puissance aérienne pour la désignation d'objectif dynamique à la conception opérationnelle d'une campagne de contre-insurrection.⁹ Pour que cette dernière soit couronnée de succès, les commandants et leur état-major doivent 1) déterminer les objectifs appropriés au cours de la phase de planification ; 2) veiller à ce que les attaques aériennes soient rapides, létales et précises ; et 3) évaluer correctement l'action des forces amies, la réaction de l'ennemi et celle de la population.

Déterminer les objectifs appropriés

Afin de lier des actions particulières aux objectifs dont dépend la situation stratégique recherchée, le choix des objectifs et des moyens de traitement identifie les objectifs appropriés et les meilleurs moyens de les attaquer.¹⁰ Prendre efficacement pour cibles des insurgés exige de bien comprendre les caractéristiques propres à leurs réseaux, ce qui en révèle les éléments et les nœuds critiques, et de savoir comment l'attitude et le comportement de la population affectent le choix des objectifs et des moyens de traitement.

Nos forces sont particulièrement compétentes pour analyser les systèmes traditionnels de désignation d'objectif tels qu'un système de défense aérienne intégrée. Lorsque nous considérons les systèmes traditionnels, nous nous focalisons habituellement sur le matériel. L'élément de base du réseau d'insurgés – l'être humain – a une mobilité, une flexibilité, une capacité de survie et une prévisibilité qui ne sont pas limitées par le matériel ou les installations associés aux systèmes traditionnels de désignation d'objectif. Ces caractéristiques rendent l'analyse des systèmes destinés à viser les réseaux d'insurgés très difficile. Pour surmonter la difficulté que présente l'analyse de ces systèmes complexes et adaptatifs, nous nous efforçons parfois de modéliser, classifier ou regrouper les insurrections en catégories, en leur attribuant des labels tels que « maoïste » ou « moderne » afin de définir leur comportement et leurs caractéristiques. Il est difficile d'essayer de faire correspondre une insurrection à un modèle particulier. Il n'y a pas deux insurrections semblables dans la mesure où les conditions auxquelles elles doivent s'adapter ne sont jamais exactement les mêmes.

Sachant que les insurrections s'adaptent et évoluent avec le temps, nous nous sommes efforcés de modéliser leur processus évolutif. Mao Tsé-Tung croyait que, pour connaître le succès, les insurrections devaient passer par une évolution en trois phases, culminant par la transformation des insurgés en une force régulière s'opposant dans une guerre de position aux forces de contre-insurrection.¹¹ Bien que ce concept

se soit vérifié pour les communistes chinois à la fin des années 40, il y a peu de chances que les Taliban et les insurrections en Irak se transforment en une force régulière qui déferait directement les Etats-Unis. Chaque insurrection évolue sur une voie différente. Les insurgés adopteront toute forme dont ils pensent qu'elle leur permettra d'atteindre leur objectif politique commun et s'adapteront aux conditions qui existent dans leur environnement. Cela peut ou non faire intervenir des forces et des tactiques sur une grande échelle. Même si nous pouvons identifier un modèle approprié qui correspond à une insurrection pour faciliter le choix des objectifs et des moyens de traitement, cela ne durera pas longtemps à cause de la faculté d'adaptation de l'insurrection.

Au lieu de se tourner vers des modèles prédéfinis pour identifier des objectifs appropriés dans un réseau d'insurgés, les analystes pourraient mieux comprendre la façon dont les insurgés s'adaptent et évoluent en appliquant les concepts de la sociobiologie. Jeffrey White, un ancien dirigeant de la *Defense Intelligence Agency*, identifie les traits, l'adaptation, la sélection/pression exercée par l'environnement, l'aptitude, la reproduction, la compétition, la coopération et la survivance comme des concepts utiles qui peuvent éclairer le comportement et les perspectives d'une insurrection.¹² Le fonctionnement, l'évolution et le succès d'un réseau d'insurgés sont liés à ces facteurs. Lors de la phase de conception opérationnelle, les commandants et les planificateurs devraient déterminer la meilleure méthode permettant d'influencer ces éléments – directement, indirectement, cinétiquement, non cinétiquement, etc. Les objectifs adaptés à un engagement cinétique par la puissance aérienne sont tangibles et perceptibles, ce qui signifie que nous pouvons probablement les trouver parmi les traits du réseau, tels que ceux que White identifie comme importants pour le succès d'une insurrection:

- *Structure* – centralisée, décentralisée, horizontale
- *Nature/identité* – affinités, idéologique/religieuse, personnelle (articulée autour d'un individu), parti/faction, étrangère/autochtone, composite (mélange de plusieurs identités)
- *Optique/fonction* – opérationnel, soutien, intégré

- *Champ* – étroit ou large par rapport aux fonctions, à l'étendue géographique et/ou aux objectifs
- *Connaissances, compétences et capacités* – possédées par les dirigeants et les membres du groupe
- *Membres et base de recrutement* – affinités, autres formes d'association, locale, étrangère, autochtone
- *Ressources* – armes, argent, connectivité (aux structures sociales importantes), statut (au sein du corps social)
- *Faculté d'adaptation* – capacité à apprendre et à changer de comportement en fonction de ce qui a été appris, préadaptation¹³

Chaque insurrection attache une importance différente à chacun de ces traits. Ceux que l'insurrection prise le plus sont probablement des éléments et des nœuds critiques qui sont très prometteurs en termes de choix des objectifs et des moyens de traitement. Les traits tangibles les plus prisés offrent les meilleures possibilités d'attaque employant la puissance aérienne. Si par exemple un groupe d'insurgés utilise une structure de commandement centralisée, ses dirigeants représenteraient des nœuds critiques – c'est-à-dire des cibles potentiellement idéales pour des attaques aériennes.

Le caractère critique des nœuds de commandement dépend entièrement de la centralisation structurelle – qui n'est pas la norme pour toutes les insurrections. Nous avons tendance à présumer qu'il convient de viser la structure d'un réseau d'insurgés via une « attrition du commandement » ou une « stratégie [d'objectifs précieux] ». ¹⁴ Martin J. Muckian soutient que la structure de l'insurrection irakienne diffère de celle des insurrections maoïstes en ce qu'elle est tellement disparate que la prise pour cible de son commandement n'aurait pas le même effet. Ses nœuds critiques sont basés sur les fonctions plutôt que sur le commandement. Les individus les plus importants et les moins redondants ont des compétences rares, telles que la fabrication de bombes, ou constituent les seuls liens entre les organisations insurgées.¹⁵ Leur élimination aurait un effet perturbateur supérieur à celui qu'aurait la perte d'un dirigeant.

Les forces de contre-insurrection ont également besoin d'évaluer l'attitude de la population vis-à-vis de l'insurrection, ce qui peut se révéler difficile à faire. La majeure partie d'une population se situe dans un éventail délimité par le soutien à l'insurrection d'un côté et celui au gouvernement de l'autre, avec une zone neutre entre les deux.¹⁶ Les chefs militaires doivent comprendre où se situe la population dans cet éventail. Une insurrection bénéficiant d'un soutien significatif de la part de la population peut disperser, dédoubler et potentiellement décentraliser ses éléments et nœuds critiques, leur donnant ainsi une plus grande capacité de survie. Les insurgés de Hezbollah, par exemple, évoluèrent de cette façon et se fondirent dans la population.

Israël a connu à la fois le succès et l'échec en matière de détermination des objectifs appropriés lors de ses guerres limitées contre Hamas et Hezbollah. Les Israéliens réussirent à désorganiser Hamas dans les territoires palestiniens en 2003 et 2004. La campagne aérienne menée à une cadence élevée par Israël contre le commandement de Hamas et d'autres objectifs mirent l'organisation hors d'état de nuire mais les Israéliens tirèrent des enseignements erronés de leur succès quand ils décidèrent de s'attaquer à Hezbollah au Liban en 2006. Hezbollah avait passé les six années précédentes à préparer, disperser et décentraliser sa logistique ainsi que son commandement et contrôle (C2). Il est en outre certain qu'Israël ne bénéficiait pas de la même qualité de renseignement d'origine humaine au sud Liban que cela avait été le cas dans les territoires palestiniens. La capacité limitée d'évaluation des effets des attaques aériennes dont disposait Israël affaiblit sa capacité à s'adapter aux techniques de contre-désignation d'objectif appliquées par Hezbollah.

Ces exemples montrent en quoi l'efficacité des attaques aériennes est liée à la compréhension de la structure du réseau d'insurgés et de son intégration à la population. La structure hiérarchique de Hamas la rendait vulnérable aux attaques aériennes alors que la structure décentralisée de Hezbollah lui permit de conserver son efficacité au combat en dépit de la perte de nombreux combattants et d'une

grande partie de son matériel.¹⁷ L'expérience d'Israël montre que, essentiellement comme c'est le cas lors du traitement d'un cancer, les opérations de combat se révèlent plus efficaces lorsqu'elles sont menées contre une insurrection manquant de maturité et isolée.

Dans une campagne de contre-insurrection, comprendre quels objectifs attaquer ne représente que la première étape. La deuxième concerne la façon dont nous les attaquons – sans doute un aspect d'une importance plus vitale dans la guerre irrégulière que dans la guerre régulière. Dans la mesure où les insurgés opèrent au sein d'une population, ils sont difficiles à distinguer des innocents civils et peuvent disparaître rapidement. Lorsqu'elles veulent les prendre pour cibles, les forces de contre-insurrection ne peuvent se permettre les délais, les attaques répétées et les ratés occasionnels. Attaquer des insurgés demande vitesse, létalité et précision.

Vitesse, létalité et précision

En 2004, la présence de quelques tireurs d'élite des marines, réagissant rapidement et faisant preuve d'une précision meurtrière, causèrent des ravages parmi les insurgés de Falloujah, en Irak.¹⁸ La puissance aérienne ne peut rivaliser avec la vitesse, la létalité et la précision d'un tireur d'élite mais l'exemple de celui-ci montre l'importance de ces facteurs dans l'attaque cinétique d'insurgés. Historiquement, la puissance aérienne ne s'est pas montrée à la hauteur à la lumière de ces critères lorsqu'elle s'attaqua seule à des insurgés. A partir des années 80, toutefois, les Israéliens élaborèrent des tactiques utilisant des véhicules aériens sans pilote et des munitions à guidage de précision pour contrer les systèmes mobiles à missiles surface-air.¹⁹ Ils finirent par adapter ces tactiques à la prise pour cibles des chefs terroristes au Liban et dans les territoires palestiniens, attribuant alors à la puissance aérienne un nouveau rôle dans la guerre de contre-insurrection. Bien que la technologie ait rendu la puissance aérienne plus viable pour viser les insurgés et les terroristes, nous devons améliorer nos procédures pour attein-

dre le niveau de vitesse, de létalité et de précision nécessaire pour les combattre.

Le premier critère, la vitesse, est particulièrement crucial dans la contre-insurrection à cause de la mobilité des insurgés et de leur capacité à se fondre rapidement dans la population. Nous n'avons que des chances éphémères de les attaquer. Si un commandant décide de s'attaquer à un objectif insurgé, il le fait généralement lorsque cet objectif est reconnaissable, immobile et vulnérable à une attaque présentant peu de risques de dommages collatéraux. La situation de l'objectif peut toutefois changer très rapidement, en particulier en milieu urbain. Les insurgés peuvent se déplacer et les civils devenir un facteur à tout moment. Lorsque des commandants voient une chance de frapper, leurs forces doivent le faire en quelques secondes ou minutes, pas en quelques heures.

Le colonel John Boyd a soutenu que celui qui observe, oriente, décide et agit (OODA) plus rapidement que son ennemi sera victorieux au combat. Cette notion est tout aussi valable pour la guerre irrégulière que pour la guerre régulière. La boucle OODA concerne non seulement le succès au combat mais également la capacité à s'adapter pour survivre.²⁰ C'est la raison pour laquelle les insurgés doivent faire un effort maximum pour maintenir leur boucle aussi courte que possible. Lorsque nous recherchons des moyens d'accélérer notre boucle, nous avons tendance à nous focaliser sur les améliorations techniques, logistiques et tactiques. Celles-ci peuvent améliorer certains aspects des phases d'observation, d'orientation et d'action mais celle de décision consiste en processus cognitifs et constitue le nexus de la « friction clausewitzienne ».²¹ Cela fait de la phase de décision le processus qui prend le plus de temps lors de la désignation d'objectif dynamique lorsqu'on attaque des insurgés en employant la puissance aérienne. En 1928, le lieutenant colonel de la *Royal Air Force* R. H. Peck évoqua les problèmes qu'il avait connus en termes de retards de prise de décision alors qu'il combattait des insurgés en Irak :

Des retards prolongés se sont parfois produits récemment avant qu'une action aérienne ait été autorisée. Il s'en est suivi que l'avantage qu'offre

la rapidité d'une action aérienne a été totalement perdu et que les troubles initiaux se sont étendus. En d'autres occasions, lorsque le principe d'une action aérienne a été approuvé, l'autorisation d'attaquer des objectifs particuliers identifiés a dû être obtenue de supérieurs éloignés, voire même de deux ou trois échelons successifs de commandement, avec pour résultat la disparition des objectifs identifiés bien avant que cette autorisation ait pu être obtenue.²²

Pour accélérer les opérations de désignation d'objectif dynamique, les commandants devraient se concentrer sur l'amélioration des processus liés à la prise de décision et à la collaboration. La prise de décision lorsqu'on s'attaque à des insurgés en employant la puissance aérienne est un processus interarmées, ce qui crée des difficultés exceptionnelles lorsque plusieurs composantes opèrent dans le même espace de bataille non linéaire. Malheureusement, la doctrine ne nous offre pas une image cohérente de la façon dont le processus de choix des objectifs et des moyens de traitement devrait se dérouler dans ces cas.

Publié en juin 2006, le document doctrinal de l'armée de l'air (*Air Force Doctrine Document - AFDD*) 2-1.9, *Targeting* (Choix des objectifs et des moyens de traitement), identifie les problèmes que les « opérations de stabilisation » créent pour le processus de choix des objectifs et des moyens de traitement mais ils ne se reflètent pas dans la méthodologie de désignation d'objectif dynamique. Le document définit pour cette désignation une « chaîne de destruction » à six éléments : détection, fixation, poursuite, désignation d'objectif, attaque et évaluation (*Finding, Fixing, Tracking, Targeting, Engaging, and Assessing - F2T2EA*).²³ Malheureusement, la décision ne constitue pas un élément majeur mais plutôt un sous-ensemble du choix des objectifs et des moyens de traitement focalisé sur l'identification d'une solution pour ce choix, l'examen des restrictions et la validation de l'objectif. La combinaison de plusieurs processus disparates en un seul peut conduire la composante aérienne à se concentrer sur le déploiement des armes et des plateformes appropriées en position de frappe sans s'appesantir sur la phase cruciale de validation.

Le processus de désignation d'objectif dynamique illustre la tendance de l'armée de l'air à favoriser les solutions techniques plutôt qu'humaines aux problèmes. Lorsque le général John Jumper, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air, établit l'objectif de chronologies en « minutes à un chiffre » pour la désignation dynamique, l'armée de l'air se concentra sur l'identification de solutions techniques (communication entre machines), tactiques et logistiques.²⁴ Même si les chronologies de coordination, de logistique et de développement des objectifs s'améliorent, la sensibilité politique des opérations de combat et la nature ambiguë des objectifs dans les campagnes de contre-insurrection entraîneront un prolongement des chronologies de prise de décision bien au-delà des minutes à un chiffre. Dans un effort de contre-insurrection, nous devrions nous concentrer sur le perfectionnement de la prise de décision et de l'utilisation d'une chaîne de destruction F2T2DEA et accentuer ainsi l'importance de la phase de décision lors de ces opérations.²⁵

Le manuel de service en campagne (*Field Manual - FM*) 3-60.1, *Multi-Service Tactics, Techniques, and Procedures for Targeting Time-Sensitive Targets* (Tactiques, techniques et procédures interarmées de désignation d'objectifs à durée de vie critique) aborde un grand nombre des difficultés que présentent les opérations de désignation d'objectif dynamique. Il adopte la chaîne de destruction F2T2DEA de l'armée de l'air mais aborde également de nombreux processus de C2 et de prise de décision applicables aux opérations de contre-insurrection, tels que la compréhension des capacités et des limites de la force interarmées, la décentralisation et la simplification du C2, ainsi que l'anticipation des exigences à satisfaire pour exécuter des processus parallèlement. Rédigé toutefois dans l'optique d'un type linéaire ordinaire de guerre, le FM 3-60.1 n'aborde pas les difficultés uniques de désignation d'objectif dynamique que présentent les insurrections pour les responsables de la prise de décisions.²⁶

Le nouveau document FM 3-24/*Marine Corps Warfighting Publication* (MCWP) 3-33.5, intitulé *Counterinsurgency* (Contre-insurrection), traite la phase de décision comme un élément

majeur du processus de choix des objectifs et des moyens de traitement (décision, détection, attaque et évaluation) mais traite d'une façon très limitée ce processus lui-même. Il déclare à tort que « le processus de choix des objectifs et des moyens de traitement se déroule dans la cellule spécialisée du poste de commandement approprié ».²⁷ Lorsque nous visons des insurgés en employant la puissance aérienne, plusieurs cellules collaborant depuis plusieurs postes de commandement – y compris le centre d'opérations aériennes et spatiales – exécutent le processus de choix des objectifs et des moyens de traitement. Le document FM 3-24/ MCWP 3-33.5 renvoie simplement le lecteur à la publication interarmées (*Joint Publication - JP*) 3-60, *Joint Doctrine for Targeting* (Doctrine interarmées de choix des objectifs et des moyens de traitement), pour le processus correspondant. Toutefois, cette publication, mise à jour en avril 2007, ne se réfère que brièvement à l'insurrection et le niveau de détail auquel il arrive n'atteint pas celui qu'on trouverait dans un manuel de service en campagne, qui est le niveau nécessaire pour examiner ce sujet.

Dans la mesure où ils ne trouveront pas dans la doctrine des conseils détaillés de choix interarmées des objectifs et des moyens de traitement dans les opérations de contre-insurrection, les commandants doivent déterminer quels sont les aspects de la doctrine en vigueur qui s'appliquent et identifient d'autres moyens pour réduire la friction et améliorer les chronologies de prise de décision. Les commandants peuvent, en améliorant les moyens et les procédés utilisés par leur état-major, augmenter considérablement l'efficacité de la prise de décisions. Ils peuvent charger leur personnel de renseignement et l'officier juriste de leur état-major d'élaborer et de détailler des scénarios réalistes qui créent des dilemmes pour les responsables de la prise de décisions. Par exemple, nos forces devraient-elles attaquer une résidence abritant un responsable de haut niveau de l'insurrection et d'autres occupants inconnus ou attaquer des obsèques auxquels assistent de nombreux insurgés ?²⁸ (Ces deux scénarios se sont en fait matérialisés.) Les commandants

devraient se préparer, ainsi que leur état-major, à faire face à ces dilemmes courants.

Ils devraient également demander à leur personnel chargé du choix des objectifs et des moyens de traitement de définir continuellement des objectifs convenant aux frappes aériennes et de prévoir la façon dont ils seront détectés et identifiés. Ce qui est très important, les commandants devraient encourager leur état-major à établir des rapports avec ceux des échelons de commandement plus élevés et des autres composantes afin de faciliter la circulation croisée de l'information lors des opérations de désignation d'objectif dynamique. Ce sont en fin de compte, le talent des commandants et leur compréhension de l'ennemi et d'eux-mêmes qui auront le plus d'effet sur le processus de décision.

Si la puissance aérienne peut arriver à l'objectif à temps, elle doit l'attaquer avec une force létale. Même si cela ne devrait pas être un sujet de grande inquiétude, il est vrai que les terroristes et les insurgés survivent souvent aux frappes aériennes.²⁹ Dans la mesure où les insurgés peuvent occuper divers types d'édifices et s'éclipser à tout moment, ce sont l'arsenalisation (détermination de la quantité et du type d'armes nécessaires pour traiter un objectif donné) et la flexibilité qui détermineront la létalité de la frappe.

Le processus d'arsenalisation consiste à déterminer le nombre et les types des armes dont nous avons besoin pour obtenir l'effet désiré lorsque nos forces attaquent un objectif.³⁰ Ce processus, qui présente des difficultés particulières quand on l'applique aux objectifs insurgés demande beaucoup de talent. Les insurgés survivent aux frappes aériennes pour plusieurs raisons. La première est que le personnel chargé du choix des objectifs et des moyens de traitement sous-estime souvent la résistance des habitations occupées par l'adversaire. Les programmes et les méthodes d'arsenalisation modélisent les objectifs et fonctions militaires mais ne prennent pas en compte l'attaque des objectifs typiques dans le cas d'une insurrection, tels que les individus se cachant dans un repaire ou dans des bâtiments agricoles. La deuxième est que le personnel chargé du choix des objectifs et des

moyens de traitement concentre souvent son attention sur la destruction des bâtiments plutôt que sur celle des insurgés qu'elles abritent. Il se peut enfin que les commandants favorisent automatiquement les armes moins puissantes pour éviter des dommages collatéraux.³¹ Cet article ne prétend pas que nous devrions bombarder les insurgés à mort mais il illustre plutôt le dilemme auquel doit faire face le commandant lorsqu'il doit autoriser une force suffisante pour détruire tout en limitant les dommages collatéraux. En fin de compte, l'abondance des scénarios potentiels de choix des objectifs et des armes disponibles exige des « artistes » expérimentés du choix des objectifs et des moyens de traitement pour produire en toute confiance une solution qui entraînera la destruction des insurgés (mais pas celle du bâtiment) tout en minimisant les dommages collatéraux. Sinon, les commandants doivent faire preuve de modération ou risquer de payer le prix politique d'une frappe aérienne qui ne donne rien.

Comme mentionné précédemment, l'imprévisibilité des déplacements des humains nous oblige à une très grande flexibilité opérationnelle pour maintenir la létalité de la puissance aérienne. En dépit de la capacité du personnel du niveau tactique à remplir avec sérieux les fonctions de choix des objectifs et des moyens de traitement dans de nombreuses situations grâce aux technologies actuelles, le processus de définition des objectifs continue généralement à prendre beaucoup de temps, et à être rigide et centralisé au niveau opérationnel.³² La décentralisation de ce processus offre la possibilité de raccourcir considérablement notre boucle OODA et pourrait finir par améliorer aussi bien la flexibilité que la létalité de la puissance aérienne, en particulier contre les objectifs mobiles. Bien entendu, les commandants devront toujours maintenir un équilibre entre ces avantages et leur capacité à minimiser les dommages collatéraux, tout en bombardant le bon objectif avec précision.

La précision est peut-être le facteur le plus important dans l'exécution d'une frappe aérienne contre des insurgés. Le FM 3-24/MCWP 3-33.5 avertit que « faire souffrir inuti-

lement des innocents peut tourner la population contre l'effort de contre-insurrection. Une utilisation avec discernement de la puissance de feu et une réaction calculée et disciplinée devraient caractériser les opérations de COIN. Faire preuve d'attention et de compassion peut souvent devenir aussi important que tuer et capturer des insurgés. »³³ Si la population est convaincue que tuer des insurgés nous intéresse plus que la sécurité des civils, il se peut qu'elle décide de soutenir l'insurrection. Nous devrions par conséquent considérer l'attaque de précision comme étant de la plus haute importance.

La précision n'implique pas simplement un calcul des capacités des armes même si c'est certainement un facteur important. Elle fait plutôt intervenir de nombreuses variables qui contribuent à l'identification positive d'un objectif insurgé. Les signatures des insurgés semblent souvent ambiguës, même pour les tireurs d'élite au sol. La désignation d'objectif dynamique employant la puissance aérienne présente encore plus d'ambiguïté et d'incertitude, exigeant une grande confiance dans les sources de renseignement et l'analyse utilisée pour localiser avec précision un objectif insurgé. De nombreuses sources de renseignement font des erreurs de localisation d'objectifs tellement graves que nous ne pouvons pas déterminer en toute confiance la position d'aucun insurgé. Le personnel de renseignement devrait éviter de trop compter sur une seule source pour réaliser une identification positive. L'utilisation de plusieurs sources peut permettre de limiter les erreurs de localisation d'objectif et d'accroître la précision. Reconnaître les signatures d'insurgés grâce aux bonnes vieilles techniques d'analyse peut également avoir le même effet.

Il est évident que nous sommes confrontés à de nombreuses difficultés pour assurer à la puissance aérienne vitesse, létalité et précision lorsque nous combattons des insurgés. Bien que les capacités et les limites de la technologie jouent un rôle dans chacun de ces aspects, elles ne constituent pas le facteur décisif du succès ou de l'échec. Dans la mesure où les succès dépendent plus des processus de choix des objectifs et des moyens de traitement que

de la technologie, nous devons nous efforcer de les améliorer continuellement.

Les forces américaines améliorèrent les processus de coordination et les chronologies de réaction pendant les trois ans qu'elles passèrent à donner la chasse à Zarqawi avant de connaître finalement le succès. Après une opération de désignation d'objectif dynamique conduisant à une action rapide, létale et précise, les forces terrestres occupèrent immédiatement le repaire de Zarqawi pour évaluer les dommages et exploiter le renseignement, ce qui conduisit à d'autres attaques contre al-Qaeda en Irak.³⁴ En plus d'illustrer la nécessité d'une frappe rapide, létale et précise, l'opération démontra le rôle vital que l'évaluation joue dans l'exécution d'une attaque aérienne réussie.

Evaluation de l'attaque

Jusqu'à une époque récente, tout aviateur auquel on aurait demandé de définir le processus d'évaluation se serait concentré sur l'évaluation des dommages de combat (*Battle Damage Assessment* – BDA) traditionnelle, un processus réductionniste qui exige l'acquisition d'une reproduction des objectifs attaqués par les aéronefs. Les aviateurs se sont également efforcés d'identifier systématiquement des moyens technologiques de fournir une « BDA en temps réel » à leurs commandants.³⁵ Même si les dernières phases de la BDA sont focalisées sur l'analyse des effets sur le système de désignation d'objectif, il s'agit d'un processus long et souvent ignoré qui est centralisé au niveau du commandement des forces multinationales.³⁶ Ces approches de l'évaluation sont tout simplement inadéquates dans une campagne de contre-insurrection. L'évaluation devrait se focaliser sur tous les aspects d'une action amie, pas seulement sur les performances de l'armement. Elle devrait aborder l'adaptation des insurgés – pas simplement leur réaction initiale, destruction ou survie.³⁷ Elle devrait enfin se concentrer surtout sur la réaction de la population affectée par la frappe aérienne.

Une attaque aérienne lancée contre un objectif dynamique est toujours un processus compliqué qui exige une critique et une évaluation approfondies après exécution. Il est certain qu'il est toujours important de savoir comment une arme s'est comportée contre un objectif, en particulier avant d'approcher d'autres aspects de l'évaluation. Toutefois, pour éviter le paradigme de la BDA traditionnelle lorsqu'ils analysent l'action amie, les commandants et leur état-major devraient examiner tous les aspects du processus OODA en accordant une attention particulière aux chronologies. Les critères de l'évaluation opérationnelle peuvent inclure des aspects de logistique, de coordination et de C2. Le plus important est que les commandants devraient identifier aussi bien le temps qu'il leur a fallu pour décider d'attaquer que les raisons du délai.

Une frappe aérienne conduira probablement le réseau d'insurgés à réagir en s'adaptant d'une façon ou d'une autre à la perte d'un élément ou nœud critique. Il n'est pas facile d'anticiper comment ou quand cette adaptation se produira mais nos forces de contre-insurrection devraient s'efforcer de l'observer et de la comprendre. La mise en œuvre du renseignement-surveillance-reconnaissance avant, pendant et après l'attaque peut faciliter ce processus. Encore une fois, les analystes ne devraient pas limiter cet effort à la BDA mais observer également la façon dont les autres liens et nœuds s'adaptent avec le temps. Noter la rapidité avec laquelle l'adversaire remplace ces dirigeants ou autres nœuds critiques donnera un aperçu de l'adaptabilité de l'insurrection.

Une attaque aérienne réussie peut conduire les insurgés à donner une importance différente à certains traits, à décentraliser leur commandement ou à élargir leurs opérations pour améliorer leurs chances de survie. Rendant compte en 1929 de ses aventures de combat contre les « bandits » au Nicaragua, le pionnier de l'aviation du Corps des marines Rusty Rowell déclara « Il arrive parfois que l'ennemi établisse un vaste bastion qui constituerait un objectif se prêtant à un bombardement. Il est toutefois certain qu'il ne refera pas deux fois la même erreur. »³⁸

Les planificateurs chargés du choix des objectifs et des moyens de traitement doivent constamment être à l'affût des changements affectant les liens et les nœuds d'un réseau d'insurgés et éviter les approches réductionnistes dans leurs méthodes de choix. Il se peut bien entendu que les insurgés ne s'adaptent pas du tout, en particulier si une opération de contre-insurrection menée à un rythme soutenu ne leur en laisse pas le temps. Les insurrections ne se sont pas toutes révélées aussi adaptables que celles qui sévissent actuellement en Irak et en Afghanistan mais les forces de contre-insurrection devraient toujours présumer qu'elles le sont jusqu'à ce qu'elles aient mené une évaluation approfondie.

Un réseau d'insurgés faisant preuve d'une grande capacité d'adaptation réagira aux attaques aériennes en se dispersant rapidement et en s'intégrant à la population. Évaluer la réaction de la population peut aider à déterminer le succès de l'adaptation des insurgés. Nous devons observer la façon dont la population peut avoir évolué dans son soutien des insurgés ou du gouvernement après une attaque aérienne. Le plus important est que nous devons comprendre l'impact qu'ont les dommages collatéraux.

Pour des raisons politiques ou pratiques, les États-Unis ont évité d'incorporer les pertes civiles à leurs processus d'évaluation.³⁹ Cela paraît logique dans les guerres à grande échelle mais les forces de contre-insurrection engagées dans des guerres limitées ont besoin de cette information si elles veulent empêcher les insurgés d'obtenir un soutien accru de la population. Une forte dépendance vis-à-vis de la puissance aérienne, comme c'est le cas en Afghanistan, conduira inévitablement à des dommages collatéraux (réels ou perçus comme tels) et peut saper rapidement l'autorité d'un gouvernement.⁴⁰ Si de tels dommages se produisent, les forces de contre-insurrection ont besoin d'être sur le terrain pour évaluer les faits permettant de contester les affirmations mensongères des insurgés et de s'occuper des besoins des victimes. Bien que très difficile, cette mission s'est révélée fructueuse en termes de rétablissement de relations avec des gens qui, sinon, auraient été perdus à la cause des insurgés.⁴¹

Sans une tentative vigoureuse d'évaluation, les commandants peuvent se retrouver pris au piège de la guerre d'attrition – quelque chose qui n'est pas possible pour les États-Unis dans les campagnes de contre-insurrection. Lors de la préparation de la deuxième bataille de Falloujah à la fin de 2004, nous avons utilisé la puissance aérienne de façon répétée pour attaquer les repaires d'insurgés dispersés dans la ville. Les attaques commencèrent en juin 2004 et s'intensifièrent progressivement au cours des mois suivants. Même si le général de corps d'armée Ricardo Sanchez, le commandant sortant du groupe de force interarmées en Irak, croyait en juillet 2004 que seule une force massive, pas des frappes de précision, pourrait vaincre à Falloujah – un concept alors politiquement inacceptable – les frappes n'en continuèrent pas moins.⁴² Dans la mesure où nous ne disposions d'aucune force sur le terrain dans la ville, nous ne pouvions mener qu'une BDA traditionnelle. Les insurgés continuèrent à resserrer leur emprise sur Falloujah et sa population pendant cette période. Dans le dense milieu urbain de la ville, des dommages collatéraux se produisirent fréquemment. Au lieu de dissuader les insurgés, les frappes aériennes créèrent un sens de paranoïa. Les insurgés réagirent à cette situation en exécutant des civils ainsi qu'en intensifiant leurs efforts de dissimulation et de dispersion pour échapper aux frappes aériennes.⁴³ Même si celles-ci détruisirent plusieurs objectifs insurgés, elles se révélèrent généralement inefficaces en termes de résultats durables de nature à faire la différence pour les marines qui attaquèrent la ville en novembre 2004.

Comprenant les limites de la BDA traditionnelle, l'armée de l'air a adopté dans le AFDD 2-1.9 une nouvelle approche détaillée de l'évaluation qui va au-delà du niveau tactique. La doctrine reconnaît même les difficultés que présente l'évaluation dans les contre-insurrections en déclarant que « ces opérations exigeront des compétences analytiques allant bien au-delà des effets des armes pour s'étendre aux domaines politique, socio-économique, culturel-idéologique, psychologique et international. [L'évaluation]... exigera également une coordination avec des centres analy-

tiques et universitaires extérieurs au [Secrétariat de la défense]. »⁴⁴ Malheureusement, l'analyse s'arrête là et, en dépit de leur tentative de se distancier de la BDA traditionnelle, il a été difficile pour les forces armées américaines d'aller plus loin.

Conclusion

Même si les opérations cinétiques ne peuvent à elles seules gagner la guerre, elles peuvent néanmoins ralentir ou réprimer l'insurrection pendant que les efforts politiques gagnent de la vigueur et du dynamisme. Nous devrions par conséquent rendre les opérations de combat suffisamment opiniâtres pour éliminer les nœuds et éléments critiques des insurgés plus vite qu'ils ne peuvent être remplacés.⁴⁵ La puissance aérienne peut jouer un rôle important dans cet effort grâce à la désignation d'objectif dynamique ; nous l'avons toutefois souvent employée dans ces opérations sans réaliser les conséquences d'une planification, d'une exécution ou d'une évaluation incorrectes. Nous avons tendance à avoir précipitamment recours à la puissance aérienne pour essayer d'éliminer les « mauvais types » que nous voyons sur les images que nous recevons d'un *Predator*. Les commandants et leur état-major devraient résister à la tentation de faire quelque chose simplement parce qu'ils le peuvent. Ils ont d'abord besoin de déterminer s'ils atteignent le bon objectif de la manière correcte et s'ils se sont positionnés pour que leur effort leur apprenne quelque chose qui leur permettra de s'adapter plus rapidement que l'ennemi.

Ils pourraient le faire plus efficacement si les forces armées américaines mettaient en application les suggestions suivantes. Pour commencer, le choix des objectifs et des moyens de traitement est un processus interarmées. Pourtant, il n'existe aucune doctrine interarmées détaillée indiquant comment le mener dans une contre-insurrection. A cause du temps qu'il faut pour mettre à jour une doctrine interarmées, le centre d'applications aériennes, terrestres et navales (*Air Land Sea Application Center*) devrait à court terme élaborer des tactiques, techniques et pro-

cédures interarmes de désignation des objectifs à durée de vie critique propres à la contre-insurrection ; il devrait se focaliser sur les processus de C2 pour accélérer la prise de décisions et, reconnaissant que la frappe aérienne n'est que le début de l'engagement, il devrait se concentrer sur des tactiques flexibles d'attaque d'objectifs d'opportunité et sur des efforts visant à mener une évaluation détaillée.

Nous devrions ensuite donner au personnel chargé du choix des objectifs et des moyens de traitement les outils et la formation dont ils ont besoin pour prédire la quantité et le type d'armes nécessaires basés sur les effets dans les environnements de contre-insurrection. Le groupe de coordination technique interarmées pour l'efficacité des munitions (*Joint Technical Coordinating Group for Munitions Effectiveness*) devrait mettre à jour les modèles d'arsenalisation en utilisant des informations régionales qui incluent les bâtiments résidentiels typiques ainsi que d'autres infrastructures pouvant être utilisées par des insurgés et fournir un outil permettant de calculer les probabilités d'élimination du personnel présent dans ces bâtiments. En attendant que ces outils soient au point, l'armée de l'air devrait créer un bref cours complémentaire de choix des objectifs et des moyens de traitement pouvant enseigner au personnel concerné qui se déploie sur un théâtre d'opérations l'art d'éliminer des insurgés avec la multitude d'armes désormais disponibles. Elle devrait également leur apprendre à maintenir un équilibre entre les exigences de l'effort visant à éviter les dommages collatéraux, de la prise de conscience de la population et de sa culture, ainsi que de l'exécution des évaluations.

Nos forces ont enfin besoin de comprendre ce qui est important pour les insurgés et de

déterminer si oui ou non la puissance aérienne cinétique peut l'affecter sans aliéner la population locale. La solution de ce problème compliqué exige une contribution de la part de plusieurs groupes disparates, dont beaucoup sont isolés les uns des autres en termes aussi bien de doctrine que de pratique. Parmi eux figurent les stratèges, les planificateurs, le personnel chargé du choix des objectifs et des moyens de traitement et celui chargé du renseignement-surveillance-reconnaissance de la composante aérienne, ainsi que les spécialistes du renseignement humain, les analystes du contre-terrorisme et de la contre-insurrection et les forces terrestres. Un tel problème exige le genre de conversation constante que les rapports personnels face à face peuvent encourager. Cela existe actuellement dans le concept de groupe d'opérations d'appui aérien (*Air Support Operations Group – ASOG*) mais son effectif n'offre pas le personnel, l'expérience ni la compétence nécessaires pour agir comme défenseur de la cause de la puissance aérienne globale.⁴⁶ Afin de parvenir au genre de relations et à l'exécution décentralisée de la désignation d'objectif dynamique décrits dans cet article, la composante aérienne devrait établir des nœuds solides de planification et de choix des objectifs et des moyens de traitement au niveau d'une division de l'armée de terre, se superposant à l'organisation d'ASOG. Nous devrions affecter à ces nœuds des diplômés de l'école d'armement (*Weapons School*) de l'armée de l'air des Etats-Unis, ainsi que des spécialistes du choix des objectifs et des moyens de traitement et du renseignement-surveillance-reconnaissance qui pourraient établir le genre de relations nécessaires à une planification détaillée, à une exécution décentralisée et à une évaluation minutieuse. □

Notes

1. Document doctrinal de l'armée de l'air (*Air Force Doctrine Document - AFDD*) 2-1.9, *Targeting* (Choix des objectifs et des moyens de traitement), 8 juin 2006, 114, https://www.doctrine.af.mil/afdcprivatweb/AFDD_Page_HTML/Doctrine_Docs/afdd-2-1-%209.pdf.

2. James S. Corum et Wray R. Johnson, *Airpower in Small Wars: Fighting Insurgents and Terrorists* (La puissance aérienne dans les guerres limitées : Combattre les insurgés

et les terroristes), (Lawrence: University Press of Kansas, 2003), 428–30.

3. *Field Manual (FM) 3-24 / Marine Corps Warfighting Publication (MCWP) 3-33.5, Counterinsurgency* (Contre-insurrection), décembre 2006, 4-7, <http://usacac.army.mil/cac/repository/materials/coin-fm3-24.pdf>.

4. David S. Cloud, "The Reach of War: U.S. Airstrikes on Increase to Aid NATO in Afghanistan" (La portée de la

guerre : Les frappes aériennes américaines se font plus nombreuses pour aider l'OTAN en Afghanistan), *New York Times*, 17 novembre 2006.

5. Ed Blanche, "Hammering Hamas" (Le pilonnage de Hamas), *Middle East*, décembre 2003, 28–31.

6. Parmi celles-ci figurent les missiles AGM-114P *Hellfire*, la bombe de petit diamètre de 250 lbs GBU-39 ou le vénérable avion d'attaque AC-130 et ses canons à tir direct.

7. Benjamin Lambeth, *Air Power against Terror: America's Conduct of Operation Enduring Freedom* (La puissance aérienne contre la terreur : L'exécution par l'Amérique de l'opération *Enduring Freedom*, (Santa Monica, Californie: RAND Corporation, 2005), 350.

8. Le sénateur John McCain définit "Chass' taupes" dans le contexte de l'Irak. Transcription de l'émission *Meet the Press* du 20 août (invités : John McCain, Barry McCaffrey, Vali Nasr, John Harwood), 20 août 2006, <http://www.msnbc.msn.com/id/14390980> (consultée le 20 février 2007).

9. Les commandants et planificateurs qui influencent et/ou dirigent la désignation d'objectif dynamique dans les opérations de contre-insurrection sont souvent en poste dans plusieurs composantes au niveau opérationnel ou tactique – ou aux deux. Cet article n'argumente pas en faveur de rapports de commandement particuliers dans ces situations mais il le fait en faveur de l'importance d'une collaboration efficace. Il n'examine pas non plus la question de savoir quel niveau – opérationnel ou tactique – convient mieux pour mener ces opérations. Globalement, nous devons souvent nous acquitter de nombreuses fonctions au niveau opérationnel mais les commandants devraient en déléguer autant que c'est réalisable au niveau tactique afin d'atteindre le rythme opérationnel nécessaire pour combattre des insurgés.

10. AFDD 2-1.9, *Targeting*, 3.

11. Thomas X. Hammes, "The Evolution of War: The Fourth Generation" (L'évolution de la guerre : La quatrième génération), *Marine Corps Gazette* 78, n° 9 (septembre 1994) : 37.

12. Jeffrey White, *An Adaptive Insurgency: Confronting Adversary Networks in Iraq* (Une insurrection qui sait s'adapter : Confronter les réseaux adverses en Irak), *Policy Focus* n° 58, (Washington, DC: Washington Institute for Near East Policy, 2006), 2–3, <http://www.washingtoninstitute.org/templateC04.php?CID=249> (consulté le 20 février 2007).

13. *Ibid.*, 6.

14. *Ibid.*, 15.

15. Martin J. Muckian, "Structural Vulnerabilities of Networked Insurgencies: Adapting to the New Adversary" (Les vulnérabilités structurelles des insurrections en réseau : S'adapter au nouvel adversaire), *Parameters* 36, n° 4 (hiver 2006–7) : 19, <http://www.carlisle.army.mil/usawc/Parameters/06winter/muckian.pdf>.

16. Christopher M. Ford, "Speak No Evil: Targeting a Population's Neutrality to Defeat an Insurgency" (Ne dire du

mal de personne : Rechercher la neutralité d'une population pour vaincre une insurrection), *Parameters* 35, n° 2 (été 2005) : 53, <http://www.carlisle.army.mil/usawc/Parameters/05summer/ford.pdf>.

17. Anthony H. Cordesman, "Preliminary 'Lessons' of the Israeli-Hezbollah War" (Enseignements préliminaires à tirer de la guerre entre Israël et Hezbollah), avant-projet de document de travail, (Washington, DC: Center for Strategic and International Studies, 2006), 2–23, http://www.csis.org/media/csis/pubs/060911_isr_hez_lessons.pdf (consulté le 20 février 2007).

18. Jason Keyser, "Snipers Keep Fallujah under Shroud of Terror" (Des tireurs d'élite maintiennent Falloujah sous l'empire de la terreur), *San Diego Union-Tribune*, 19 avril 2004, http://www.signonsandiego.com/uniontrib/20040419/news_1n19snipers.html (consulté le 20 février 2007).

19. Rebecca Grant, "The Bekaa Valley War" (La guerre de la vallée de la Bekaa), *Air Force Magazine* 85, n° 6 (juin 2002) : 58–62, <http://www.afa.org/magazine/june2002/0602bekaa.pdf>.

20. Grant T. Hammond, *The Mind of War: John Boyd and American Security* (L'esprit de la guerre : John Boyd et la sécurité américaine), (Washington, DC: Smithsonian Institution Press, 2001), 15.

21. Barry D. Watts, *Clausewitzian Friction and Future War* (La friction clausewitzienne et la guerre de l'avenir), McNair Paper n° 52, (Washington, DC: Institute for National Strategic Studies, National Defense University, octobre 1996), <http://www.ndu.edu/inss/McNair/mcnair52/mcnair52.pdf> (consulté le 20 février 2007).

22. R. H. Peck, "Aircraft in Small Wars" (Les aéronefs dans les guerres limitées), *Journal of the Royal United Services Institution* 73, n° 491 (août 1928) : 537.

23. AFDD 2-1.9, *Targeting*, 49.

24. Adam J. Hebert, "Building Battlespace Awareness" (Former la perception de l'espace de bataille), *Air Force Magazine*, 87 n° 9 (septembre 2004) : 66–71, <http://www.afa.org/magazine/sept2004/0904Isr.pdf> (consulté le 21 février 2007).

25. Lieutenant colonel Phillip Pratzner, USAF, entretien avec l'auteur, 15 février 2006.

26. Le manuel ne fait pas mention des insurrections ni des guerres limitées. De nombreuses techniques recommandées dans le document pour faciliter la prise de décisions telles que les matrices et listes pour désignation des objectifs à durée de vie critique sont inapplicables par suite de la nature changeante et ambiguë des objectifs insurgés. Voir FM 3-60.1, *Multi-Service Tactics, Techniques, and Procedures for Targeting Time-Sensitive Targets* (Tactiques, techniques et procédures interarmes de désignation des objectifs à durée de vie critique), 20 avril 2004.

27. FM 3-24/MCWP 3-33.5, *Counterinsurgency*, 5-29.

28. Les forces américaines décidèrent de ne pas attaquier un groupe de plus de 100 Taliban, parmi lesquels figuraient plusieurs cibles de prix, parce qu'ils se trouvaient dans un cimetière, lieu considéré comme « zone

culturellement sensible ». Elles bombardèrent pourtant la maison dans laquelle se cachait Zarqawi, même si les autres occupants étaient inconnus (trois femmes périrent dans l'attaque aérienne). Voir NBC News and News Services, "U.S. Passes Up Chance to Strike Taliban" (Les États-Unis laissent passer la chance de frapper les Taliban), 13 septembre 2006, <http://www.msnbc.msn.com/id/14823099> (consulté le 21 février 2007).

29. Lors de nombreuses opérations de désignation d'objectif dynamique, l'auteur a vu des insurgés sortir en rampant de bâtiments à moitié démolis et d'autres s'échapper quelques secondes avant l'impact, échappant ainsi à une mort certaine.

30. Pour la définition d'« arsenalisation », voir la publication interarmées (*Joint Publication*) 1-02, *Department of Defense Dictionary of Military and Associated Terms* (Secrétariat de la défense, dictionnaire des termes militaires et associés), 12 avril 2001 (tel qu'amendé au 13 juin 2007), 579, http://www.dtic.mil/doctrine/jel/new_pubs/jp1_02.pdf.

31. Les forces de contre-insurrection peuvent développer un penchant pour les munitions plus petites, telles que le missile AGM-114 *Hellfire* ou la bombe de petit diamètre GBU-39, qui limitent les dommages collatéraux mais peuvent manquer d'une puissance suffisante pour obtenir les effets désirés dans certains scénarios.

32. D'après le commandant Kasandra Traweck, USAF, PhD, une « estimation des dommages collatéraux en campagne » représente une solution de rechange dont disposent parfois les commandants au niveau tactique lorsqu'ils peuvent déterminer grâce aux ressources à leur disposition que l'estimation est abaissée conformément aux règles d'engagement. Courriel adressé par le commandant Traweck à l'auteur, 19 février 2007. Une option prévoit de permettre aux aéronefs de calculer leurs propres « coordonnées de qualité pour la munition interarmées d'attaque directe », ce qui est actuellement possible grâce aux nacelles de désignation d'objectif évoluées. Voir Lockheed Martin, "Sniper: The World's Most Advanced Targeting Pod" (Sniper : La nacelle de désignation d'objectif la plus évoluée du monde), 2005, <http://www.lockheedmartin.com/data/assets/7820.pdf> (consulté le 21 février 2007).

33. FM 3-24/MCWP 3-33.5, *Counterinsurgency*, 5-12.

34. Sean D. Naylor, "Inside the Zarqawi Takedown: Persistent Surveillance Helps End 3-Year Manhunt" (Les dessous de l'élimination de Zarqawi : Une surveillance incessante aide à mettre fin à trois ans de chasse à l'homme), *Defense News.com*, 12 juin 2006, <http://www.defensenews.com/story.php?F=1861193&C=landwar> (consulté le 17 février 2007).

35. Lieutenant colonel John T. Rauch Jr., "Assessing Airpower's Effects: Capabilities and Limitations of Real-Time Battle Damage Assessment" (Évaluer les effets de la puissance aérienne : Potentiel et limites de l'évaluation des dommages de combat en temps réel), (thèse, School of Advanced

Airpower Studies, Maxwell AFB, Alabama, 2004), passim, http://www.maxwell.af.mil/au/aul/aupress/saas_Theses/Rauch/Rauch.pdf (consulté le 21 février 2007).

36. AFDD 2-1.9, *Targeting*, 57.

37. Commandants Lee K. Grubbs et Michael J. Forsyth, "Is There a Deep Fight in a Counterinsurgency?" (Y a-t-il un combat en profondeur dans une contre-insurrection ?), *Military Review* 85, n° 4 (juillet-août 2005) : 29, http://calldp.leavenworth.army.mil/eng_mr/2006080808030243/2005/Jul_Aug/06grubbs.pdf#xml=/scripts/cqcg.exe/@ss_prod.env?CQ_SESSION_KEY=WVYLNZTSQFEQ&CQ_QH=125432&CQDC=5&CQ_PDF_HIGHLIGHT=YES&CQ_CUR_DOCUMENT=1.

38. Ross E. "Rusty" Rowell, "Aircraft in Bush Warfare" (Les aéronefs dans la guerre de brousse), *Marine Corps Gazette* 14, n° 3 (septembre 1929) : 186.

39. Entretien avec Mark Garlasco pour "What's in a Number?" (Que cachent les chiffres ?) *This American Life*, WBEZ Chicago, 28 octobre 2005.

40. Rachel Morarjee, "Air War Costs NATO Afghan Supporters" (La guerre aérienne fait perdre à l'OTAN des partisans afghans), *Christian Science Monitor*, 18 décembre 2006, <http://www.csmonitor.com/2006/1218/p01s02-wo-sc.html> (consulté le 20 février 2007).

41. Entretien avec le capitaine Ryan Gist, *U.S. Army*, pour "What's in a Number?", *This American Life*, WBEZ Chicago, 28 octobre 2005.

42. Bing West, *No True Glory: A Frontline Account of the Battle for Fallujah* (Pas vraiment la gloire : Un compte rendu en première ligne de la bataille de Falloujah), (New York: Bantam Books, 2005), 234.

43. *Ibid.*, 228.

44. AFDD 2-1.9, *Targeting*, 62.

45. White, *An Adaptive Insurgency*, 15.

46. L'ASOG dispose à tous les niveaux de la structure des corps de l'armée de terre d'éléments de contrôle aérien tactique consistant en officiers de liaison Air (*Air Liaison Officers* – ALO) et/ou de contrôleurs d'attaque terminale interarmées (*Joint Terminal Attack Controllers* – JTAC) du rang dont la spécialité est l'appui aérien rapproché (*Close Air Support* – CAS). La désignation d'objectif dynamique est utilisée à tort dans la contre-insurrection comme une forme de CAS à cause de la nature non linéaire du champ de bataille, exerçant ainsi une pression considérable sur les ALO et les JTAC pour qu'ils donnent en matière de choix des objectifs et des moyens de traitement, des conseils plus subtils que ce qu'exige normalement leur spécialité. Pour mieux comprendre les nouveaux rôles qu'on attend des ALO et des JTAC dans la contre-insurrection, voir Colonel Howard D. Belote, « Puissance aérienne contre-insurrectionnelle : Intégration air-sol pour la longue guerre », *Air and Space Power Journal en français* III, n° 4 (hiver 2007) : 13, <http://www.airpower.maxwell.af.mil/apjinternational/apj-f/2007/hiv07/belote.html>.

L'aube de l'ère cognétique

Mener la guerre idéologique en mettant la pensée en action et en lui donnant un impact

PAR LE LIEUTENANT COLONEL BRUCE K.
JOHNSON, USAF

Cet article introduit le terme *cognétique*, forgé par l'auteur à partir des mots-racines *cognitif* (relatif aux mécanismes de pensée) et *cinétique* (relatif au, causé par ou produisant le mouvement). Le terme n'a pas actuellement de signification unique universellement acceptée. Je me propose de l'employer en lui donnant un sens particulier afin de définir l'essence des médias dont l'action est aujourd'hui ultrarapide, sans contraintes ni interruption, dont la diffusion s'étend à l'échelle planétaire (l'Internet et la télévision transnationale), ainsi que leur effet sur l'opinion publique et le comportement des populations. Etre cognétique, c'est mettre la *pensée en mouvement* en lui donnant un *impact*. La pensée prend la forme de messages créés par des combinaisons particulières d'images, de sons et de mots. Mouvement se réfère au mouvement rapide et sans contraintes par des médias opérant à l'échelle planétaire de messages destinés à un public cible. L'impact représente l'effet sur l'opinion publique et le comportement des populations causé par les perceptions produites par le message. Les violentes réactions des populations du monde musulman à la publication de caricatures représentant Mahomet dans le journal danois *Jyllands-Posten* et aux remarques du pape Benoît XVI à propos de l'Islam sont une illustration parfaite du terme *cognétique* – la mise en mouvement de la pensée en lui donnant un impact planétaire.¹ A la différence des bombes et des balles – les armes conventionnelles efficaces de



l'ère industrielle – les images, les sons et les mots agissent comme les armes idéologiques efficaces de l'ère cognétique.

Cet article préconise l'adoption de la réflexion cognétique pour créer une méthode partagée systématique de conceptualisation, de communication et d'exécution d'une guerre idéologique contre l'Islam militant. Il le fait en appliquant les principes de la guerre de mou-

vement pour nous permettre de comprendre l'utilisation que notre ennemi fait des médias planétaires comme arme idéologique d'influence massive. Il encourage en outre l'emploi de la réflexion cognétique pour mener une analyse rigoureuse des risques par rapport au rendement en termes de politiques de sécurité dans l'après-11 septembre vis-à-vis de l'Islam militant dans le cadre d'un effort visant à créer une stratégie totale viable et efficace permettant de gagner la longue guerre. Cela exige de se faire le champion de politiques qui encouragent et maintiennent de façon constructive la détermination des Etats-Unis et de leurs alliés à se battre, à attirer les indécis dans notre camp et à vider l'Islam militant de son désir de poursuivre son combat.

Comprendre l'utilisation que l'Islam militant fait des médias planétaires comme arme opérationnelle d'influence massive demande une compréhension de la nature et de la dynamique de la guerre idéologique à l'ère cognétique. Cela nécessite la création d'une « lentille » permettant de percevoir la doctrine opérationnelle sous-jacente utilisée par les forces ennemies pour mener leur guerre idéologique. Les responsables de la politique de sécurité nationale se trouveront, en regardant au travers de cette lentille, dans une meilleure position pour formuler les politiques, les stratégies et les doctrines nécessaires pour promouvoir une stratégie totale à long terme pour le temps de guerre, dont l'objectif serait de raccourcir la guerre. Pour créer cette lentille, nous avons besoin de terminologies, de concepts et de principes partagés qui nous aideront à réfléchir différemment et à communiquer clairement à propos de la guerre idéologique.

Réfléchir différemment – Communiquer clairement

L'adoption de terminologies, de concepts et de principes partagés est cruciale pour le développement d'un potentiel nouveau de guerre idéologique si les forces armées et divers organismes gouvernementaux souhaitent éviter les perceptions erronées et le bagage négatif associés à la terminologie et à la pensée ancienne.

De nombreux termes et concepts datant de l'ère industrielle nous empêchent de réfléchir et de communiquer clairement à propos des nouvelles menaces auxquelles nous devons faire face à l'ère cognétique. Par exemple, la *propagande* ne s'adapte pas à l'environnement *décentralisé* de communication et d'information d'aujourd'hui parce que nous l'associons au *contrôle centralisé* et à la gestion de l'information et des communications qui reflétaient la concentration du pouvoir à l'ère industrielle. Avec l'apparition de l'Internet et de la globalisation, cette concentration du pouvoir entre les mains de quelques uns n'existe plus ; en fait, nombreux sont ceux qui y ont désormais accès. Cette mutation du pouvoir est la caractéristique qui définit l'ère cognétique. En outre, un bagage négatif considérable s'est attaché à la *propagande*, un mot constamment employé pour décrire pratiquement n'importe quelle activité liée aux efforts visant à influencer les perceptions en mal ou en bien. Ce fardeau intellectuel étouffe notre capacité à mener une guerre idéologique en ligotant nos facultés mentales et d'expression aux dogmes du passé. La cognétique, en offrant des termes et concepts perceptivement neutres, élimine la réaction instinctive à la propagande, ce qui libère nos facultés mentales et nous permet de réfléchir différemment ainsi que de communiquer plus clairement à propos du combat idéologique auquel nous devons faire face.

La cognétique est un nouveau concept de guerre idéologique, basé sur les principes de la guerre de mouvement. Appelée « guerre éclair de l'esprit », elle opère dans un milieu virtuel créé par les médias planétaires. Le temps et l'espace, qui entravent la manœuvre physique y sont pratiquement inexistantes. Le terme *effet cognétique* exprime la façon dont le contenu à connotations émotionnelles des messages transmis par les médias planétaires influence l'opinion publique et le comportement des populations. L'effet cognétique agit comme un multiplicateur de force qui permet aux acteurs non étatiques d'influencer l'opinion publique et le comportement des populations à l'échelle de la planète. Grâce à la cognétique, les Etats-Unis peuvent gagner la guerre idéologique en agissant pour promouvoir la vérité, en chassant les rumeurs, en corrigeant la désin-

formation et en combattant les opérations psychologiques de l'ennemi et l'influence de la perception. Pour l'Islam militant, l'effet cognétique exerce une influence disproportionnée quand il s'agit d'inciter les gens à agir. D'une façon très frappante, l'effet cognétique des caricatures de Mahomet publiées dans le *Jyllands-Posten* frappèrent le monde musulman comme un météore, provoquant des ondes de choc de colère et suscitant des manifestations violentes de Londres à Lahore.

La nature et la dynamique de l'ère cognétique

Ouvrir la fenêtre sur la compréhension de cette ère naissante exige une nouvelle interprétation de la guerre – mieux adaptée à l'environnement médiatique international permanent. Dans cet environnement, la nature et la dynamique de la guerre prennent des formes et des intensités différentes au fur et à mesure que les concepts conventionnels de munitions, de plateformes de largage et d'objectifs évoluent rapidement du physique au virtuel.

Guerre

La guerre à l'ère cognétique est de nature idéologique – ce qui va intrinsèquement à l'encontre de la guerre conventionnelle dans la mesure où « une idée ne peut être détruite par une balle ou une bombe ; elle doit être remplacée par une meilleure idée. »³ A un niveau plus profond, le système de croyances de l'Islam militant va à l'encontre de celui du monde civilisé. Un membre déclaré d'al-Qaida, commentant les attentats à la bombe qui frappèrent des trains à Madrid en 2004, résuma les systèmes qui s'opposent en disant « Nous choisissons la mort, vous choisissez la vie. »⁴ Compte tenu de cet état d'esprit, menacer les islamistes militants de mort ne les dissuadera pas dans la mesure où c'est justement ce qu'ils cherchent.

En outre, sous la lumière intense des projecteurs médiatiques de l'ère cognétique, une simple image fugitive peut neutraliser la puissance militaire conventionnelle. Les photos

de femmes et d'enfants morts, les « dommages collatéraux » de la guerre, ont une charge explosive supérieure à celle d'un B-52 – une charge mesurée non en tonnes d'explosifs mais en perception négative, ce qui se traduit par un effritement du soutien populaire des politiques et initiatives gouvernementales. Agissant comme un boulet, cet effritement affaiblit la capacité des gouvernements à mener une guerre à long terme sans payer un prix politique significatif. De même, tuer et mutiler involontairement des civils ne fait qu'inciter les indécis à rejoindre le combat, créant une escalade impossible à maîtriser qui épuise des ressources limitées et entrave la capacité des Etats-Unis et de leurs alliés à maintenir le niveau de l'effort nécessaire pour tuer et capturer les nouvelles recrues. Une opération qui se solde par la mort de cinq insurgés est contre-productive si des dommages collatéraux conduisent au recrutement de cinquante autres.⁵

La défaite des Etats-Unis au Viêt-Nam, ainsi que les difficultés politiques et militaires qui continuent à être rencontrées en Afghanistan et surtout en Irak, mettent en évidence les limites de la suprématie militaire conventionnelle durement acquise par l'Amérique. Cette suprématie n'a pas suffi pour obtenir un succès décisif contre des ennemis non étatiques qui mènent une guerre irrégulière prolongée. La suprématie conventionnelle de l'Amérique et son approche de la guerre – en particulier l'importance primordiale qu'elle attache à la puissance de feu et à la technologie – se révèle au contraire souvent contre-productives.⁶

Il s'ensuit que notre dépendance excessive vis-à-vis de la guerre conventionnelle – celle pour laquelle nous avons dépensé des centaines de milliards de dollars pour nous organiser, nous entraîner et nous équiper – ne peut produire les résultats décisifs que nous recherchons. En fait, cette dépendance excessive prolonge la guerre en continuant à alimenter le culte islamique de la mort en nouvelles recrues. Il est clair que la guerre conventionnelle à l'ère cognétique a perdu de son efficacité. L'intériorisation de cette dure réalité est l'étape la plus importante du changement de

la façon dont nous réfléchissons sur la guerre en cours et dont nous l'approchons.

Munitions et contenu

Les armes physiques de l'ère industrielle – l'avion, le char et le fusil – utilisent des munitions très diverses, y compris des bombes, des obus et des balles conçus spécialement pour créer des effets précis sur des objectifs particuliers. De même, les armes virtuelles de l'ère cognétique (l'Internet et la télévision transnationale) ont un contenu très varié (images, sons et mots) conçu spécialement pour créer des effets psychologiques et de comportement précis sur des publics particuliers. La cognétique offre une alternative nécessaire à la façon conventionnelle de penser la guerre ; elle fournit les moyens de s'attaquer efficacement à l'Islam militant sur le plan idéologique en employant des images, des sons et des mots – les munitions favorites dans cette ère nouvelle.

Plateformes d'acheminement : Les médias planétaires

De nombreux groupes terroristes ont les moyens médiatiques de propager leur idéologie et de lancer des attaques cognétiques contre leurs ennemis. Hezbollah fut la première organisation de son genre à établir sa propre station de télévision internationale, *Al-Manar*, pour s'en servir comme arme opérationnelle et partie intégrante de son plan visant à toucher non seulement la population du Liban mais également le reste des mondes arabe et musulman.⁷ *Al-Manar* emploie des méthodes sophistiquées pour influencer l'opinion publique et le comportement des populations, en visant tous les segments de la société palestinienne, à commencer par les enfants. Hezbollah cherche à mobiliser le peuple et à l'inciter à agir contre Israël et les États-Unis, en particulier en propageant des messages répétitifs de haine et de violence conçus pour persuader les jeunes et les personnes impressionnables de rejoindre le culte de la mort ou, au moins, pour provoquer la sympathie pour la cause de Hezbollah.

Les dirigeants d'*Al-Manar* affirment qu'ils s'efforcent de créer des vidéos musicales avec le niveau de professionnalisme qu'ils consta-

tent sur les réseaux de télévision américains, en particulier *Music Television* (MTV). Les vidéos tendent à se caractériser par des images violentes et un langage incendiaire conçus, de l'aveu même de la station, pour encourager les opérations suicides en incitant les téléspectateurs à la violence. Ayat al-Akhras, une jeune Palestinienne, regardait, paraît-il, constamment *Al-Manar* avant de se faire exploser devant un supermarché de Jérusalem en mars 2002, tuant deux Israéliens et en blessant 28 – un exemple effrayant de pensée mise en mouvement par la cognétique avec un impact meurtrier.⁸

Comme Hezbollah, al-Qaida utilise une société de relations publiques et de publicité connue sous le nom d'*As-Sahab* pour promouvoir son programme stratégique à long terme. Oussama ben Laden utilise *As-Sahab* pour s'adresser aux gouvernements et citoyens européens ainsi qu'aux États-Unis directement dans le cadre d'un effort visant à décourager le soutien de leurs politiques étrangères dans le monde islamique. En l'absence d'attaques à grande échelle, *As-Sahab* est devenue le seul moyen dont dispose al-Qaida pour produire un impact stratégique sur le monde en dehors de la région frontalière afghano-pakistanaise.⁹ *Al-Manar* et *As-Sahab* sont des exemples de la multitude d'organisations militantes qui utilisent les médias planétaires pour promouvoir leurs objectifs stratégiques. L'absence d'une capacité de défense des États-Unis contre les attaques cognétiques signifie que ces organisations ne rencontrent pas d'opposition lorsqu'elles influencent l'opinion publique et le comportement des populations avec leurs messages de haine et d'incitation à la violence.

Objectif : L'opinion publique

Abraham Lincoln fit un jour observer que « notre gouvernement repose sur l'opinion publique. Quiconque peut faire évoluer l'opinion publique peut pratiquement faire changer le gouvernement tout autant. »¹⁰ Son message va au cœur d'un enseignement important de la guerre, à savoir que ceux qui maîtrisent le plus efficacement le mode de communication qui influence l'opinion publique peuvent déterminer l'issue des guerres. De nombreux

exemples choisis dans notre propre brève histoire peuvent être cités à l'appui de cette assertion.

Pendant le Blitz de Londres lors de la seconde guerre mondiale, ce fut en fait l'envoyé spécial de CBS Edward R. Murrow qui créa au sein de la population américaine un mouvement de soutien à une politique d'aide à la Grande-Bretagne en faisant entrer la guerre et les récits de l'héroïsme britannique dans les salles de séjour de l'Amérique : « Il n'était qu'un journaliste mais il réalisa qu'il pouvait utiliser le nouveau mode de diffusion qu'offrait la radio pour galvaniser l'opinion publique et faire pression sur les responsables politiques américains. »¹¹ Un analyste fit remarquer que « l'offensive du Têt de février 1968 eut un impact énorme sur l'opinion publique américaine et conduisit à une évolution considérable du soutien des Américains à la guerre [du Viêt-Nam]. »¹² Le leader nord-vietnamien Ho Chi Minh, saisissant la chance que lui offrait la large diffusion des reportages télévisés, arracha la victoire psychologique à un adversaire victorieux militairement. Sa victoire telle qu'elle fut perçue sapa d'une façon décisive le soutien du peuple américain à la poursuite de la guerre, ce qui finit par conduire au retrait des forces américaines en 1973 et à l'écroulement du Sud Viêt-Nam en 1975.

L'observation de la situation actuelle dans le contexte de ces exemples passés met en évidence l'emploi des médias planétaires – le moyen de communication les plus efficace disponible – par les adhérents de l'Islam militant comme arme stratégique d'influence massive. Ils utilisent ces armes pour attaquer le courage, le moral et le système de valeurs de l'Amérique – notre centre de gravité psychologique – dans le but d'influencer l'opinion publique et le comportement de la population. L'ennemi s'efforce d'y arriver au moyen d'opérations tactiques de terreur et d'intimidation amplifiées par les médias visant à nous forcer à nous plier à sa volonté en abandonnant nos intérêts stratégiques vitaux au Moyen-Orient.

L'ironie c'est que les médias traditionnels deviennent complices dans la diffusion des messages de terreur et de haine de l'Islam militant en les retransmettant de façon répétée à

l'intention des téléspectateurs occidentaux. Le nombre de canaux médiatiques traditionnels amplifie massivement et disperse la terreur, facilitant ainsi directement l'assaut mené contre le centre de gravité psychologique de l'Amérique. Qui plus est, certaines actions du gouvernement américain perçues comme contraire à la culture et aux valeurs du pays offrent à l'Islam militant des chances d'exploiter la dimension morale de la guerre à son avantage. Les sujets épineux tels que les abus commis à la prison de Abu Ghraib, la détention pour une période indéterminée et les rumeurs de torture à Guantánamo, les prisons secrètes de la CIA et l'apparence de favoritisme à l'égard d'Israël, entre autres, contribuent à un climat extrêmement négatif et tendu, rendant les Etats-Unis vulnérables à des attaques cognétiques de plus en plus violentes.

Création de la lentille cognétique

Tout au long de l'histoire militaire, deux styles de guerre distincts ont existé : attrition, basée sur la puissance de feu, et mouvement.¹³ Ces styles de combat résident aux limites opposées du spectre de la guerre. Parmi les exemples de guerre d'attrition, on peut citer la guerre de sécession américaine et la première guerre mondiale, alors que la victoire d'Hannibal sur les Romains à Cannes et les invasions éclairs de la Pologne et de la France par l'Allemagne pendant la deuxième guerre mondiale sont le type même de la guerre de mouvement.¹⁴

La guerre de mouvement dérive d'un désir de contourner un problème en s'y attaquant depuis une position d'avantage plutôt que de face. Son objectif étant de concentrer la force sur un point faible, la guerre de mouvement s'appuie par définition sur la vitesse et la surprise sans lesquelles cet objectif ne peut être atteint. Le rythme, qui est lui-même une arme – souvent la plus importante – exige à son tour un commandement décentralisé. Alors que l'attrition opère principalement dans le domaine physique de la guerre, le mouvement produit des résultats aussi bien physiques que moraux. La guerre de mouvement ne recherche pas tant la destruction physique de l'ennemi que celle de sa cohésion,

de son organisation, de son commandement et de son équilibre psychologique.¹⁵

La guerre de mouvement met l'accent sur l'élément humain (moral-psychologique) – le vrai centre de gravité de tout type de guerre – ce qui en fait une base excellente pour la cognétique. Lorsqu'on les examine de près, les principes de la guerre de mouvement s'appliquent en grande partie à la façon dont l'Islam militant emploie les médias planétaires pour mener des attaques cognétiques visant l'opinion publique. S'inspirant de ces similarités, les cinq principes suivants aident à créer la lentille qui permet de voir comment l'Islam militant emploie les médias planétaires comme arme idéologique.

Principe n° 1 : Vitesse et surprise pour concentrer la force sur un point faible

Lors des premières phases de la deuxième guerre mondiale, l'Allemagne lança des invasions par surprise de la Pologne, de la Norvège, du Danemark, de la Belgique, des Pays-Bas et de la France. Les Allemands contournèrent les points où l'ennemi était le plus fort – tels que la ligne Maginot – et, utilisant des chars et des avions communiquant par radio, transpercèrent les points faibles de l'ennemi. Ils suivirent la voie de moindre résistance, s'enfoncèrent profondément dans les arrières de l'ennemi, coupèrent les lignes de communication, interrompirent les mouvements et paralysèrent les systèmes de commandement et contrôle. Les forces allemandes se déplaçaient à une telle vitesse que l'ennemi ne pouvait simplement pas comprendre ce qui lui arrivait et finit par craquer.¹⁶

Incapable d'attaquer les Etats-Unis directement depuis le 11 septembre, al-Qaida utilise les médias planétaires pour contourner les points forts de notre défense du territoire, suivre la voie de moindre résistance grâce à notre société ouverte et attaque notre centre de gravité psychologique. Pour la raison que nous ne censurons pas l'Internet ni la télévision transnationale, les images de la mort et de la destruction résultant des attaques terroristes se répandent à la vitesse de l'éclair (comme les chars et les avions allemands) dans les plaines des médias planétaires direc-

tement jusque sur nos écrans de télévision et nos moniteurs, pour mener une guerre-éclair mentale dont l'impact ne se mesure pas en termes d'explosifs mais de perception.

Principe n° 2 : Rythme

La mise en œuvre décisive de la guerre de mouvement exige d'opérer à un rythme plus soutenu en gardant une ou deux longueurs d'avance sur l'ennemi – plus précisément en agissant à l'intérieur de l'échelle de temps de l'ennemi, en créant un environnement changeant rapidement grâce à des actions vivement menées qui visent à désorienter l'ennemi en semant l'incertitude ou l'ambiguïté dans son esprit. Un rythme suffisamment soutenu freine la capacité d'adaptation de l'adversaire et crée une confusion, qui à son tour conduit l'ennemi à réagir trop ou pas assez vigoureusement. C'est celui qui peut s'adapter au changement le plus rapide qui survit.¹⁷

Les membres de l'Islam militant peuvent aisément garder deux longueurs d'avance en utilisant la vitesse des médias planétaires pour lancer des attaques cognétiques. Ils le font sans entraves et avec une grande vitesse, ce qui leur permet de se répandre en invectives contre leurs ennemis dans le monde entier avec un effet psychologique pratiquement instantané. N'étant pas gênés par la taille et le poids qui caractérisent le matériel militaire conventionnel ni par la paresse endémique propre à la bureaucratie administrative, ils établissent leur propre rythme tactique et opérationnel et compressent le temps en créant un environnement qui change rapidement. Inversement, en termes de stratégie, l'Islam militant utilise une échelle de temps plus longue. De son propre aveu, al-Qaida emploie une stratégie d'épuisement, obligeant les Etats-Unis à consacrer des ressources et des efforts à une lutte qui se déroule sans limite de durée à l'extérieur de notre échelle de temps.

Principe n° 3 : Décentralisation du commandement

Déchaîner la puissance de la guerre de mouvement exige la décentralisation du système de commandement et contrôle en plusieurs éléments agissant indépendamment et focali-

sés sur le même objectif. Pour que cette décentralisation réussisse, les commandants subordonnés doivent prendre des décisions de leur propre initiative, en se basant sur leur interprétation des intentions de leur supérieur au lieu de transmettre des informations en remontant la voie hiérarchique et d'attendre qu'une décision soit prise. En outre, un commandant subordonné compétent présent au point de décision sera mieux placé pour évaluer la situation telle qu'elle est qu'un supérieur qui en est plus ou moins éloigné. L'initiative et la responsabilité individuelle sont d'une importance primordiale.¹⁸ De même, les groupes islamiques militants utilisent la nature décentralisée de l'Internet pour lancer des attaques cognétiques simultanément sur de nombreux fronts. D'une manière générale, ces groupes partagent le même objectif – renverser l'ordre des choses existant et le remplacer par un autre de leur choix.

Principe n° 4 : Fingerspitzengefühl

Quelqu'un qui possède la qualité de *Fingerspitzengefühl*, mot à mot « instinct au bout des doigts », possède une telle compétence qu'il ou elle peut prendre des décisions sans hésiter, en se basant sur son intuition à tous les niveaux – du particulier au général. En plus d'une compétence en termes d'armement à l'échelon individuel, la « compétence intuitive » s'applique à l'échelon du commandement, où elle se réfère en général à l'« intuition » que les grands commandants ont pour le déroulement du combat et, en particulier, à leur capacité en apparence étonnante à détecter et exploiter les ouvertures qui s'offrent à eux quand elles se présentent. Cette compétence s'acquiert après des années de pratique à des niveaux de complexité toujours croissants.¹⁹

Principe n° 5 : Schwerpunkt

Carl von Clausewitz introduisit le terme *Schwerpunkt*, parfois traduit librement « centre de gravité », dans son ouvrage classique « *De la guerre* ». ²⁰ La signification du mot évolua quelque peu au fil des ans jusqu'à la deuxième guerre mondiale, lorsque le général allemand

Heinz Guderian l'utilisa pour orchestrer une forme nouvelle de guerre décentralisée appelée guerre-éclair. Pour Guderian, le *Schwerpunkt* représentait un concept unificateur qui permettait tout à la fois de formuler rapidement l'objectif et le sens de l'effort et d'harmoniser les activités de soutien et les opérations de combat, autorisant ainsi une vraie décentralisation du commandement tactique dans le cadre d'une orientation stratégique centralisée – sans affecter la cohésion de l'effort général.²¹

En termes de cognétique, une application réussie de ces principes exige d'abord de connaître le *Schwerpunkt* pour rassembler les éléments d'un groupe décentralisé afin qu'ils fassent cause commune. Une fois que chaque élément indépendant du groupe a compris l'objectif de l'effort, il est libre d'agir en fonction de l'intuition (*Fingerspitzengefühl*) du commandant sur place quant à la situation. Cela aide l'ensemble de l'opération à atteindre une harmonie d'action qui permet aux commandants sur place de prendre l'initiative, de contrôler le rythme et de maximiser la vitesse et la surprise afin de concentrer la force sur les points faibles lorsque l'occasion s'en présente. Dans l'environnement médiatique impitoyable d'aujourd'hui, l'emploi de ces principes permettra aux responsables de la politique de sécurité nationale de visualiser puis de comprendre les contours et la dynamique de l'ère cognétique. Une fois qu'ils auront compris, ils se trouveront dans une meilleure position pour atténuer les effets cognétiques et employer la pensée cognétique pour mener la guerre idéologique.

Regarder au travers de la lentille

La traduction par Samuel B. Griffith de *L'art de la guerre* offre un aperçu de la façon dont Sun Tzu cherchait à vaincre sans combattre, qui rappelle étrangement celle dont l'Islam militant et d'autres adversaires des Etats-Unis emploient la cognétique pour diviser et conquérir l'Amérique et ses alliés. D'après Griffith, « Le maître de la conquête contrecarrait les plans de son ennemi et brisait ses

alliances. Il créait des *clivages* entre souverain et ministre, supérieurs et inférieurs, commandants et subordonnés. Ses espions et agents étaient partout actifs, recueillant des informations, semant la discorde et entretenant la subversion. L'ennemi était *isolé et démoralisé* ; sa *volonté de résister brisée*. C'est ainsi que *sans combat, son armé fut vaincue, ... son régime renversé* » (c'est moi qui insiste).²²

L'examen d'un échantillon d'attaques terroristes significatives menées depuis le 11 septembre effectué au travers de la lentille cognitive permet de voir clairement que l'Islam militant poursuit une stratégie cohésive et globale semblable à celle de Sun Tzu. Cette stratégie s'appuie sur l'amplification médiatique de la violence et des menaces de violence pour diviser et conquérir la « coalition des pays disposés à agir » et créer des *clivages* entre le gouvernement et le peuple américains. Les exemples suivants illustrent les principes de cognitive utilisés pour exécuter la stratégie de victoire sans combat de Sun Tzu.

Contrecarrer les plans

L'information quotidienne est pleine de reportages négatifs sur l'Irak et l'Afghanistan, ce qui crée une forte impression portant à croire que les plans américains de démocratisation du Moyen-Orient sont contrecarrés. Il est incontestable que l'Irak et l'Afghanistan restent au centre de la guerre contre le terrorisme ; le président George W. Bush l'a déclaré à de nombreuses reprises. Al-Qaida et ses groupes apparentés le comprennent très bien et font tout leur possible pour confondre les plans américains. Permettre à la démocratie de prendre racine signifierait un coup majeur porté sur le plan stratégique à nos adversaires. Inversement, l'échec d'une démocratisation de l'Irak et de l'Afghanistan contrecarrerait les desseins américains qui visent à promouvoir la démocratie comme l'antidote contre l'idéologie de l'Islam militant.

Briser les alliances

Le 11 mars 2004 et de nouveau le 7 juillet 2005, des groupes terroristes vaguement apparentés inspirés par le *Schwerpunkt* d'al-Qaida

visant à ressusciter le califat islamique menèrent des attaques surprises à grande échelle et bien coordonnées qui frappèrent le cœur de Madrid et de Londres, tuant des centaines et blessant des milliers de civils. Ces attaques galvanisèrent la population de chaque pays, une attitude renforcée par une couverture médiatique omniprésente en temps réel. Les images répétées de victimes et de destruction amplifièrent l'effet psychologique de chaque attaque. Dans les deux cas, le moment fut choisi pour maximiser l'impact.

En termes de *Fingerspitzengefühl*, al-Qaida retira le plus grand profit des attaques terroristes menées à la bombe contre des trains à Madrid immédiatement avant les élections espagnoles en réussissant à concentrer le poids de l'impression ressentie par les électeurs espagnols contre le parti pro-américain au pouvoir de José Maria Aznar pour leur faire élire le socialiste antiguerre José Zapatero. Peu de temps après les élections, l'Espagne retira ses troupes d'Irak. Pour ce qui est des Britanniques, l'opposition largement répandue à la guerre s'accrut encore à la suite des attaques de 2005. Un an après les attaques à la bombe à Londres, l'édition en ligne du *Daily Telegraph* rapporta que 80 % des personnes interrogées pensaient que l'Angleterre devrait se séparer des Etats-Unis et mener sa propre politique de guerre contre le terrorisme.²³ Ces exemples mettent tous les deux en évidence l'utilisation de la cognitive par l'Islam militant pour poursuivre ses objectifs stratégiques en s'attaquant directement aux populations et en amplifiant l'effet psychologique de vulnérabilité par l'intermédiaire des médias dans une atmosphère déjà tendue pour saper la politique étrangère américaine.

Causer des clivages

En termes de création de divisions au sein de l'électorat et du gouvernement américain, un coup d'œil rapide aux grands titres depuis le 11 septembre confirme l'observation par Griffith des méthodes de Sun Tzu. Les événements ont pris une tournure significative dans les années qui ont suivi le 11 septembre. Initialement, la popularité du président Bush dépassa

80 %, s'accompagnant d'un soutien bipartite solide pour une riposte agressive aux attaques terroristes. Si nous faisons une avance rapide jusqu'à novembre 2006, nous voyons un électoral profondément divisé faisant tomber cette popularité à moins de 40 %, avec pour résultat un mouvement tectonique transférant le contrôle aussi bien de la Chambre que du Sénat des Républicains aux Démocrates.²⁴

Conclusion

De par sa nature même, toute forme de guerre s'apparente à la compétition. La victoire exige l'identification et l'emploi des moyens les plus efficaces permettant d'acquérir un avantage sur l'adversaire. À l'ère cognétique, le pouvoir qu'ont les médias planétaires d'influencer d'innombrables personnes dans le monde entier confère à l'Islam militant un avantage sur l'Occident dans la guerre idéologique.

Continuer à mener une guerre idéologique en position de faiblesse en insistant sur des solutions militaires conventionnelles ne fera que prolonger ce conflit. Contrebalancer la prémisses de la longue guerre exige par conséquent une évolution décisive de la réflexion afin de réorienter notre stratégie totale en vigueur pour l'éloigner de la focalisation sur l'utilisation privilégiée de la force militaire conventionnelle au profit d'une concentration sur la conduite d'une guerre idéologique. Cela ne signifie pas l'abandon de la solution consistant à frapper durement avec le « bâton » que représente la force militaire. Nous continuerons à en avoir besoin jusqu'à un certain point pour obtenir un effet coercitif mais elle ne permettra pas de gagner la guerre. Si nous voulons la gagner, nous devons neutraliser l'avantage dont jouit l'Islam militant dans les médias planétaires.

Pour cela, nous devons renouveler notre pensée. La cognétique nous offre aussi bien le système de réflexion dans le cadre de la guerre idéologique qu'un moyen de la conceptualiser. Basée sur la doctrine bien connue de la guerre de mouvement, la cognétique se prête au monde en voie de décentralisation. Les secteurs du commerce, des finances, de l'in-

dustrie et des services, pour n'en nommer que quelques uns, connaissent actuellement des changements massifs dus à la décentralisation de l'information et à la pression poussant à rivaliser dans un environnement dynamique.

Après plus de six ans de guerre, le temps est venu pour le gouvernement américain de profiter de la décentralisation en employant les médias planétaires pour mener la guerre idéologique. Pour ce faire, il doit adopter la terminologie, les concepts et les principes nouveaux de la cognétique. Ce qui est plus important, nos dirigeants doivent abandonner les vestiges de l'ère industrielle – un état d'esprit de centralisation, ainsi que les terminologies et concepts démodés qui l'accompagnent, et embrasser une nouvelle façon de penser mieux adaptée à la conduite de la guerre idéologique à l'ère cognétique en mettant la *pensée en mouvement* en lui donnant un *impact*.

Recommandations

Nous devons adopter une pensée cognétique pour créer une méthode systématique partagée de conceptualisation, de communication et de conduite de la guerre idéologique contre l'Islam militant. Les principaux documents définissant la stratégie américaine reconnaissent tous que, pour l'emporter sur cet adversaire particulier, il est indispensable de gagner la guerre des idées. La cognétique offre la terminologie, les concepts, les principes et le système nécessaires pour harmoniser l'action de diverses instances gouvernementales afin d'en faire un tout cohérent et cohésif, permettant ainsi au gouvernement de monter un assaut idéologique bien coordonné et efficace contre l'Islam militant.

Nous devons en outre réorienter la stratégie totale américaine pour créer une stratégie viable et efficace nécessaire pour gagner la longue guerre en effectuant une analyse rigoureuse des risques par rapport au rendement appliquant la pensée cognétique aux politiques de sécurité de l'après 11 septembre. Nous devons poser des questions difficiles pour déterminer si nos politiques favorisent ou entravent notre capacité à conserver le

soutien vital du peuple américain et de nos alliés pour mener une longue guerre. Nos dirigeants déclarent sans équivoque que nous sommes engagés dans une telle guerre, qui pourrait durer une génération, voire plus longtemps. Notre stratégie totale doit refléter cette hypothèse fondamentale. Nos objectifs

politiques doivent par conséquent renforcer notre résolution de continuer la lutte, d'attirer les indécis dans notre camp et d'épuiser la résolution des militants de poursuivre la lutte. Si nos politiques appuient les objectifs, nous devrions les maintenir ; si elles ne le font pas, nous devons en changer. □

Notes

1. La controverse entourant le *Jyllands-Posten* commença après la publication dans ce journal danois le 30 septembre 2005 de 12 caricatures éditoriales, dont la plupart représentaient le prophète Mahomet. *Wikipedia: The Free Encyclopedia*, s.v. "Jyllands-Posten Muhammad Cartoons Controversy" (La controverse entourant les caricatures de Mahomet publiées dans le *Jyllands Posten*), http://en.wikipedia.org/wiki/Mohammed_cartoons. Celle entourant le pape Benoît XVI résulta d'une conférence qu'il donna le 12 septembre 2006 à l'université de Regensburg, en Allemagne. Cette conférence fit l'objet de nombreuses condamnations et louanges de la part d'autorités politiques et religieuses. *Wikipedia: The Free Encyclopedia*, s.v., "Pope Benedict XVI Islam Controversy" (La controverse entourant le pape Benoît XVI et l'Islam), http://en.wikipedia.org/wiki/Pope_regensburg_speech.

2. La stratégie de sécurité nationale exprimée en 2006 déclare que « A long terme, si nous voulons l'emporter sur le terrorisme, nous devons gagner la guerre des idées. » *The National Security Strategy of the United States of America* (La stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique), (Washington, DC : la Maison Blanche, mars 2006), <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss/2006/nss2006.pdf>. Voir également *National Strategy for Combating Terrorism* (La stratégie nationale de lutte contre le terrorisme), (Washington, DC : Services exécutifs de la Présidence, septembre 2006), http://hosted.ap.org/specials/interactives/wdc/documents/wh_terror060905.pdf ; *Quadrennial Defense Review Report* (Rapport quadriennal de la défense), (Washington, DC : Secrétariat de la défense, 6 février 2006), <http://www.defenselink.mil/pubs/pdfs/QDR20060203.pdf>.

3. Perspective suggérée par le colonel Gary L. Crone, chef de la division de stratégie du cadre de réserve de l'U.S.A.F., Pentagone, Washington, DC.

4. Steven Stalinsky, "Dealing in Death : The West Is Weak Because It Respects Life? Too Bad" (Faire le métier de la mort : L'Occident est faible parce qu'il respecte la vie ? Tant pis), *National Review Online*, 24 mai 2004, <http://www.nationalreview.com/comment/stalinsky200405240846.asp>. A Madrid, le jeudi 11 mars 2004 au matin, 10 explosions se produisirent à bord de quatre trains de banlieue en pleine heure d'affluence, tuant 200 personnes et en blessant beaucoup d'autres. *Wikipedia: The Free Encyclopedia*, s.v. "2004 Madrid Train Bombings" (Les attentats à la bombe de 2004 contre des

trains à Madrid), http://en.wikipedia.org/wiki/Madrid_Train_Bombing#Description_of_the_Bombings.

5. *Field Manual* (Manuel de service en campagne) 3-24 / Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, *Counterinsurgency* (Contre-insurrection), décembre 2006, 1-25, <http://www.fas.org/irp/doddir/army/fm3-24.pdf>.

6. Jeffrey Record, *The American Way of War: Cultural Barriers to Successful Counterinsurgency* (La guerre à l'américaine : Les obstacles culturels au succès de la contre-insurrection), *Policy Analysis* (Analyse de politique) n° 577 (Washington, DC: CATO Institute, 1er septembre 2006), 1, <http://www.cato.org/pubs/pas/pa577.pdf>.

7. Avi Jorisch, *Beacon of Hatred: Inside Hizballah's al-Manar Television* (Le flambeau de la haine : La chaîne de télévision *al-Manar* de Hezbollah vue de l'intérieur), (Washington, DC: Washington Institute for Near East Policy, 2004), xiii, xiv.

8. *Ibid.*, xv-xvi.

9. "As-Sahab: Al Qaeda's Nebulous Media Branch" (*As-Sahab* : La filiale médiatique nébuleuse d'al-Qaïda), Stratfor Crisis Center, 8 septembre 2006, <https://www.stratfor.com/offers/alerts/index.php?ref=FOX&camp=stratforalert&>.

10. Douglas L. Wilson, *Lincoln's Sword: The Presidency and the Power of Words* (Le glaive de Lincoln : La Présidence et le pouvoir de la parole), (New York: Alfred A. Knopf, 2006), 145.

11. Philip Seib, *Broadcasts from the Blitz: How Edward R. Murrow Helped Lead America into War* (Reportages du Blitz : La contribution d'Edward R. Murrow à l'entrée en guerre de l'Amérique), (Washington, DC: Potomac Books, 2006), ix.

12. John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam* (Apprendre à manger sa soupe avec un couteau : Les enseignements de contre-insurrection tirés de la Malaisie occidentale et du Viêt-Nam), (Chicago: University of Chicago Press, 2005), 167.

13. Etat-major du Corps des marines, *Warfighting: The U.S. Marine Corps Book of Strategy* (La conduite de la guerre : Le livre de stratégie du Corps des marines), (New York: Doubleday, 1994), 35.

14. L'armée carthaginoise de Hannibal anéantit une armée romaine supérieure en nombre. Bien que cette bataille n'ait pas réussi à donner la victoire finale à Car-

thage dans cette guerre, elle est considérée aujourd'hui comme l'un des plus grands exploits tactiques de l'histoire militaire. *Wikipedia: The Free Encyclopedia*, s.v. "Battle of Cannae" (La bataille de Cannae), http://en.wikipedia.org/wiki/Battle_of_Cannae. Kenneth Macksey, *Guderian: Panzer General* (Guderian : Général des blindés), éd. rév. (Mechanicsburg, Pennsylvanie: Stackpole Books, 2003), 80–96, 97–126.

15. *Ibid.*, 36–37.

16. *Ibid.*, 333.

17. Robert Coram, *Boyd: The Fighter Pilot Who Changed the Art of War* (Boyd : Le pilote de chasse qui transforma l'art de la guerre), (Boston: Little, Brown and Company, 2002), 328.

18. US Marine Corps Staff, *Warfighting*, 78–79.

19. Chester W. Richards, *A Swift, Elusive Sword: What If Sun Tzu and John Boyd Did a National Defense Review?* (Un glaive vif qui se dérobe : Qu'arriverait-il si Sun Tzu et John Boyd passaient en revue la défense nationale ?), (Washington, DC: Center for Defense Information, mai 2001), 27, http://www.cdi.org/mrp/swift_elusive_sword.rtf.

20. Voir *Vom Kriege* (De la guerre), (Berlin: Dümmlers Verlag, 1932), <http://www.clausewitz.com/CWZHOME/VomKriege/VKTOC2.htm>. La version anglaise traduit *Schwerpunkt* avec un certain nombre de variations subtiles allant de *center of gravity* (centre de gravité) et *center of attraction* (centre d'attraction) à *center of effort* (point d'application de l'effort).

21. John R. Boyd, "Patterns of Conflict [December 1986]" (Styles de conflit [décembre 1986]), diapositive 78, *Defense and the National Interest* (La défense et l'intérêt national), janvier 2007, <http://www.d-n-i.net/boyd/patterns.ppt>.

22. Sun Tzu, *The Art of War* (L'art de la guerre), traduit par Samuel B. Griffith (Oxford: Clarendon Press, 1963), 39.

23. Toby Helm et Philip Johnston, "Ditch US in Terror War, Say 80pc of Britons" (Laissons tomber les Etats-Unis dans la guerre contre le terrorisme, déclarent 80 % de Britanniques), *Telegraph.co.uk*, 17 août 2006, <http://www.telegraph.co.uk/news/main.jhtml?xml=/news/2006/08/17/nteror17.xml>.

24. "President Bush: Job Ratings" (Le président Bush : Cote de popularité), *PollingReport.com*, <http://www.pollingreport.com/BushJob1.htm>.



**AIR & SPACE
POWER JOURNAL**

**Abonnement gratuit aux
éditions électroniques**

de *Air and Space Power Journal*
en anglais, arabe, chinois, français, espagnol et portugais à
<http://www.af.mil/subscribe>.

Vous serez informés trimestriellement
de la mise en ligne de ces revues
avec des liens à tous les articles.

Défense maritime du territoire national

Un rôle pour la puissance aérienne basée à terre ?

PAR LE LIEUTENANT COLONEL ALEXUS G. GRYNKEWICH, USAF*



En juillet 1921, huit des bombardiers Martin de l'U.S.A.F., participant à une série de tests interarmes menés par l'armée de terre et la marine américaines coulèrent le cuirassé allemand capturé *Ostfriesland*.¹ Peu de temps après, le général de brigade William "Billy" Mitchell, chef adjoint de *Army Air Service*, déclara que « le problème de la destruction de navires par des forces [aériennes] a été résolu et ne se pose plus. »²

Cette affirmation se révéla toutefois prématurée : l'attaque aérienne de navires reste complexe. Les exigences séquentielles de localisation du navire visé, d'identification de celui-ci comme navire ennemi hostile et de sa neutralisation continuent à poser des problèmes tactiques et techniques considérables. Les difficultés deviennent particulièrement marquées quand on doit faire face à une menace asymétrique. L'examen de chacune de ces phases

*Plusieurs personnes ont aimablement relu cet article. L'auteur souhaite remercier les commandants Chris Reifel, Braxton Rehm, John Devane et Bob Seifert pour leurs commentaires sur une version antérieure. Merci également au docteur Craig Hooper du Monterey Institute for International Studies pour ses suggestions et ses conseils, ainsi qu'à trois experts qui ont souhaité rester anonymes pour leurs conseils. Toute la force des arguments présentés dans cet article est due aux perspectives qu'ils ont ouvertes ; la responsabilité de toute faiblesse incombe au seul auteur.

peut néanmoins permettre d'identifier des zones dans lesquelles la souplesse intrinsèque de la puissance aérienne basée à terre pourrait améliorer les défenses maritimes américaines. En même temps, il met en lumière plusieurs problèmes de commandement et contrôle (C2) que le gouvernement doit résoudre s'il décide d'utiliser la puissance aérienne basée à terre dans un rôle de défense maritime. Avant de traiter de ces problèmes, toutefois, cet article examine brièvement l'environnement contemporain de défense maritime.

L'environnement contemporain de défense maritime

Le conflit dans lequel les Etats-Unis se trouvent aujourd'hui impliqués diffère de manière significative des guerres du passé. Lors des conflits précédents, les forces conventionnelles livraient une guerre essentiellement symétrique. Par contraste, la stratégie nationale de combat contre le terrorisme (*National Strategy for Combating Terrorism*) de 2003 nota à juste titre que l'ennemi d'aujourd'hui « est une structure en réseau transnationale flexible, rendue possible par la technologie moderne et caractérisée par une interconnectivité lâche au sein des groupes et entre ceux-ci. »³ Les attaques du 11 septembre 2001 démontrèrent la puissance potentielle de cette nouvelle méthode de guerre. Ce jour-là, « des terroristes transnationaux, organisés en nœuds de réseau largement dispersés, ... essaim[èrent] rapidement, au signal, puis pass[èrent] à l'attaque simultanément. »⁴

Bien que les terroristes aient utilisé des avions pour attaquer le 9 septembre, ils auraient pu aisément adapter ce mode extrêmement efficace au domaine maritime en utilisant des navires de commerce pour acheminer clandestinement des armes de destruction massive et en faisant exploser leur cargaison une fois dans un port. S'ils n'ont pas de telles armes à leur disposition, des terroristes pourraient prendre le contrôle d'un cargo océanique et utiliser sa cargaison, voire le navire lui-même, comme une arme.⁵ L'explosion dans un port d'un méthanier de fort tonnage transportant du gaz

naturel liquéfié pourrait détruire une grande ville américaine.⁶ Dans le cadre d'une attaque moins spectaculaire, des assaillants pourraient utiliser n'importe quel grand navire « comme une arme de choc pour détruire un pont ou une raffinerie implantée en bord de mer. »⁷

Al-Qaeda apprécie à leur juste valeur les modes d'attaque potentiels à partir du domaine maritime. Le groupe aurait à sa disposition des cargos dont le nombre pourrait aller jusqu'à 23 et l'un de ceux-ci pourrait avoir livré en Arabie Saoudite en 1995 des explosifs destinés à un attentat à la voiture piégée.⁸ Un autre pourrait avoir transporté des matériaux destinés à la confection des bombes utilisées lors des attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998.⁹ Plus près de chez nous, Richard Clarke, ancien directeur du contre-terrorisme à la Maison Blanche, affirma que des terroristes apparentés à al-Qaeda s'étaient « infiltrés dans Boston en arrivant dans des méthaniers en provenance d'Algérie. »¹⁰ D'autres signalent que des pirates apparentés à des organisations terroristes ont pris des navires à l'abordage et se sont entraînés à les manœuvrer « à différentes vitesses pendant plusieurs heures. »¹¹

Dans le même temps qu'ils se défendent contre ce nouveau genre d'ennemi, les Etats-Unis doivent également s'adapter à un environnement opérationnel changeant. Les guerres du passé impliquaient des zones de combat bien définies. Dans le conflit qui nous oppose aujourd'hui au terrorisme, toutefois, les zones de combat défient toute tentative de délimitation géographique. En conséquence, les activités de défense maritime doivent respecter le droit international applicable en temps de paix. Le droit de la mer, qui est basé sur divers traités et normes internationaux, y compris quatre conventions de 1958 comptant les Etats-Unis parmi leurs signataires et dont l'objet est de faciliter et d'encourager le commerce international, un objectif que partagent les Etats-Unis.¹² La stratégie de sécurité nationale (*National Security Strategy*) et la stratégie nationale de sécurité maritime (*National Strategy for Maritime Security*) reconnaissent toutes deux que la « sûreté et la sécurité économique des Etats-Unis dépendent de l'utilisation sans danger des océans du monde. »¹³

Dans un tel contexte, la doctrine américaine traditionnelle qui prévoit l'application d'une force écrasante ne s'applique pas toujours. En deux mots, faire sauter des navires qui semblent menacer le territoire national est incompatible avec l'intention de faciliter le commerce international.

En 2003, approximativement 6000 navires firent escale à peu près 60 000 fois dans des ports américains.¹⁴ Les Etats-Unis doivent maintenir ce niveau de commerce international tout en protégeant leurs 158 000 km de côtes ; 8,5 millions de km² d'eaux territoriales ; 1000 chenaux portuaires et 300 ports environ.¹⁵ Dans l'environnement opérationnel contemporain, la localisation, l'identification et la neutralisation de l'ennemi exigent des compétences très différentes de celles formées à l'occasion des conflits conventionnels. En dépit de certains progrès, les Etats-Unis continuent à être confrontés à plusieurs lacunes cruciales entre les capacités nécessaires et celles dont ils disposent. Heureusement, la vitesse, la portée et la souplesse de la puissance aérienne basée à terre ont le potentiel d'éliminer un grand nombre de ces lacunes.¹⁶

Identification de la menace

Pour la défense maritime du territoire national, identifier une menace signifie détecter son existence et la localiser avec une précision suffisante pour pouvoir prendre les mesures qui constituent la chaîne d'engagement. Afin d'atteindre cet objectif, le gouvernement américain présenta les grandes lignes de l'initiative de perception du domaine maritime (*Maritime Domain Awareness* – MDA), définie par la directive présidentielle de sécurité du territoire (*Homeland Security Presidential Directive* – HSPD) 13 comme « la compréhension effective de tout ce qui est associé au domaine maritime international et est susceptible d'affecter la sécurité, la sûreté, l'économie ou l'environnement des Etats-Unis. »¹⁷ Un système de surveillance par MDA identifie les menaces en recherchant des exemples anormaux de comportement et en combinant ces informations à d'autres éléments de renseignement tels que ceux dérivés

d'autres sources humaines ou techniques.¹⁸ Par exemple, des vaisseaux ne respectant pas les procédures standard, opérant depuis des ports autres qu'amis ou dont l'équipage est suspect déclencheraient un signal d'avertissement dans le système à MDA, ce qui susciterait une réaction.¹⁹ La principale responsabilité concernant l'intégration et l'analyse du renseignement maritime dans le cadre de la MDA incombe au centre national de renseignement maritime (*National Maritime Intelligence Center*), où opèrent des éléments de renseignement de la marine, du corps des marines, des garde-côtes, de l'office de lutte contre la drogue (*Drug Enforcement Agency*), et du service des douanes américaines.²⁰

La MDA s'efforce de résoudre deux éléments du problème de la défense maritime : une capacité à assurer le suivi du trafic maritime en général et une capacité à distinguer quelle route maritime particulière constitue une menace. La puissance aérienne basée à terre pourrait faciliter de manière significative la résolution du premier de ces problèmes.²¹ Dans le scénario le plus favorable, le renseignement identifiera un navire suspect particulier et les commandants peuvent alors affecter des moyens à sa localisation et à sa poursuite. Les moyens spatiaux ont une certaine utilité à cet égard mais les plans d'orbites ne satisfont généralement pas les exigences de persistance, de temps ou de position. S'il est vrai que le programme de radars spatiaux pourrait potentiellement éliminer cette faiblesse, l'ajustement des plans d'orbites pour imager des objectifs émergents demande aujourd'hui un temps considérable.²² En outre, « la plupart des satellites sur orbite basse (*Low Earth Orbit* – LEO) ne peuvent observer un objectif particulier que pendant moins de 10 minutes à la fois et ne repassent que rarement au-dessus des mêmes zones. »²³

Les véhicules aériens sans pilote (*Unmanned Aerial Vehicles* – UAV) offrent l'autonomie, l'altitude et la charge utile qui permettent de combler cette lacune de capacité. Par exemple, le RQ-4A *Global Hawk* peut franchir une distance de 1930 km et rester 24 heures à son poste, pendant lesquelles le radar à ouverture synthétique de l'appareil ainsi que ses camé-

ras électro-optiques et infrarouges « peuvent imager une zone de la taille de l'Illinois. »²⁴ Grâce à un radar dont la résolution est indiquée comme étant d'un pied et à un mode de suppression d'échos fixes au sol (*Ground Moving Target Indicator* – GMTI) capable de poursuivre des objectifs se déplaçant à une vitesse descendant jusqu'à 4 nœuds, le RQ-4A est plus que capable de localiser et de poursuivre la plupart des navires de haute mer.²⁵

Les aéronefs pilotés offrent également un moyen d'identifier les menaces pesant sur la défense maritime. Par exemple, les avions de reconnaissance U-2 auraient les capacités d'autonomie suivantes : imagerie électro-optique de 120 km, imagerie radar de 180 km et portée de renseignement d'origine électromagnétique de 280 km.²⁶ En outre, bien que surtout connu pour son potentiel contre les objectifs terrestres, le système radar interarmées de surveillance et d'attaque d'objectifs (*Joint Surveillance Target Attack Radar System*) du E-8C offre également un potentiel de recherche et de poursuite maritimes.²⁷ Le champ de vision radar du E-8 couvre plus de 49 200 km² et peut détecter des objectifs éloignés de plus de 250 km.²⁸ Enfin, en dépit de leur utilité limitée pour la recherche dans des zones étendues, la plupart des chasseurs et des bombardiers peuvent utiliser une imagerie radar, infrarouge et télévisée pour produire des informations de choix des objectifs et des moyens de traitement de haute qualité sur les routes de surface.²⁹ Une fois orientés vers la position générale d'un objectif, les équipages des aéronefs peuvent utiliser ces systèmes pour faciliter son identification.

Malheureusement, il n'existe actuellement aucun concept d'opération couvrant l'utilisation d'aéronefs pilotés ou non à long rayon d'action pour assurer la poursuite de navires. La plupart des véhicules aériens sans pilote appartiennent aujourd'hui à l'armée de l'air, même si les garde-côtes et la marine ont tous deux programmé de futures acquisitions d'appareils de ce type. Les garde-côtes ont l'intention d'acquérir quatre appareils *Mariner*, un dérivé du *Predator B*, dans le cadre de leur initiative d'intégration des grands fonds (*Integrated Deepwater Initiative*).³⁰ Le programme de surveillance maritime étendue (*Broad Area*

Maritime Surveillance – BAMS) de la marine exprime le besoin de « systèmes en nombre suffisant pour couvrir cinq zones essentielles du monde 24 heures sur 24 pendant toute l'année. »³¹ Bien que la marine ne soit pas entrée plus avant dans les détails quant au nombre de véhicules aériens sans pilote qu'elle se propose d'acquérir, on estime que la BAMS « exigera des dizaines d'aéronefs et systèmes associés dont le coût unitaire pourrait dépasser 50 millions de dollars. »³²

L'utilisation de moyens de l'armée de l'air pour la surveillance maritime offre une solution partielle à court terme à la difficulté que présente la localisation des menaces pesant sur la défense maritime. Chaque plateforme actuellement en service dans l'armée de l'air doit accepter un compromis entre persistance, résolution et couverture sur zone étendue. A plus long terme, une plateforme opérant dans l'espace proche (c'est-à-dire à une altitude comprise entre 75 000 pieds et 100 km) pourra peut-être surmonter ces limitations. De telles plateformes – généralement un dirigeable souple ou rigide d'un type ou d'un autre – peuvent offrir une persistance supérieure à celle des moyens spatiaux et des véhicules aériens sans pilote. Dans la mesure où les « plateformes opérant dans l'espace proche sont 10 à 20 fois plus près de leurs objectifs qu'un satellite sur orbite basse de 400 kilomètres typique, » elles « peuvent être de 10 à 20 fois plus petites à performances égales, ou un système optique de la même taille peut obtenir une résolution de 10 à 20 fois supérieure. »³³ Les plateformes opérant dans l'espace proche croisent « plus lentement que la plupart des véhicules aérobie ; il leur faudra par conséquent plus longtemps pour arriver à leur poste. Toutefois, une fois arrivés, elles peuvent y rester pendant très longtemps, » peut-être jusqu'à six mois.³⁴ En outre, par suite de leur altitude très élevée, les moyens opérant dans l'espace proche ont un champ de vision particulièrement large. A 120 000 pieds, une plateforme opérant dans l'espace proche aurait une zone de couverture de détection de 2735 km de diamètre.³⁵ Enfin, les plateformes opérant dans l'espace proche sont relativement rentables. D'après un porte-parole du projet *Space Battlelab* de l'U.S.A.F., à un coût de 500 000

dollars pour chaque dirigeable de 53 m opérant dans l'espace proche, « vous pourriez probablement en produire 40 environ pour le prix d'un seul *Global Hawk*. »³⁶

Identifier la menace

Les Etats-Unis auraient utilisé une combinaison de moyens spatiaux et navals en décembre 2002 pour poursuivre le *So San*, un navire nord-coréen acheminant une cargaison de missiles Scud entre le régime isolé de Pyongyang et le Yemen.³⁷ Cette capacité reflète jusqu'à un certain point celle qu'exigent les missions de défense maritime non traditionnelles. Il est toutefois important de noter que le renseignement recueilli par les services américains attira à l'avance l'attention sur l'existence du *So San* avant son départ de la Corée du Nord, permettant aux Etats-Unis de mettre en place, comme il convenait, leurs moyens en orbite et en surface afin d'assurer la poursuite du navire dès son départ pour le Yemen. Une autre différence significative entre l'épisode du *So San* et certains scénarios de défense maritime du territoire national est que, dans le cas du *So San*, le renseignement identifia un navire particulier comme objectif à localiser et à poursuivre. Dans la défense maritime du territoire national, il y a plus de chance pour que le renseignement n'indique que l'existence d'une menace sans donner des informations précises sur le navire particulier impliqué. Il se pourrait par exemple qu'un service de renseignement étranger informe le gouvernement américain qu'il dispose d'informations crédibles indiquant qu'un groupe terroriste s'est caché sur un navire en partance pour la côte ouest lors des dernières 48 heures. Des informations plus précises sur le type de navire peuvent être ou ne pas être disponibles, ce qui conduit à un nombre élevé de navires suspects.³⁸

Les capteurs à distance de sécurité – qu'ils soient spatiaux, aérobie, de surface ou sous-marins – n'auront qu'une utilité limitée dans ces circonstances. Dans une bataille navale conventionnelle, le renseignement d'origine électromagnétique ou photographique peut « localiser »

des objectifs importants : un bâtiment de guerre conventionnel émet divers signaux qui le rendent détectable par le renseignement d'origine électromagnétique et toute imagerie de ce navire révélera probablement son type, sinon son identification précise. Contre une menace asymétrique pesant contre la défense maritime du territoire national, toutefois, il existe peu, si tant est qu'il y en ait, d'indicateurs extérieurs qui distingueront le navire représentant la menace réelle des autres navires suspects environnants. Un navire utilisé comme plateforme de lancement pourrait en théorie présenter certaines caractéristiques distinctives visuelles ou d'émissions mais l'absence de telles caractéristiques est tout aussi vraisemblable. De même, des explosifs ou armes de destruction massive embarqués peuvent être visibles ou ne pas l'être via une analyse spectrale ou d'échantillon d'air. Les situations dans lesquelles intervient une bande de combattants non conventionnels à bord d'un navire (avec l'intention de le réquisitionner ou de s'en servir pour infiltrer du personnel) présentent également des problèmes. Sauf lorsque des membres du groupe s'exposent bêtement – à une observation visuelle sur le pont du navire ou par l'utilisation d'un type quelconque de lien de télécommunications exploitable tel qu'un téléphone satellite – les groupes cachés de combattants resteront probablement non détectés et indétectables par des capteurs à distance de sécurité.

La MDA vise à surmonter cette faiblesse en combinant les informations sur les navires, leur cargaison et les membres de leur équipage pour identifier les menaces non conventionnelles pesant sur la défense maritime. Il est néanmoins probable qu'elles ne les révélera pas toutes. L'ennemi maritime asymétrique s'efforcera de rester anonyme sur fond de volume massif de trafic maritime légitime, créant ainsi un problème similaire à celui que l'on rencontre dans d'autres types de guerre non conventionnelle. Mao Tse-tung fit observer que les guérilleros sont les « poissons » qui nagent dans la « mer » qu'est la population d'un pays.³⁹ Dans le cas de la défense maritime du territoire national, les poissons sont les navires posant une menace qui se cachent dans la mer du trafic régulier. Pour neutraliser en tout ou partie le système à MDA, il suffit à une force

hostile d'éviter un comportement suspect. En appliquant toutes les procédures appropriées, en opérant à partir de ports amis (ou du moins non ennemis), en armant des navires d'un équipage composé de personnes voyageant sous des noms d'emprunt ou en se dissimulant sur un navire à équipage régulier, des bandes non conventionnelles de combattants pourraient passer sous le radar de MDA et exécuter leur mission avant d'être détectées.

Ces limites suggèrent que, dans l'avenir prévisible, les équipes de visite resteront le moyen le plus efficace de distinguer entre les trafics maritimes ami et hostile. La modélisation récente des scénarios de défense maritime à la *Naval Postgraduate School* ont révélé que, avec une alerte de renseignement nominale, les équipes devraient arraisonner et fouiller 20 navires environ pour localiser la menace réelle. Malheureusement, la modélisation a également fait apparaître deux insuffisances de moyens significatives : 1) une alerte de renseignement retardée se traduisait par un temps insuffisant pour arraisonner et visiter tous les navires suspects et 2) une attaque menée simultanément à partir de plusieurs ports augmentait le nombre d'arraisonnements nécessaires au point de submerger les moyens actuels.⁴⁰ Dans les deux cas, l'étendue du domaine maritime ne permettait pas au nombre limité d'équipes de visite d'agir suffisamment vite pour satisfaire les besoins opérationnels.

La résolution de ce problème exige l'acheminement rapide à pied d'œuvre d'une équipe de visite à longue distance. Grâce à sa vitesse de pointe dépassant 45 nœuds, le navire de combat littoral (*Littoral Combat Ship* – LCS) satisfait en partie ces besoins.⁴¹ Lors de la modélisation de scénarios d'axe unique/navire unique, la vitesse supérieure du LCS permettait soit de réduire le nombre d'équipes de visite nécessaires (dans la mesure où la même équipe peut visiter une série de navires suspects), soit d'augmenter le temps disponible pour la visite de chaque navire.⁴² Néanmoins, parce que nous devons amener les équipes de visite à pied d'œuvre encore plus rapidement, la marine envisage de mener des missions de défense maritime à l'aide du MH-60, y compris l'acheminement à pied d'œuvre d'équipes de visite

dans des bateaux pneumatiques à coque rigide.⁴³ L'utilisation du LCS (ou de navires anciens) pour transporter des équipes de visite jusqu'à un point dans les limites du rayon d'action des hélicoptères puis l'emploi de ces derniers pour les amener à pied d'œuvre permettraient quatre heures supplémentaires de visite par arraisonnement.

Le V-22 *Osprey* pourrait permettre d'allonger encore plus le temps de visite disponible. L'armée de l'air et corps des marines se livrent actuellement à des essais de leur version respective du V-22, un appareil qui peut décoller comme un hélicoptère puis fait pivoter ses rotors vers l'avant pour voler comme un aéronef à voilure fixe à une vitesse de croisière de 250 nœuds environ.⁴⁴ Leur ravitaillement en vol pourrait permettre à des V-22 basés à terre de décupler leur temps de patrouille. Les plans en vigueur prévoient l'acquisition de 348 MV-22 pour le corps des marines, 50 CV-22 pour l'armée de l'air et 48 MV-22 pour la marine. Les variantes du corps des marines seront chargées de la mission de transport lourd, remplaçant les hélicoptères plus anciens. La version de l'armée de l'air est destinée aux opérations spéciales. La marine utilisera ses HV-22 pour la recherche et le sauvetage ainsi que pour la logistique.⁴⁵ Ajouter la mission de défense maritime à la flotte de V-22 de l'une quelconque des armes imposerait l'acquisition d'appareils supplémentaires à un coût unitaire de 40 millions de dollars environ. Il n'en reste pas moins que l'acheminement à pied d'œuvre d'équipes de visite à l'aide de V-22 permettrait aux Etats-Unis de discerner rapidement si oui ou non un navire particulier pose une menace maritime pour la défense du territoire national.

Neutraliser la menace

La détection et l'identification d'une menace ne constituent que la première moitié du problème de défense maritime. Lors de scénarios en nombre limité dans lesquels les autorités de commandement déclarent un navire hostile (ce qui implique une autorisation de le détruire), des chasseurs ravitaillés en vol, des

bombardiers à long rayon d'action ou des véhicules aériens sans pilote pourraient mener une action rapide et létale sur les longues distances propres au domaine maritime. L'armée de l'air a fait la preuve de sa capacité à agir contre des objectifs maritimes mobiles avec le programme d'attaque d'objectifs mobiles en surface par armes d'un coût raisonnable (*Affordable Moving Surface Target Engagement* – AMSTE) (qui utilise la munition interarmées d'attaque directe guidée par le système mondial de positionnement actualisé par aéronef à radar à suppression des échos fixes au sol) et la CBU-97, une munition guidée à dispersion connue également sous le nom d'arme amorcée par capteur.⁴⁶ Parmi les autres armes capables de frapper des objectifs maritimes mobiles figurent les missiles AGM-65 *Maverick* et AGM-114 *Hellfire*.⁴⁷ Enfin, les P-3 et F/A-18 de la marine et les bombardiers B-52 de l'armée de l'air peuvent employer le missile antinavire AGM-84D *Harpoon*.⁴⁸

La destruction d'un navire est toutefois l'option de dernier ressort. Les commandants n'approuveraient probablement pas une telle action sans renseignement irréfutable – un produit imaginaire. Cela suggère que la lacune la plus grande qui existe dans la capacité des forces armées américaines à faire face aux menaces maritimes est un manque d'armement non létal ou désarmant. Dans la mesure où les équipes de visite peuvent utiliser le minimum de force nécessaire pour contenir une menace, elles représentent elles-mêmes une arme non létale ou désarmante. Nous pouvons ainsi améliorer cette capacité par un acheminement plus rapide à pied d'œuvre de ces équipes. En conséquence, les options d'acheminement rapide et à longue distance représentées par le LCS, les hélicoptères et le V-22 examinées plus haut accroîtraient également le potentiel offert par la phase de neutralisation de l'engagement.

Dans certains scénarios, l'acheminement d'une équipe de visite jusqu'à un navire suspect pourrait se révéler impossible dans la mesure où les armes légères ou les lance-missiles portables pourraient menacer l'application de méthodes d'insertion depuis l'air et la surface.⁴⁹ De même, un navire non coopératif pourrait manœuvrer pour mettre en péril la

vie des membres de l'équipe lorsque celle-ci s'efforce de l'arraisonner. L'ironie c'est que les actes de désobéissance qui ne s'accompagnent pas d'un comportement hostile – résultant du désir de l'équipage de dissimuler des activités illicites (p. ex., contrebande) plutôt que de son intention de commettre un acte de guerre – présentent le plus gros problème. Dans les situations ambiguës de ce type, la destruction du navire ne représente pas une option, ce qui suggère l'existence d'un besoin d'armes non létales ou désarmantes tirées à distance de sécurité.

Dans la mesure où on peut désarmer un navire plus efficacement en neutralisant son système de propulsion ou de manœuvre, une arme cinétique à charge militaire légère visant les hélices, la salle des machines ou la passerelle d'un navire serait un outil d'attaque approprié. Capable de mettre en œuvre ce type de charge militaire légère et de puissance de feu extrêmement précise, l'avion d'assaut AC-130 « incorpore des armes à feu latéral combinées à des systèmes sophistiqués de détection, de navigation et de conduite de tir pour fournir aussi bien une puissance de feu d'une précision chirurgicale qu'une saturation de zone pendant des périodes d'attente prolongées, de nuit comme par mauvais temps. L'ensemble de détection se compose d'un capteur imageur, d'un senseur infrarouge et d'un radar. »⁵⁰ Grâce à son système de conduite de tir extrêmement précis, le AC-130 peut dès la première rafale atteindre sa cible avec des munitions de 105, 40 et 25 mm.⁵¹ Le mitraillage au sol par des chasseurs et des avions d'attaque représente une autre option. En général, cependant, le tir d'un chasseur ou avion d'attaque est relativement moins précis que celui d'un avion d'assaut. Par suite de la position fixe des canons et des systèmes limités d'aide au repérage, la précision d'un mitraillage au sol dépend principalement de l'acquisition visuelle de l'objectif et de l'adresse du pilote.

Les armes non cinétiques pourraient également désarmer un navire. Les garde-côtes se sont livrés à des expériences avec des dispositifs non explosifs utilisés pour mettre en panne les systèmes de propulsion ou de manœuvre, y compris des systèmes d'enchevê-

trement acheminés par voie aérienne ou de surface. Ils se sont concentrés jusqu'à présent sur des bateaux de faible tonnage mais le programme d'armes interarmées non létales (*Joint Non-Lethal Weapons*) examine actuellement de futurs dispositifs d'enchevêtrement et des versions plus puissantes sont dans le domaine des possibilités.⁵² L'arme non nucléaire à impulsion électromagnétique (*Electromagnetic Pulse – EMP*) – une deuxième option non cinétique désarmante – produit une impulsion courte mais intense qui « peut entraîner des dommages irréversibles à une large gamme d'appareils électriques et électroniques, en particulier les ordinateurs et les récepteurs radio ou radar. »⁵³ L'emploi d'une telle arme contre des navires de commerce de fort tonnage qui dépendent d'ordinateurs de bord pour leur contrôle et leur navigation dégraderait ces fonctions de façon significative. Le Laboratoire national de Los Alamos effectua les premières démonstrations d'armes à EMP dans les années 50 et « une large gamme de configurations [d'armes à EMP] a depuis lors été construite et testée, aussi bien aux Etats-Unis qu'en [Russie]. »⁵⁴

Les dispositifs d'enchevêtrement ou armes à EMP non létaux offrent la possibilité de neutraliser rapidement toute menace maritime pouvant peser sur le territoire national sans détruire le navire impliqué, compromettre les éléments de preuve ou de renseignement présents à bord ni mettre en danger la vie des non combattants. L'acheminement aérien de ces systèmes permettrait un emploi rapide sur de longues distances. Ces options non létales doivent néanmoins être testées et analysées afin de confirmer leurs effets, particulièrement en termes de possibilité de dommages collatéraux résultant de l'emploi d'armes à EMP à proximité d'autres navires ou dans un port. Dans l'idéal, l'emploi d'une arme non létale laisserait le navire suspect de faire peser une menace à la dérive sans dommages collatéraux significatifs, permettant aux équipes de visite de l'inspecter en prenant tout leur temps.

Bien que de telles armes promettent de simplifier le problème de la défense maritime du territoire national, la complexité de la mission s'accroît de manière exponentielle au fur et à

mesure que la spécificité du renseignement diminue. Un scénario particulièrement problématique apparaît lorsque le renseignement recueilli indique qu'une attaque est en cours sans que l'on connaisse l'objectif précis ni le port d'origine. Dans de tels cas, tous les navires sont suspects. Un tel scénario exclut en fait une interdiction maritime. Si nous n'interceptons ni ne visitons pas tous les navires en route vers les Etats-Unis, nous n'avons aucun moyen de savoir lequel d'entre eux est hostile. En outre, en restant cachés jusqu'à peu de temps avant de déclencher l'attaque, les terroristes passagers clandestins peuvent limiter notre temps de réaction à pas plus de 20 minutes. En l'absence de signes permettant de distinguer le navire assaillant des autres jusqu'à la phase finale et avec un temps insuffisant pour déployer des équipes de visite, ces dernières deviennent largement inefficaces. Une solution à ce problème prévoit l'utilisation de batteries côtières non létales comme défense de dernier ressort. Si les autorités soupçonnent un navire d'être passé sous contrôle hostile, une batterie côtière en place et de garde pourrait réagir à temps pour le désarmer.⁵⁵ Malheureusement, il nous faudra des années pour disposer d'une telle capacité.

En attendant la mise au point d'un système de défenses fixes basé sur des batteries côtières, la puissance aérienne basée à terre offre un potentiel de riposte graduée. Des aéronefs en patrouille aérienne de combat (*Combat Air Patrol – CAP*) pourraient attaquer rapidement des navires qui se révèlent menaçants alors qu'ils approchent de ports américains ou y pénètrent. Les autorités de commandement peuvent maintenir des aéronefs pour CAP en état d'alerte en vol ou à terre et les transférer à différents endroits pour répondre à la menace. Le renseignement recueilli déterminerait les ports à défendre et la longueur de la CAP. En attendant la mise en service d'armes non létales, les canons de 20 à 30 mm de la plupart des chasseurs et avions d'attaque ou les armes de divers calibres de l'avion d'assaut AC-130 (voire peut-être même des hélicoptères d'attaque) pourraient désarmer les navires posant une menace en prenant pour cibles les hélices, les passerelles ou les salles des machi-

nes. Lorsque les armes non létales deviennent disponibles, les appareils lents – y compris les hélicoptères pilotés ou non et les aéronefs légers à voilure fixe – représentent la meilleure solution pour leur emploi. C'est pourquoi nous devrions ne considérer les chasseurs, les bombardiers ou les avions d'assaut que comme une solution provisoire jusqu'à ce que les armes non létales arrivent à maturité.

Considérations de contrôle et de commandement

L'utilisation de moyens appartenant à l'armée de l'air pour la défense maritime soulève plusieurs questions de C2. Bien que le Secrétaire de la défense (*Department of Defense – DOD*) soit responsable de la défense maritime dans les zones de l'avant, la directive intitulée *Maritime Operational Threat Response for the National Strategy for Maritime Security* (Riposte aux menaces opérationnelles maritimes dans le cadre de la stratégie nationale de sécurité maritime) confie au département de la sécurité du territoire (*Department of Homeland Security – DHS*) l'interdiction maritime dans les eaux qui relèvent de la juridiction des États-Unis.⁵⁶ Si néanmoins le DHS demandait l'assistance du DOD, la mission de défense maritime du territoire tomberait alors sous l'autorité du *US Northern Command* (NORTHCOM) et du *US Pacific Command*. Malheureusement, le potentiel actuel de défense maritime du territoire relève largement de l'improvisation. NORTHCOM, en particulier, s'est vu critiqué pour accorder une attention insuffisante à la mission maritime.⁵⁷ Dans la mesure où aucune force navale ne lui est affectée, ce commandement s'appuie « sur la planification de mesures d'urgence pour réagir aux événements susceptibles de se produire à l'avenir et agit en théorie comme passerelle de coordination entre la marine et les garde-côtes pour les questions de défense et de sécurité maritimes du territoire. »⁵⁸ En outre, bien que l'accord portant sur le commandement de la défense aérospatiale régionale de l'Amérique du nord entre les États-Unis et le Canada ait été récemment élargi pour y inclure un rôle de surveillance maritime, le comman-

dement « n'exercera pas de contrôle opérationnel sur les moyens navals. »⁵⁹

Cela soulève alors la question de savoir qui exercera un contrôle opérationnel sur les moyens navals. Une option serait de faire affecter par les commandants des unités de combat toutes les forces exécutant les missions de défense maritime à leur commandant de composante maritime de la force interarmées (*Joint Force Maritime Component Commander – JFMCC*). La doctrine interarmées et celle de l'armée de l'air couvrent les situations dans lesquelles le JFMCC pourrait « planifier et diriger des opérations de soutien limité menées par l'armée de l'air. »⁶⁰ Une autre option prévoit l'établissement par le commandant des forces de combat d'un groupe de forces interarmées de défense maritime du territoire (*Joint Task Force for Maritime Homeland Defense – JTF-MHD*). Dans ce cas, les moyens aériens basés à terre pourraient rester sous commandement d'une composante subordonnée distincte à la discrétion du commandant du JTF. Dans un cas comme dans l'autre, le placement de toutes les forces de défense maritime de surface et aériennes sous l'autorité d'un même commandant (p. ex., le JFMCC de NORTHCOM ou le commandant du JTF-MHD) garantirait une unité d'effort lors des missions d'interdiction maritime.⁶¹

Une autre question de C2 liée à la défense maritime du territoire concerne l'interaction des forces relevant du DOD placées sous l'autorité du commandant des unités de combat et des garde-côtes. Complicant quelque peu la situation est le fait que les garde-côtes pourraient servir comme commandement soutenu ou de soutien, suivant que la mission maritime prendrait la forme de la sécurité ou de la défense du territoire.⁶² Le président prend cette décision lorsqu'il désigne l'autorité responsable à l'occasion d'une crise mais les garde-côtes prennent actuellement des mesures pour intégrer leurs forces et celles relevant du DOD afin de rendre la transition de commandement soutenu à commandement de soutien aussi facile que possible. Ces mesures incluent la recherche de modifications de la législation qui clarifie le rôle des garde-côtes en tant que pourvoyeur de forces

aux commandants d'unités de combat au titre de la loi Goldwater-Nichols de réorganisation du Secrétariat de la défense promulguée en 1986 ; l'adaptation de la doctrine, des plans et des politiques des garde-côtes pour refléter l'intégration de l'arme à la structure de commandement des forces combattantes et l'affectation de personnel au cabinet du secrétaire de la défense, à l'état-major interarmées et aux commandements des forces combattantes.⁶³ Un contre-amiral des garde-côtes sert d'ailleurs actuellement de directeur adjoint des opérations (J-3) de NORTHCOM.⁶⁴

La question finale – mais peut-être la plus difficile à résoudre – en termes de C2 relevant de la défense maritime du territoire concerne la ou les armes qui devraient être responsables de l'organisation, de l'entraînement et de l'équipement des forces aériennes basées à terre affectées à la mission de défense maritime. D'un côté, le double rôle des garde-côtes en tant qu'organisme chargé de l'application de la loi et force armée aux termes du Titre 14 pourrait en faire le responsable logique de ces forces. De l'autre, la marine, à cause de sa longue histoire d'exécution d'opérations d'interception maritime, pourrait s'imposer comme l'arme connaissant le mieux la façon de mener les missions de défense maritime. Bien que les deux arguments soient défendables, nous devons examiner si oui ou non l'armée de l'air devrait être responsable de l'emploi de moyens de puissance aérienne basés à terre à des fins de défense maritime.

L'une des thèses concernant la puissance aérienne présentée par Phillip Meilinger est que « les caractéristiques propres à la puissance aériennes exigent un contrôle centralisé exercé par des aviateurs. »⁶⁵ Il observe que, historiquement, l'armée de l'air a estimé que, en l'absence d'un contrôle centralisé, la puissance aérienne serait réparties entre des commandants de forces de surface qui couvreraient jalousement leurs moyens aériens au détriment de l'effort à l'échelle du théâtre d'opérations.⁶⁶ Il existe une inquiétude analogue quant à l'emploi de la puissance aérienne dans la mission de défense maritime du territoire. La plupart des moyens aériens ayant un rôle potentiel de défense maritime pourraient

également être utilisés pour d'autres missions vitales pour la guerre contre le terrorisme. Dans ce type de guerre, la surveillance persistante, la définition d'objectif de précision et l'acheminement du personnel sur de longues distances constituent des capacités cruciales de la puissance aérienne quelle que soit la situation en surface. Confier la responsabilité des moyens aériens utilisés pour la défense maritime du territoire aux armes navales pourrait limiter leur emploi sur d'autres théâtres d'opérations ou pour d'autres missions. Nous pourrions éviter ce problème en confiant la responsabilité de l'organisation, de l'entraînement et de l'équipement de ces forces à l'armée de l'air.

Conclusion

Il est nécessaire pour l'armée de l'air de commencer à réfléchir dès maintenant sur son rôle de défense maritime. Le fait que les forces de l'armée de l'air soient déjà largement dispersées pour répondre aux besoins de défense aérienne du territoire et à ceux de la guerre contre le terrorisme à l'étranger risque d'entraîner une résistance à l'acquisition d'une nouvelle mission. Lorsque toutefois nous examinons de près ce point, nous nous apercevons qu'investir de façon très modeste des moyens actuels de l'armée de l'air peut conduire à une augmentation significative de la capacité de défense maritime. Nous aurions besoin d'un nombre limité de missions de surveillance à long rayon d'action pendant les périodes prescrites (définies par le renseignement et la disponibilité de la flotte de surface) pour localiser et poursuivre les navires suspects. De même, la mise d'un seul bombardier à long rayon d'action en état d'alerte pendant 24 heures pour assurer l'interdiction maritime garantirait la possibilité de mise en œuvre d'une puissance de feu rapide, immédiate et à longue portée. Dans les deux cas, ces aéronefs pourraient opérer à partir de leurs bases d'affectation sans devoir se déployer à l'avant sur les côtes. Nous devrions investir un peu plus pour assurer des CAP maritimes au-dessus des ports américains comme dernière ligne de

défense. Bien que les aéronefs concernés (qu'il s'agisse de chasseurs/avions d'attaque, d'avions d'assaut, de véhicules aériens sans pilote ou d'hélicoptères) ne devraient effectuer des CAP qu'un nombre limité de fois, cette mission nécessiterait un supplément d'entraînement. Quoi qu'il en soit, l'affectation de nombres limités d'aéronefs (et des avions ravitailleurs nécessaires) en état d'alerte pendant 24 heures à des CAP au-dessus des principaux ports garantirait un minimum de perturbations. Si jamais le renseignement recueilli indiquait un accroissement de la menace maritime, il serait possible d'ajouter des aéronefs aux groupes en alerte.

A plus long terme, l'arme à qui sera confiée la responsabilité de développer des capacités de puissance aérienne basée à terre sera dans l'obligation d'innover. L'ennemi s'adapte et la menace d'un 11 septembre maritime est réelle. Des concepts d'opération novateurs – tels que

l'utilisation du V-22 pour des insertions maritimes à longue distance – pourraient améliorer la défense maritime d'une manière significative. De même, des progrès technologiques novateurs – tels que la mise au point d'armes non létales – augmenteraient la flexibilité des forces armées et renforceraient la sécurité du pays. Bien qu'il existe des raisons légitimes pour confier la responsabilité de la mise au point de telles innovations aux armes navales, il y en a d'autres tout aussi valables pour confier cette responsabilité à l'armée de l'air. Dans un cas comme dans l'autre, nous devons agir dès maintenant. Les forces armées et leurs responsables civils doivent décider quelle arme devrait fournir les moyens de puissance aérienne destinés à défendre le domaine maritime contre les menaces asymétriques. L'absence d'une telle décision retarde le développement dont nous avons tant besoin. □

Notes

1. Isaac Don Levine, *Mitchell: Pioneer of Airpower* (Mitchell : Pionnier de la puissance aérienne), (New York: Duell, Sloan and Pearce, 1943), 251–57.

2. Billy Mitchell, rapport au chef de la force aérienne, septembre 1921, cité dans Harry H. Ransom, “*The Battleship Meets the Airplane*” (Le cuirassé face à l'avion), *Military Affairs* 23, n° 1 (printemps 1959) : 23.

3. *National Strategy for Combating Terrorism* (Stratégie nationale de combat contre le terrorisme), (Washington, DC : Services exécutifs de la Présidence, février 2003), 8, http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/02/counter_terrorism/counter_terrorism_strategy.pdf. Voir Marc Sageman, *Understanding Terror Networks* (Comprendre les réseaux de la terreur), (Philadelphie: University of Pennsylvania Press, 2004), 170, pour une analyse de la structure en réseau d'al-Qaeda.

4. John Arquilla et David Ronfeldt, “*The Underside of Netwar*” (Les dessous de la guerre des réseaux), *Institute of Public Affairs Review* 54, n° 4 (décembre 2002) : 3, <http://www.ipa.org.au/files/review544.pdf>.

5. *The National Strategy for Maritime Security* (La stratégie nationale de sécurité maritime), (Washington, DC : Département de la sécurité du territoire, septembre 2005), 3–5, <http://www.whitehouse.gov/homeland/4844-nsmns.pdf>.

6. Eben Kaplan, “*Liquefied Natural Gas: A Potential Terrorist Target?*” (Le gaz naturel liquéfié : Un objectif potentiel pour les terroristes ?), Council on Foreign Relations, 27

février 2006, http://www.cfr.org/publication/9810/liquefied_natural_gas.html (consulté le 21 juillet 2006). Certaines études antérieures portant sur des attaques terroristes menées contre des navires et terminaux méthaniers contestent cette évaluation et nombreux sont ceux qui soutiennent qu'attaquer et faire exploser un méthanier est particulièrement problématique. Voir Bryan Bender, “*Report Cites Risk of Wide Damage in LNG Blast*” (Un rapport fait état de dommages étendus en cas d'explosion de GNL), *Boston Globe*, 15 mai 2004, http://www.boston.com/news/nation/articles/2004/05/15/report_cites_risk_of_wide_damage_in_lng_blast (consulté le 19 février 2007).

7. John F. Frittelli, *Port and Maritime Security: Background and Issues for Congress* (La sécurité portuaire et maritime : Données de base et questions en jeu pour le Congrès), Rapport n° RL31733 du CRS au Congrès, (Washington, DC: *Congressional Research Service*, Library of Congress, mis à jour le 27 mai 2005), CRS-5, <http://www.fas.org/spp/crs/homsec/RL31733.pdf>. En avril 2006, un cargo de 180 mètres dépassa son bassin dans le port de Boston, ratant le terminal de GNL de la ville de 60 mètres seulement, ce qui mit en lumière le danger et la vulnérabilité à une attaque par des navires capturés auxquels est exposée une infrastructure vitale. Voir “*One Sunny April Day Near the LNG Tank, a Close Call on Mystic: A 600-foot Ship Overshoots Dock, and Charges Fly*” (Par un jour ensoleillé d'avril près du réservoir de GNL, on l'a échappé belle sur Mystic : Un navire de 180 mètres dépasse le bas-

sin et les accusations volent), *Boston Globe*, 7 mai 2006, http://www.boston.com/news/local/articles/2006/05/07/one_sunny_april_day_near_the_lng_tank_a_close_call_on_mystic (consulté le 21 juillet 2006).

8. James Russell et Iliana Bravo, "Homeland Defense: Ramping Up, But What's the Glidepath?" (La défense du territoire : Elle s'accélère mais quelle est la trajectoire de descente), *Strategic Insights* 1, n° 1 (mars 2002), <http://www.ccc.nps.navy.mil/si/mar02/homeDefense.asp> (consulté le 17 mars 2006). Voir également Colin Robinson, "Al Qaeda's 'Navy': How Much of a Threat?" (La marine d'al-Qaeda : Quelle menace représente-t-elle ?), Center for Defense Information, 20 août 2003, <http://www.cdi.org/friendlyversion/printversion.cfm?documentID=1644> (consulté le 15 mars 2006) ; Peter Grier et Faye Bowers, "How Al Qaeda Might Strike the US by Sea" (Comment al-Qaeda pourrait attaquer les Etats-Unis par la mer), *Christian Science Monitor*, 15 mai 2003, <http://www.csmonitor.com/2003/0515/p02s02-usgn.html>.

9. Christian Weber, *New York State Office of Homeland Security Focus Report: Maritime Terrorist Threat* (Rapport détaillé du bureau de sécurité du territoire de l'état de New York : La menace terroriste maritime), (New York: New York State Office of Homeland Security, 21 février 2006), 5.

10. Richard A. Clarke, *Against All Enemies: Inside America's War on Terror* (Contre tous les ennemis : La guerre de l'Amérique contre le terrorisme vue de l'intérieur), (New York: Free Press, 2004), 15.

11. Frittelli, *Port and Maritime Security*, CRS-7.

12. Devon Chaffee, "Freedom or Force on the High Seas? Arms Interdiction and International Law" (Liberté ou force en haute mer ? L'interdiction des armes et le droit international), *Nuclear Age Peace Foundation*, 15 août 2003, http://www.wagingpeace.org/articles/2003/08/15_chaffee_freedom-of-force.htm (consulté le 25 mai 2006). Il est important de noter que, bien que les Etats-Unis respectent un certain nombre de règles coutumières et de conventions relatives au droit maritime, ils ont signé mais pas encore ratifié la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

13. *National Strategy for Maritime Security*, ii (Stratégie nationale de sécurité maritime, ii). La stratégie de sécurité nationale déclare que, « pour augmenter la liberté et la prospérité économiques, les Etats-Unis s'efforcent de promouvoir le libre-échange et la concurrence, la liberté des marchés, la stabilité du régime financier, l'intégration économique de la planète et le développement de sources sûres d'énergie propre. » *The National Security Strategy of the United States of America* (La stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique), (Washington, DC : la Maison Blanche, mars 2006), 25, <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss/2006/nss2006.pdf>.

14. Frittelli, *Port and Maritime Security*, CRS-2.

15. Maryann Lawlor, "Maritime Defense Undergoes All-Hands Evolution" (La défense maritime connaît une évolution complète), *Signal* 58, n° 3 (novembre 2003): 54, http://www.afcea.org/signal/articles/templates/SIGNAL_Article_Template.asp?articleid=63&zzoneid=28 ; *An Assessment of the U.S. Marine Transportation System: A Report to Congress* (Une évaluation du système de transport maritime des Etats-Unis : Un rapport au Congrès), (Washington, DC : Secrétariat américain des transports, septembre 1999), <http://www.dot.gov/mts/report/mtsfinal.pdf>.

16. Pour une évaluation semblable réalisée par nos alliés britanniques, voir colonel B. C. Laite, *Maritime Air Operations* (Opérations aéro-maritimes), (Londres: Brassey's, 1991), 138.

17. Directive présidentielle de sécurité du territoire (*Homeland Security Presidential Directive - HSPD*) 13, *Maritime Security Policy* (Politique de sécurité maritime), 21 décembre 2004, 5, <http://www.fas.org/irp/offdocs/nspd/nspd41.pdf> (consulté le 17 mars 2006).

18. Département de la sécurité du territoire, *National Plan to Achieve Maritime Domain Awareness for the National Strategy for Maritime Security* (Plan national d'acquisition de la perception du domaine maritime dans le cadre de la stratégie nationale de sécurité maritime), (Washington, DC : Département de la sécurité du territoire, octobre 2005), ii, http://www.dhs.gov/xlibrary/assets/HSPD_MDAPlan.pdf.

19. *Ibid.*, 9, 12. Ce document énumère plusieurs des critères permettant de « savoir ce qui se passe » dans le domaine maritime (p. 9) et décrit la façon dont un navire est « signalé » (p. 12).

20. "Our Mission" (Notre mission), *National Maritime Intelligence Center*, Office of Naval Intelligence (Centre national du renseignement maritime, service de renseignement de la marine), <http://www.nmic.navy.mil/mission.htm> (consulté le 14 septembre 2006). En outre, les centres d'intégration du renseignement des garde-côtes pour les côtes pacifique et atlantique peuvent analyser et intégrer des données transmises par leurs « partenaires au sein des services maritimes, de renseignement et d'application de la loi locaux et internationaux ». Clare Maranda, "Maritime Intelligence Fusion Center Opened" (Ouverture du centre d'intégration du renseignement maritime), *Pacific Tides Online*, 1er novembre 2003, <http://www.uscg.mil/pacarea/news/ptol/features/MaritimeFusion> (consulté le 14 septembre 2006).

21. En outre, la marine examine actuellement plusieurs moyens d'améliorer ses capacités de surveillance surface et sous-surface dans ce domaine. Voir David W. Munns, "Vital Links: The Coast Guard and Navy Are Cooperating across the Board to Increase U.S. Awareness of What Is Happening in the Maritime Arena" (Des liens vitaux : Les garde-côtes et la marine coopèrent dans tous les domaines pour permettre aux Etats-Unis de mieux savoir ce qui se passe en mer), *Navy League of the United States*, mai 2005,

http://www.navyleague.org/sea_power/may_05_22.php (consulté le 19 février 2007).

22. “Space-Based Radar (SBR)” (Satellite-radar), *Global Security.org*, <http://www.globalsecurity.org/space/systems/sbr.htm> (consulté le 19 février 2007).

23. Pour ne donner qu’un seul exemple permettant d’illustrer ce point, lors de la préparation de l’opération *Iraqi Freedom*, six satellites affectés exclusivement à la surveillance du régime de Bagdad ne purent effectuer que 12 survols avec des angles de visée optimaux. Craig Covault, “Secret NRO Reconns Eye Iraqi Threats” (Les satellites secrets du service national de reconnaissance observent les menaces irakiennes), *Aviation Week and Space Technology*, 16 septembre 2002, <http://cndyorks.gn.apc.org/yospace/articles/nrorecons.htm>.

24. “Global Hawk”, fiche d’information, *Air Force Link*, octobre 2005, <http://www.af.mil/factsheets/factsheet.asp?fsID=175> (consultée le 4 décembre 2005).

25. En outre, le *Global Hawk* a déjà fait ses preuves dans le domaine maritime en surveillant la mer lors de plusieurs exercices navals. Voir “RQ-4A Global Hawk (Tier II+ HAE UAV)”, *Global Security.org*, http://www.globalsecurity.org/intell/systems/global_hawk.htm (consulté le 4 décembre 2005).

26. “Senior Year/Aquatone/U-2/TR-I”, FAS [Federation of American Scientists – Fédération des chercheurs américains] *Intelligence Resource Program*, <http://www.fas.org/irp/program/collect/u-2.htm> (consulté le 18 août 2006).

27. “E-8 Joint-STARS—Improvements and Upgrades” (E-8 Joint-STARS – améliorations et mises à niveau), *Global Security.org*, 26 mars 2004, <http://www.globalsecurity.org/intell/systems/jstars-up.htm> (consulté le 5 octobre 2006).

28. “E-8 Joint-STARS”, fiche d’information, *Air Force Link*, octobre 2005, <http://www.af.mil/factsheets/factsheet.asp?fsID=100> (consultée le 5 octobre 2006).

29. Par exemple, Robert Wall, “F/A-18E/F Radar Upgrade Readied” (La mise à niveau du radar des F/A-18E/F est prête), *Aviation Week and Space Technology* 157, n° 26 (23 décembre 2002) : 57 ; “Two Bombers Participating” (Participation de deux bombardiers), *Aviation Week and Space Technology* 164, n° 20 (15 mai 2006) : 18. Voir également Andrew Dardine, “Avionics in Demand” (Une avionique très recherchée), *Aviation Week and Space Technology* 164, n° 3 (16 janvier 2006) : 203.

30. “High Altitude Endurance Unmanned Air Vehicle (HAEUAV)” (Véhicule aérien sans pilote à haute altitude et long rayon d’action), garde-côtes des Etats-Unis, 2 février 2006, <http://www.uscg.mil/deepwater/system/hauav.htm> (consulté le 18 août 2006).

31. Otto Kreisher, “Two S.D. Firms Could Be Competing for Navy Contract: BAMS Is Called Huge Undertaking” (Deux entreprises de San Diego pourraient être en concurrence pour un contrat de la marine : Le programme BAMS est qualifié de tâche colossale), *San Diego Union-Tribune*, 18 mai 2006, <http://www.signonsandiego.com/uniontrib/>

20060518 /news_1b18bams.html (consulté le 18 août 2006).

32. Ibid.

33. Lieutenant colonel Ed “Mel” Tomme et colonel Sigfred “Ziggy” Dahl, “Balloons in Today’s Military? An Introduction to the Near-Space Concept” (Des ballons dans les forces armées d’aujourd’hui ? Une introduction au concept d’espace proche), *Air and Space Power Journal* 19, n° 4 (hiver 2005) : 43, <http://www.airpower.maxwell.af.mil/airchronicles/apj/apj05/win05/win05.pdf>.

34. Ibid., 48.

35. Ibid., 44, fig. 2.

36. Commandant Robert Blackington, projet Space Battlelab de l’U.S. Air Force, cité dans Alan Boyle, “Airship Groomed for Flight to Edge of Space: Developer Says ‘Baby Steps’ Will Someday Lead to Orbit” (Un dirigeable préparé pour voler à la lisière de l’espace : Un développeur déclare que les premiers pas conduiront un jour à une orbite), MSNBC, 21 mai 2004, <http://www.msnbc.msn.com/id/5025388> (transcription consultée le 14 septembre 2006).

37. Thomas E. Ricks et Peter Slevin, “Spain and U.S. Seize N. Korean Missiles: Scuds Were on Ship Bound for Yemen” (L’Espagne et les Etats-Unis saisissent des missiles nord-coréens : Des Scuds se trouvaient sur un navire en route pour le Yemen), *Washington Post*, 11 décembre 2002, A01.

38. Le Meyer Institute for Systems Engineering de la Naval Postgraduate School analysa récemment un scénario similaire. Voir capitaine de corvette Andrew Kessler et autres., *Maritime Threat Response* (Riposte aux menaces maritimes), rapport final (Monterey, Californie: Naval Postgraduate School, juin 2006), 30–31.

39. Mao Tsé-tung, *On Guerrilla Warfare* (De la guérilla), traduit par Samuel B. Griffith (Baltimore, Maryland: Nautical and Aviation Publishing Company of America, 1992), 113.

40. Kessler et autres, *Maritime Threat Response*, 30–31, 252.

41. Ronald O’Rourke, *Navy Littoral Combat Ship (LCS): Background and Issues for Congress* (Le navire de combat littoral de la marine : Données de base et questions en jeu pour le Congrès), rapport n° RS21305 du CRS au Congrès, (Washington, DC: Congressional Research Service, Library of Congress, mis à jour le 18 août 2006), CRS-2, <http://www.fas.org/sgp/crs/weapons/RS21305.pdf>.

42. Kessler et autres, *Maritime Threat Response*, 250–51.

43. Frank Colucci, “Navy, Marine Helicopter Fleets Will See Steady Arrivals of New Aircraft” (Les flottes d’hélicoptères de la marine et du corps des marines connaîtront des arrivées constantes de nouveaux aéronefs), *National Defense*, septembre 2005, http://www.nationaldefensemagazine.org/issues/2005/Sep/Navy_Marine.htm (consulté le 15 septembre 2006).

44. Christopher Bolkcom, *V-22 Osprey Tilt-Rotor Aircraft* (Le convertible V-22 Osprey), rapport n° RL31384 du CRS au Congrès, (Washington, DC: Congressional Research Service,

Library of Congress, mis à jour le 13 mars 2007), CRS-2, <http://www.fas.org/spp/crs/weapons/RL31384.pdf>.

45. “MV-22 Osprey”, fiche d’information, U.S. Marine Corps, 30 décembre 1997, <http://www.hqmc.usmc.mil/factfile.nsf/0006111164d72c407852562de00720540?OpenDocument> (consultée le 15 septembre 2006).

46. “Ground Moving Target Engagement System Hits Tank with JDAM” (Le système d’attaque d’objectifs terrestres mobiles atteint un char avec une munition interarmées d’attaque directe), *Space Daily*, 22 décembre 2003, <http://www.spacedaily.com/news/gps-03zzh.html> (consulté le 4 décembre 2005). En novembre 2004, un B-52 effectua un vol sans escale depuis Guam et employa avec succès une munition interarmées d’attaque directe à AMSTE contre le navire désarmé USS *Schenectady* (LST 1185), le détruisant au large de Hawaii. Voir Sergent-chef Tonya Keebaugh, “Resultant Fury Successful Thanks to ‘Test’ Airmen” (*Resultant Fury* a réussi grâce aux aviateurs « d’essai »), *Air Force Print News*, 14 décembre 2004, http://www.af.mil/news/story_print.asp?storyID=123009411 (consulté le 4 décembre 2005). En juin 2005, des bombardiers B-1B employèrent avec succès une CBU-98 pour attaquer un objectif maritime en mouvement dans le Golfe du Mexique. Aviateur de 1^e classe Kiley Olds, “Dyess AFB Demonstrates B-1B’s Upgrades, Combat Capabilities” (Dyess AFB apporte la preuve des mises à niveau réussies et des capacités de combat du B-1B), *Air Force Print News*, 19 août 2005, http://www.af.mil/news/story_print.asp?storyID=123011369 (consulté le 4 décembre 2005).

47. “AGM-65 Maverick”, fiche d’information, *Air Force Link*, octobre 2005, <http://www.af.mil/factsheets/factsheet.asp?fsID=72> (consultée le 17 mars 2006) ; “MQ-1 Predator Unmanned Aerial Vehicle” (Le véhicule aérien sans pilote MQ-1 Predator), fiche d’information de l’armée de l’air des Etats-Unis, octobre 2005, http://www.af.mil/factsheets/factsheet_print.asp?fsID=122&page=1 (consultée le 17 mars 2006).

48. “AGM-84 Harpoon SLAM [Stand-Off Land Attack Missile]” (Le missile d’attaque au sol à distance de sécurité AGM-84 Harpoon), *FAS Military Analysis Network*, 1^e décembre 2005, <http://www.fas.org/man/dod-101/sys/smart/agm-84.htm> (consulté le 18 août 2006).

49. Dans les situations dans lesquelles un navire suspect agit d’une façon aussi hostile, nous pourrions élaborer des règles d’engagement autorisant des options cinétiques de destruction qui, et c’est l’ironie de la chose, simplifieraient le problème tactique.

50. “AC-130H/U Gunship” (L’avion d’assaut AC-130H/U), fiche d’information, *Air Force Link*, octobre 2005, <http://www.af.mil/factsheets/factsheet.asp?fsID=71> (consultée le 15 septembre 2006).

51. “AC-130H Spectre / AC-130U Spooky”, *FAS Military Analysis Network*, 8 janvier 2000, <http://www.fas.org/man/dod-101/sys/ac/ac-130.htm> (consulté le 15 septembre 2006).

52. “Nonlethal Weapons in Law Enforcement Operations” (Les armes non létales dans les opérations d’application de la loi), diapositives d’information, garde-côtes des Etats-Unis, 2002, <http://www.dtic.mil/ndia/2002nonlethdef/Jacobs.pdf> (visionnées le 15 septembre 2006) ; Doug Beizer, “DOD Taps American Systems for Nonlethal Weapons Work” (Le Secrétariat de la défense choisit *American Systems* pour travailler sur les armes non létales), *GCN [Government Computer News]*, 6 janvier 2006, http://www.gcn.com/online/vol1_no1/37919-1.html?topic=defense-technology (consulté le 15 septembre 2006).

53. Carlo Kopp, “The Electromagnetic Bomb: A Weapon of Electrical Mass Destruction” (La bombe électromagnétique : Une arme de destruction électrique massive), *Air and Space Power Journal—Chronicles Online Journal*, sans date, <http://www.airpower.maxwell.af.mil/airchronicles/kopp/apjemp.html> (consulté le 15 septembre 2006).

54. Ibid.

55. Kessler et autres, *Maritime Threat Response*, 253. Les batteries côtières pourraient également profiter du soutien de moyens aériens, par exemple pour l’observation aérienne du tir. Des batteries côtières létales présentent moins d’avantages à cause de l’incertitude et de la friction qui existent pendant les très courtes périodes au cours desquelles les autorités s’efforceraient de déterminer si oui ou non un navire est hostile.

56. *Maritime Security Policy Coordinating Committee* (Commission de coordination des politiques de sécurité maritime), *Maritime Operational Threat Response for the National Strategy for Maritime Security* (riposte aux menaces opérationnelles maritimes dans le cadre de la stratégie nationale de sécurité maritime), (Washington, DC: National Security Council/Homeland Security Council, octobre 2005), 6.

57. Roxana Tiron, “Northern Command Not Directing Enough Attention to Maritime Defense” (Le Northern Command n’accorde pas suffisamment d’attention à la défense maritime), *National Defense* 89, n° 614 (janvier 2005) : 14.

58. Carlos Urbizu, “Shielding Achilles’ Heel: Challenges Facing Northern Command in the Maritime Domain” (Protéger le talon d’Achille : Les défis auxquels doit faire face le Northern Command dans le domaine maritime), (thèse de maîtrise, Naval Postgraduate School, mars 2004), 1.

59. David Pugliese, “NORAD Expands: Aerospace Command Takes on Maritime Surveillance Role” (Le NORAD s’élargit : Le commandement de la défense aérienne et spatiale se charge d’un rôle de surveillance maritime), *CAISR: The Journal of Net-Centric Warfare*, 3 juillet 2006, <http://www.isrjournal.com/story.php?F=1854792> (consulté le 18 août 2006).

60. Document doctrinal de l’armée de l’air (*Air Force Doctrine Document – AFDD*) 2-1.4, *Counterspace Operations* (opérations anti-maritimes), 15 septembre 2005, 18, https://www.doctrine.af.mil/afdcprivateweb/AFDD_Page_HTML/Doctrine_Docs/afdd2-1-4.pdf. Voir égale-

ment la publication interarmées (*Joint Publication – JP*) 1-02, *Department of Defense Dictionary of Military and Associated Terms* (Secrétariat de la défense, dictionnaire des termes militaires et associés), 12 avril 2001 (tel qu'amendé au 1er mars 2007), 283–84, http://www.dtic.mil/doctrine/jel/new_pubs/jp1_02.pdf; JP 3-0, *Joint Operations* (Opérations interarmées), 17 septembre 2006, II-12 à II-13, http://www.dtic.mil/doctrine/jel/new_pubs/jp3_0.pdf.

61. Pour une analyse de l'organisation du groupe de forces interarmées, voir la JP 3-33, *Joint Task Force Headquarters* (Quartier général du groupe de forces interarmées), 16 février 2007, http://www.dtic.mil/doctrine/jel/new_pubs/jp3_33.pdf.

62. Amiral Thad Allen, commandant des garde-côtes, "State of the Coast Guard Address" (Message sur l'état des garde-côtes), *All American Patriots: United States News and Information*, 13 février 2007, <http://www.allamericanpatriots.com/m-news+article+storyid-19692.html> (consulté le 18 février 2007). Il n'est pas toujours facile de déterminer si oui ou non une

mission particulière relève de la sécurité ou de la défense du territoire. En cas de crise, le président déciderait si c'est le Secrétariat de la défense ou le Département de la sécurité du territoire qui prendrait la direction des opérations. Les rapports de commandement en termes de savoir qui est soutenu et qui soutient découleraient de cette décision.

63. *The U.S. Coast Guard Strategy for Maritime Safety, Security, and Stewardship* (La stratégie de sûreté, sécurité et gestion maritimes des garde-côtes des Etats-Unis), (Washington, DC: *US Coast Guard*, 19 janvier 2007), 46.

64. "Biographies for Coast Guard Leaders" (Biographies des responsables des garde-côtes), *United States Coast Guard*, 31 janvier 2007, <http://www.uscg.mil/flag> (consulté le 19 février 2007).

65. Colonel Phillip S. Meilinger, "Ten Propositions Regarding Airpower" (Dix assertions concernant la puissance aérienne), *Air and Space Power Journal* 10, n° 1 (printemps 1996) : 53.

66. *Ibid.*, 66.

**AIR & SPACE
POWER CHRONICLES**

Le site de
Air & Space Power Journal et Chronicles Online Journal
<http://www.airpower.maxwell.af.mil>

Visitez les sites des autres éditions

- *Air & Space Power Journal – Arabe*
<http://www.airpower.maxwell.af.mil/apjinternational/aspjarabic.html>
- *Air & Space Power Journal – Chinois*
<http://www.airpower.maxwell.af.mil/apjinternational/aspjchinese.html>
- *Air & Space Power Journal – Espagnol*
<http://www.airpower.maxwell.af.mil/apjinternational/aspjesp.html>
- *Air & Space Power Journal – Français*
<http://www.airpower.maxwell.af.mil/apjinternational/aspjfrench.html>
- *Air & Space Power Journal – Portugais*
<http://www.airpower.maxwell.af.mil/apjinternational/aspjpor.html>

L'échec d'Israël

Pourquoi ?

PAR LE LIEUTENANT COLONEL J. P. HUNERWADEL (C.F.), USAF



La campagne de 34 jours menée par Israël contre Hezbollah pendant l'été 2006 vit les observateurs se bousculer pour désigner les responsables de son échec avant même qu'elle ne soit terminée. Il est de fait que la survie de Hezbollah et l'élargissement de son influence au Liban semblent indiquer qu'Israël subit au moins une défaite stratégique partielle lors de ce conflit, bien qu'il prétende le contraire.¹ Quoi qu'il en soit, nombreux sont ceux qui pensent que les responsables ne manquent pas. Certains estiment que la dépendance excessive d'Israël sur la puissance aérienne contribua à la défaite apparente. Des observateurs tels que

Phillip Gordon et Ralph Peters conclurent, aux termes de la synthèse de leurs vues exprimée par l'analyste William Arkin (qui ne les partage pas), que « la puissance aérienne ne peut jamais être décisive dans une guerre, qu'un aviateur ne peut commander une armée et que les aviateurs éprouvent un désir pernicieux de gagner des guerres sans les forces terrestres ».²

L'un des épouvantails que les critiques de la puissance aérienne aiment agiter pour faire peur aux convaincus est le concept de l'approche des opérations basées sur les effets (*Effects-Based Approach to Operations* - EBAO), qu'ils rendent également responsable de l'échec de

la campagne.³ Un certain nombre des nombreux opposants à la puissance aérienne présentent l'EBAO comme un modèle réductionniste de guerre et prétendent que ses partisans pensent qu'elle peut apporter des réponses magiques au problème de la confusion et de la friction dans la guerre.

Au contraire, une approche basée sur les effets ne préconise pas une « guerre immaculée » (*immaculate warfare*, pour reprendre l'expression de Peters) et Israël mena sa campagne contre Hezbollah en violation des principes d'opérations basées sur les effets dont les forces armées américaines se font l'apôtre dans leur propre doctrine.⁴ Cet article examine en quoi Israël a méconnu ou violé les principes de l'EBAO dans trois domaines fondamentaux : son manquement à une analyse correcte aussi bien du problème que de l'ennemi auquel il était confronté, son retour à une mentalité focalisée sur la gestion d'une liste de cibles plutôt que sur la création d'effets désirés précis et, ce qui est peut-être le plus important, son manquement à la détermination d'un état final cohérent pour la campagne. Si, en fait, Israël chercha *effectivement* à mener une guerre basée sur les effets contre Hezbollah, on peut dire qu'il interpréta et appliqua d'une manière fondamentalement erronée les principes d'une telle approche et, ce faisant, mésuma tout aussi fondamentalement aussi bien la puissance aérienne que les forces terrestres.⁵

Manquement à l'analyse correcte du problème

La première cause de l'échec d'Israël est liée à son manque apparent d'analyse – de sa situation et de son ennemi, Hezbollah. Les principes doctrinaux de l'EBAO reconnaissent que la connaissance de tous les acteurs et de l'environnement opérationnel est importante pour la réussite et qu'elle devrait être basée sur une analyse de cet environnement en tant que réseau de systèmes.⁶ La commission Winograd, une commission d'enquête israélienne chargée de déterminer les causes de l'échec de la campagne, résuma ainsi la

performance d'Israël à cet égard : « La décision de réagir immédiatement par une frappe intense ne fut pas basée sur un plan militaire détaillé, complet et organique, reposant lui-même sur une étude minutieuse des caractéristiques complexes du théâtre d'opérations libanais. »⁷

Si elle avait examiné les liens de Hezbollah avec le monde au-delà des environs immédiats de l'espace de bataille, une analyse basée sur les systèmes aurait indiqué à Israël la relative insensibilité des organisations terroristes subéatiques aux dommages subis par la population civile ; en fait, elles les considèrent souvent comme un avantage. Les pertes civiles qui peuvent être imputées à un assaillant renforcent la façade de « persécutées » qu'adoptent de nombreuses organisations terroristes pour s'acquiescer la sympathie de l'opinion progressiste dans le monde développé. C'est ainsi que chaque bombe larguée sur un objectif apparemment « civil », quelle que soit la légitimité de cet objectif d'après les lois du conflit armé, peut représenter une petite victoire de propagande pour l'organisation terroriste. Ce risque est souvent contrebalancé par la valeur militaire légitime de l'objectif mais les commandants doivent évaluer un tel risque et, dans la plupart des cas, les chefs des forces de défense israéliennes (*Israel Defense Forces* – IDF) et les autorités politiques du pays ne le firent pas.

Une analyse basée sur les systèmes aurait également dû montrer que les organisations telles que Hezbollah se composent de nombreuses cellules semi-autonomes, qui ne sont pas soumises à un ferme contrôle centralisé et sont par conséquent intrinsèquement résistantes aux tentatives de perturbation du commandement et contrôle (C2) – ce qu'un grand nombre d'attaques israéliennes visant des résidences « civiles » dans les quartiers sud de Beyrouth semblaient vouloir faire (en détruisant les « centres de commandement » de Hezbollah implantés dans les immeubles).⁸ Israël se serait épargné, dans une certaine mesure, la condamnation internationale qui le frappa pour avoir attaqué des immeubles résidentiels s'il avait réalisé que cette action ne pouvait se révéler efficace pour perturber le C2 d'une organisation « cellulaire ». Israël

semblait en fait se contenter d'attaquer de tels objectifs pour la simple raison qu'ils figuraient sur une liste d'objectifs, sans tenir compte des effets indirects de ces attaques sur l'opinion publique internationale.

Mentalité de gestion d'une liste de cibles

Les principes de l'EBAO maintiennent que les guerres ne sont pas des exercices tactiques poussés à l'extrême (la guerre implique plus qu'un seul engagement ou ordre de mission) et que toutes les opérations, depuis la moindre action tactique jusqu'à l'intégration des instruments nationaux de la puissance – militaires, politiques, culturels, économiques et d'information – exigent une intégration dans un ensemble adaptatif cohérent.⁹ L'EBAO cherche donc à s'opposer à la mentalité qui considère la guerre comme un exercice de gestion d'une liste de cibles ou visant simplement à causer l'attrition d'un ennemi et de son matériel jusqu'à ce qu'il capitule. Plusieurs membres du gouvernement israélien, y compris le premier ministre Ehud Olmert, maintiennent qu'Israël remporta sa campagne parce que celle-ci se solda par la mort de plus de 600 combattants de Hezbollah. La victoire n'est toutefois pas fondée sur l'importance des pertes infligées. Hezbollah souffrit sur le plan tactique mais ne fut sans aucun doute que plus heureux d'échanger la vie de ses combattants contre un prestige et une influence accrues au Liban et dans le monde.

Le rapport de la commission Winograd déclare que « le premier ministre prit une décision hâtive » et que la réaction du chef d'état-major à la prise d'otages israéliens fut « impulsive ».¹⁰ Ce qui se déroula à l'issue des heures initiales de frappes de représailles n'était pas un plan mais « la plus conventionnelle des approches, dans laquelle chaque élément individuel était justifié sur la base de sa légalité et de son importance militaire, presque détaché de l'objectif général de la campagne et de l'issue stratégique souhaitée. »¹¹ La campagne devint ainsi un effort aveugle de prise en charge d'un ensemble de cibles que les forces aérien-

nes attaquent habituellement, s'accompagnant d'un effort tout aussi aveugle d'attrition des forces combattantes de Hezbollah. Apparemment, les Israéliens ne réfléchirent pas beaucoup aux conséquences d'une attaque de ces objectifs habituels. Ils menèrent cet effort visant à faire pression sur le gouvernement libanais d'une façon telle qu'il eut l'effet presque exactement inverse que celui qui était recherché.

La mentalité de gestion d'une liste de cibles peut devenir la position par défaut pour l'emploi de la puissance aérienne en l'absence d'une conception et d'une planification opérationnelles bien étudiées. Cela devint la norme au Viêt-nam pour les États-Unis et contribua à la défaite américaine. Lorsqu'ils emploient la puissance aérienne, les commandants compétents doivent toujours éviter cette mentalité. De même, la position par défaut pour la puissance militaire terrestre revient à une pure attrition, généralement par les moyens les plus opportuns disponibles – de préférence la faculté de tirer à distance de sécurité. Les commandants doivent également éviter cette mentalité. Les commandants israéliens échouèrent à ces deux égards et leur campagne dégénéra en gestion d'une liste de cibles, un exercice orienté vers l'attrition.

Absence d'un état final cohérent

Le principe de l'objectif demande d'orienter « toute opération militaire vers un objectif défini clairement, décisif et réalisable. »¹² L'EBAO va plus loin avec ce principe. La réalisation de l'objectif ou d'un ensemble d'objectifs de cette nature doit conduire à un ensemble de conditions qui définissent la façon dont l'environnement opérationnel devrait se présenter à l'issue du conflit. En outre, ces conditions d'état final ne doivent pas seulement représenter une situation momentanée. La doctrine militaire américaine enseigne que les opérations devraient être basées sur la notion d'*avantage permanent* – c'est-à-dire d'obtenir et de maintenir un état qui nous confère ce que nous voulons tout en privant nos ennemis de ce qu'ils veulent dans l'environnement opérationnel. L'EBAO met l'ac-

cent sur le fait que l'état final souhaité doit conditionner toutes les considérations subordonnées de planification, d'exécution et d'évaluation, y compris les détails du choix des objectifs et des moyens de traitement. En bref, toutes les opérations militaires devraient non seulement viser à atteindre un objectif définissable et décisif mais également s'accompagner d'un plan portant sur les résultats permanents que doit apporter la réalisation de l'objectif.

Pendant toute la campagne contre Hezbollah, le général de corps d'armée Dan Halutz, chef de l'état-major israélien ; le ministre de la défense Amir Peretz et le premier ministre Ehud Olmert semblèrent incapables d'expliquer publiquement la *motivation* derrière leurs actions. Cela peut avoir été le résultat des nécessités de la sécurité militaire – mais est plus vraisemblablement dû au fait qu'ils ne comprenaient pas eux-mêmes les rapports entre les missions tactiques dont ils chargeaient les IDF, les objectifs stratégiques et l'état final auxquels ils souhaitaient arriver. Pour citer le rapport Winograd, « [Israël] autorisa le déclenchement d'une campagne militaire sans réfléchir à un plan de retrait. »¹³ Sans état final clairement défini à l'esprit, les Israéliens poursuivirent divers objectifs dans le cours de la campagne.

Pendant les premières heures, Israël voulut obtenir le retour de deux réservistes capturés lors de l'attaque d'une patrouille frontalière et riposter aux roquettes tirées par Hezbollah et prenant pour cibles des villes et postes-frontière israéliens. Le premier objectif fit tomber les IDF dans une embuscade. Le deuxième déclencha un plan qui avait été répété – « Hannibal » – pour attaquer les missiles à longue portée fournis par l'Iran à Hezbollah. Cette frappe initiale de représailles ne dura toutefois que 34 minutes.¹⁴ A l'issue de la première journée de la campagne, Israël se retrouva « sans son texte ».

Après avoir exécuté Hannibal, Israël se livra à des bombardements intensifs de l'infrastructure civile du Liban destinés apparemment à contraindre le gouvernement libanais à faire pression sur Hezbollah pour que cessent les attaques par roquettes visant Israël.¹⁵ Au lieu de contraindre les Libanais, toutefois, ces atta-

ques eurent pour effet de coaliser l'opinion internationale contre Israël et ainsi de renforcer ses ennemis. Les attaques lancées par Israël peuvent également avoir sapé la crédibilité du gouvernement libanais, qui s'était comporté comme un allié de facto en réduisant l'influence de la Syrie, l'un des pays soutenant le terrorisme, au Liban. En fin de compte, quelles qu'aient été les intentions d'Israël, l'état final prit la forme d'un Hezbollah renforcé sur le plan stratégique (bien qu'affaibli tactiquement) et d'IDF qui virent leur réputation ternie substantiellement (quels que soient les succès tactiques qu'elles aient pu remporter).

Les chefs militaires devraient enfin participer à la détermination de l'état final, ce qu'ils ne firent pas pendant la campagne. Participant à la conception opérationnelle, le commandant et ses stratèges agissent comme un architecte qui crée un modèle pour un client ou promoteur. Dans le cas des opérations militaires, le « promoteur » est représenté par les autorités nationales et la détermination de l'état final devient un élément central de ce que le promoteur et l'« architecte » accomplissent grâce à un dialogue mutuel constant. C'est la meilleure façon d'éviter la conception d'un état final dont la force militaire ne peut accoucher. Par contraste, concernant ses commandants, le premier ministre Ehud Olmert déclara explicitement qu'« ils ne peuvent voir la totalité de la situation et n'ont pas besoin de le faire. Ce n'est pas leur travail. Leur travail est d'exécuter leur mission de la manière la plus efficace dont le coût humain est le moindre possible et qui est la plus favorable pour Israël. »¹⁶ Dans la mesure où on peut dire que Olmert forgea une stratégie, il en forgea une que ses forces armées ne purent exécuter. Un dialogue avec ses commandants pendant la phase de conception des opérations aurait probablement évité un tel résultat.

L'ironie est que le général de brigade israélien Shimon Naveh a été à l'avant-garde du mouvement ayant donné naissance à la spécificité de la conception opérationnelle militaire ; en fait, son ouvrage sur la théorie de la conception opérationnelle est considéré comme faisant autorité dans ce domaine.¹⁷ Les autorités israéliennes auraient bien fait de consulter le général mais il semble que ses idées ne sont

plus en vogue ou n'étaient pas connues au moment de la campagne. Naveh insiste sur le fait qu'un dialogue constant entre les autorités militaires et civiles est crucial pour le succès de la conception opérationnelle.

Le mythe de l'échec de la puissance aérienne

Dès le premier jour, la campagne d'Israël contre Hezbollah fut réellement interarmées, faisant intervenir des éléments aériens, terrestres et navals. Comme indiqué plus haut, certains critiques citent tendancieusement le mauvais emploi de la puissance aérienne par Israël comme preuve de l'incapacité de celle-ci à amener une décision. Dès ses premières heures, toutefois, la campagne fit intervenir des forces terrestres (bien qu'au hasard et de façon désordonnée), qui souffrirent de la même manière d'une absence de conception et de planification opérationnelles cohérentes.

Les critiques de la puissance aérienne maintiennent que, en mettant en avant les « systèmes de choix des objectifs et des moyens de traitement de précision et autres superarmes », les « fanatiques » de la puissance aérienne promettent des « guerres sans effusion de sang » et assurent qu'une information parfaite éliminera la confusion et la friction de la guerre.¹⁸ C'est un raisonnement fabriqué de toutes pièces. L'une des idées de base d'une approche basée sur les effets (qu'on l'applique à la puissance aérienne ou à toute autre forme de puissance militaire) est que la nature complexe et non linéaire des systèmes constitués d'êtres humains signifie qu'il est *impossible* d'éliminer la confusion et la friction, quelle que soit la « perfection » du renseignement, et que les opérations doivent par conséquent être conçues de façon à ce qu'il soit possible de comprendre une action, même la moins tactique, dans le contexte de l'état final souhaité pour le conflit. Il est clair que cela ne s'est pas produit lors de la campagne d'Israël contre Hezbollah. De fait, « [le chef d'état-major] n'attira pas l'attention des autorités politiques sur la complexité de la situation et ne leur offrit pas les informations, évaluations et plans qui existaient au sein des

IDF à divers niveaux de planification et d'approbation et auraient permis de mieux relever les défis qui se présentaient » ; qui plus est, il « ne prépara pas un plan d'opérations clair pour la campagne », déclara le général de division Udi Shani, qui dirigea une enquête sur la performance de l'état-major général.¹⁹

Lorsque les opérations terrestres commencèrent, nombreuses furent les unités qui allèrent au combat avec un entraînement et des approvisionnements insuffisants, incapables d'exercer une pression constante sur Hezbollah et ses ressources.²⁰ Se référant à l'effort aussi bien terrestre qu'aérien, le général en retraite Yoram Yair fit observer que « les principes fondamentaux de la guerre furent négligés à l'occasion de cette campagne... Il y eut une absence totale d'initiative, de persévérance, d'actions de choc, de concentration de l'effort. »²¹ On peut attribuer une partie de l'échec de l'effort au sol à l'indifférence prolongée à l'égard des forces terrestres des IDF : « Les points faibles de l'armée en termes d'état de préparation et d'entraînement, sa doctrine opérationnelle et divers défauts de sa culture et de sa structure organisationnelles, engageaient tous la responsabilité des chefs militaires et des autorités politiques en place de nombreuses années avant que... le premier ministre [Olmert], le ministre de la défense [Peretz] et le chef d'état-major [Halutz] ne prennent leurs fonctions. »²² Il semble que les forces terrestres aient été négligées par le gouvernement israélien pendant de nombreuses années et que, comme dans le cas de la puissance aérienne, les autorités israéliennes les aient mal employées lors de la campagne contre Hezbollah. Tout cela résulta d'un échec de la stratégie totale israélienne au cours des années précédant le conflit et de l'incapacité totale à élaborer une stratégie lors du déclenchement du conflit avec Hezbollah.

Autres solutions

Tout cela soulève la question de savoir si Israël aurait pu poursuivre une stratégie cohérente qui lui aurait permis d'atteindre ses objectifs dans ce conflit. Une autre solution

militaire aurait impliqué l'exécution d'une offensive terrestre beaucoup plus importante au sud du Liban pour se saisir des bases de Hezbollah et des zones d'où étaient tirées les roquettes. Le premier ministre Ehud Olmert fut apparemment soumis à une certaine pression, aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur de son gouvernement, pour choisir précisément cette solution mais Arkin exprime le mieux la raison pour laquelle le gouvernement israélien choisit de ne pas le faire : « Effectivement, Israël fit initialement preuve de modération au sol, une décision qui pourrait et devrait être interprétée non comme la manifestation de quelque rêve de puissance aérienne ou d'une compréhension laissant à désirer de la guerre terrestre mais comme un désir d'éviter une bataille prolongée, une occupation et tous les massacres et destructions qui auraient suivi. »²³ Israël occupa le sud du Liban pendant presque 20 ans après la première guerre du Liban mais cette occupation ne réussit pas à empêcher l'ascension de Hezbollah tout en ayant un coût humain et financier très élevé.

Une autre solution aurait été de prévoir une campagne combinée air-terre dirigée exclusivement contre Hezbollah et concentrée au sud du Liban. Une analyse basée sur les effets de l'environnement opérationnel aurait suggéré qu'une telle option était plus prometteuse que la campagne qu'Israël mena en fin de compte mais Israël aurait encore été confronté au problème de l'état final : devrait-il de nouveau occuper le sud du Liban, ou bien le nettoyage des positions de combat de Hezbollah suivi de leur abandon serait-il viable politiquement et prudent militairement ? Une telle ligne de conduite aurait au moins eu l'avantage de créer des possibilités de victoire contre les « unités » de Hezbollah en combat en rase campagne. Cela aurait pu changer complètement la perception d'une « victoire » de Hezbollah et d'une « défaite » des IDF. Cela aurait également pu donner aux IDF la chance de détruire une grande partie de l'infrastructure militaire de Hezbollah dans le sud du Liban. De toute façon, le gouvernement Olmert se montra incapable d'analyser la situation et d'établir un plan de campagne

cohérent, et n'envisagea par conséquent pas cette option. Compte tenu de la brièveté du délai dont elles disposèrent, il est probable que les forces armées israéliennes n'étaient pas préparées pour une telle opération.

Une dernière solution possible aurait pu impliquer une riposte limitée contre les sites de Hezbollah suspectés de lancer des missiles, qui fut essentiellement l'option choisie par Israël lors de l'« attaque de 34 minutes » et actuellement appliquée à Gaza. Cela aurait probablement entraîné des mois de frappes aériennes en représailles de lancements par Hezbollah de missiles prenant pour cible le nord d'Israël. Il ne fait aucun doute que la pression politique exercée sur le gouvernement Olmert aurait monté pour l'inciter à mener un assaut contre les positions de lancement au Liban mais les Israéliens auraient pu ainsi avoir le temps de préparer correctement une opération interarmées air-terre prenant comme il convient en considération la nature de Hezbollah et l'environnement opérationnel. Israël aurait encore eu à choisir entre des états finaux déplaisants mais, encore une fois, cela aurait pu permettre aux IDF de créer la perception qu'elles avaient vaincu.

Pour résumer, des principes basés sur les effets auraient dû conduire les Israéliens à réaliser qu'ils ne pourraient pas parvenir à l'état final qu'ils souhaitaient par les seules attrition et destruction – qu'en fait une approche basée sur la destruction pourrait se retourner contre Israël et causer un dommage stratégique significatif à la cause pour laquelle il combattait. Des principes basés sur les effets auraient également dû écarter les Israéliens d'une mentalité de prise en charge des cibles pour les rapprocher d'une focalisation sur l'état final et les objectifs. Enfin, des principes sains de conception opérationnelle devraient les avoir conduits à élaborer pour la campagne une structure incorporant les effets politiques et culturels que leur bombardement produiraient vraisemblablement. La campagne se déroula d'une façon telle qu'Israël causa des dommages tactiques significatifs à Hezbollah par l'attrition et la destruction mais que l'issue stratégique, au moins à court terme, affaiblit la réputation d'Israël et en fin de compte renforça Hezbollah. □

Notes

1. Pour le meilleur traitement de la campagne jusqu'ici, qui présente les arguments concluant à la défaite d'Israël, voir William M. Arkin, *Divining Victory: Airpower in the 2006 Israel-Hezbollah War* (Prédire la victoire : La puissance aérienne dans la guerre de 2006 entre Israël et Hezbollah), (Maxwell AFB, Alabama: *Air University Press*, août 2007). Voir également Carol Migdalovitz, *Israel: Background and Relations with the United States* (Israël : Données de base et relations avec les Etats-Unis), rapport du CRS au Congrès, (Washington, DC: *Congressional Research Service*, Library of Congress, 26 juillet 2006), <http://vienna.usembassy.gov/en/download/pdf/israel.pdf>.

2. Arkin, *Divining Victory*, 140. Voir également Phillip H. Gordon, "Air Power Won't Do It" (La puissance aérienne ne suffira pas), *Washington Post*, 25 juillet 2006, A-15 ; et Ralph Peters, "The Myth of Immaculate Warfare" (Le mythe de la guerre immaculée), *USA Today*, 5 septembre 2006, http://www.usatoday.com/news/opinion/editorials/2006-09-05-warfare-edit_x.htm.

3. De façon très significative en Israël même. Voir Ron Tira, *The Limitations of Standoff Firepower-Based Operations: On Standoff Warfare, Maneuver, and Decision* (Les limites des opérations basées sur la faculté de tirer à distance de sécurité : De la guerre à distance de sécurité, de la manœuvre et de la décision), memorandum n° 89 (Tel Aviv, Israël : Institut d'études de sécurité nationale, Université de Tel Aviv, mars 2007), <http://www.tau.ac.il/jcss/memoranda/memo89.en.pdf>. Cette monographie établit une rubrique fabriquée de toutes pièces d'opérations basées sur la faculté de tirer à distance de sécurité qui s'efforce d'« imposer les effets » par opposition aux « opérations militaires classiques », qui « atteignent directement les objectifs militaires » (9–13).

4. Voir par exemple, Document doctrinal de l'armée de l'air des Etats-Unis (*Air Force Doctrine Document - AFDD*) 2, *Operations and Organization* (Opérations et organisation), 3 avril 2007, chap. 2 ; voir également Publication interarmées (*Joint Publication - JP*) 3-0, *Joint Operations* (Opérations interarmées), 17 septembre 2006, chap. 4 ; et JP 5-0, *Joint Operation Planning* (Planification des opérations interarmées), 26 décembre 2006, chap. 3.

5. Pour les principes de base, voir « L'approche des opérations basées sur les effets : Questions et « réponses » par le lieutenant colonel J. P. Humerwadel (c.f.), USAF, *Air and Space Power Journal en français Vol. III*, n° 1 (printemps 2007) : 6–17, <http://www.airpower.maxwell.af.mil/airchronicles/apj/apj06/spr06/humerwadel>.

6. AFDD 2, *Operations and Organization*, 19.

7. "The Winograd Report: The Main Findings of the Winograd Partial Report on the Second Lebanon War" (Le rapport Winograd : Les principales conclusions du rapport partiel de la commission Winograd sur la deuxième guerre du Liban), *Haaretz.com*, 5 janvier 2007, 10a, <http://www.haaretz.com/hasen/spages/854051.html>.

8. Israël attaqua également des antennes de téléphonie mobile, là aussi avec des effets limités. Voir Arkin, *Divining Victory*, 115.

9. AFDD 2, *Operations and Organization*, 18–19.

10. "The Winograd Report", 12b, 14a.

11. Arkin, *Divining Victory*, 155.

12. JP 3-0, *Joint Operations*, annexe A, A-1.

13. "The Winograd Report", 10c.

14. Voir, par exemple, Aluf Benn, "Report: IAF Wiped Out 59 Iranian Missile Launchers in 34 Minutes" (Un rapport indique que les IDF détruisit 59 lance-missiles iraniens en 34 minutes), *Haaretz.com*, 24 octobre 2006, <http://www.haaretz.com/hasen/spages/778485.html>.

15. Arkin, *Divining Victory*, 41–42.

16. "Winograd Transcripts: Olmert, Peretz, Halutz Blame Army, and Each Other" (D'après les minutes de leur comparution devant la commission Winograd, Olmert, Peretz, Halutz accusent l'armée et s'accusent réciproquement), *Israel Insider*, 10 mai 2007, <http://web.israelinsider.com/Articles/Politics/11338.htm>.

17. Shimon Naveh, *In Pursuit of Military Excellence: The Evolution of Operational Theory* (A la poursuite de l'excellence militaire : L'évolution de la théorie opérationnelle), (Londres: Frank Cass, 1997).

18. Peters, "Myth of Immaculate Warfare".

19. "The Winograd Report", 14a ; et Alon Ben-David, "Debriefing Teams Brand IDF Doctrine 'Completely Wrong,'" (Les équipes de compte-rendu cataloguent la doctrine de l'IDF comme « totalement incorrecte »), *Jane's Defence Weekly*, 3 janvier 2007, 7.

20. Voir, par exemple, Ken Ellingwood et Laura King, "Warfare in the Middle East: Israel Wades into Bloodiest Day" (Guerre au Moyen-Orient : Israël entre dans la journée la plus sanglante), *Los Angeles Times*, 27 juillet 2006.

21. Ben-David, "Debriefing Teams Brand IDF Doctrine..." , 7.

22. "The Winograd Report", 15c.

23. Arkin, *Divining Victory*, xxiii.

Le réseau des bases aériennes servant aux opérations en Afghanistan

PAR LE LIEUTENANT MICKAËL AUBOUT, ARMÉE DE L'AIR FRANÇAISE



La nécessité de disposer d'infrastructures aéroportuaires proches des théâtres d'opération demeure une constante qui s'applique également aux opérations en Afghanistan. La base aérienne reste l'outil indispensable pour un emploi soutenu et continu de la puissance aérienne grâce à ses capacités de soutien et de projection de force et de puissance. A ce titre, les bases aériennes servant aux opérations en Afghanistan constituent la colonne vertébrale des actions aériennes menées sur ce théâtre.

Dès les premiers raids aériens lancés contre les troupes d'Al-Qaïda et contre les Talibans le 7 octobre 2001, les aéronefs américains furent confrontés à l'absence de bases aériennes pro-

ches du théâtre afghan. Les premiers bombardements aériens avaient pour principal site de départ les bases américaines du Moyen-Orient, l'île de Diégo Garcia et les porte-avions de l'*US Navy*. Les avions se voyaient ainsi dans l'obligation d'effectuer plusieurs ravitaillements en vol avec plus de 5 000 kilomètres aller-retour à parcourir pour les bases les plus proches. Par la suite, l'engagement des forces terrestres nécessita également une plus grande proximité des bases aériennes. En effet, les troupes au sol, une fois déployées sur le territoire afghan, avaient besoin de ravitaillements et, surtout, d'appuis aériens rapprochés. L'opposition aérienne ennemie étant nulle, les forces aériennes alliées se concentrèrent sur des missions d'appui-feu (*Close Air Support*), de bombardement, de recherche et d'acquisition du renseignement. Six ans plus tard, cette situation prévaut encore.

Actuellement, les avions militaires engagés disposent en Afghanistan de quatre bases aériennes principales : Kaboul, Bagram, Kandahar et Mazar-e Sharif. Elles constituent les principaux sites d'accueil et de projection des avions d'attaque de la coalition. Ces dernières, érigées par les Soviétiques durant les années quatre-vingt, sont devenues les principales portes d'entrée pour l'approvisionnement en matériels et en hommes. Elles accueillent régulièrement des avions de transport tactique qui font la navette depuis les bases situées dans les pays limitrophes. Situées en « première ligne », elles ne constituent cependant que les derniers maillons d'une chaîne de bases aériennes, d'un réseau.

Constitution et évolution du réseau des bases aériennes

Un ensemble de bases aériennes ne peut être valablement considéré comme un réseau qu'à la condition de partager un ou plusieurs



Les bases aériennes utilisées actuellement dans le cadre des opérations en Afghanistan. (DR)

objectifs similaires. Dans le cas présent, le réseau des bases aériennes servant aux opérations en Afghanistan partage un même but, le soutien des opérations se déroulant sur le théâtre afghan.

Les mois suivant les attentats du 11 septembre 2001 virent la formation d'une large coalition internationale. Les alliés traditionnels du Moyen-Orient et les pays membres de l'OTAN, en vertu de l'article 5 du Traité de Washington¹, assurèrent les Etats-Unis, dès le 12 septembre 2001, de leur soutien. En outre, plusieurs pays d'Asie centrale se joignirent à eux avec des implications diverses. Des pays tels que la Russie, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan ou le Kazakhstan autorisèrent le survol de leur territoire² tandis que le Pakistan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan proposèrent d'accueillir des avions.

Les premiers pays à recevoir des avions de combat américains furent le Pakistan, avec notamment la base de Jacobabad et l'Ouzbé-

kistan avec la base de Karshi-Khanabad. Dans le courant du mois d'octobre 2001, elles furent utilisées pour des missions de renseignement et de frappes aériennes contre les Talibans. Par la suite, à la fin de cette même année, Washington et Paris engagèrent des discussions avec Douchanbé et Bichkek pour le déploiement d'aéronefs au Tadjikistan et au Kirghizstan. Quelques mois plus tard, dans le cadre de l'opération « Héraclès », les premiers Mirage 2000 D et C-135 français se posaient à Manas en compagnie de F-18 et F-15 américains. La base de Manas devait devenir l'une des principales bases interalliées avec la présence d'aéronefs hollandais, danois, norvégiens et espagnols³. Elle occupe une position majeure dans le réseau des bases centrasiatiques. Pourvue d'une piste d'environ 4 500 mètres, elle permet l'atterrissage d'avions gros porteur amenant le ravitaillement qui est ensuite acheminé par avions de transport tactique vers les sites en Afghanistan. Elle sert ainsi littéralement de « hub » pour le ravitaillement des forces en Afghanistan.

En 2002, suite à l'avancée des troupes en Afghanistan, le réseau des bases aériennes comporta désormais des sites afghans et sa physionomie devait évoluer. Tout d'abord, des transferts de moyens aériens furent effectués afin de les rapprocher du théâtre d'opération. Les Américains affectèrent à la base de Bagram des F-16, des F-15 E et des AV8-B. La France transféra ses Mirage 2000 D à Douchanbé laissant les C-135 à Manas. Entre temps, suite aux critiques adressées au gouvernement ouzbek



Mirage 2000 sur la base de Manas. (DR)



C-5 Galaxy déchargeant son fret sur la base de Manas.(DR)

par les Etats-Unis lors des massacres d'Andijan, Tachkent⁴ demanda aux Américains de se retirer du pays. Six mois plus tard, en novembre 2005, la base de Karshi-Khanabad fut évacuée. Cependant, malgré leur grande importance, les bases aériennes proches du théâtre afghan ne peuvent être considérées comme les seuls éléments du réseau de base aérienne permettant les opérations en Afghanistan. Il faut également tenir compte des bases se trouvant en Europe et qui sont à l'origine des flux logistiques vers la région. A titre d'exemple, la grande majorité des fournitures livrées à Manas provient de la base aérienne américaine de Ramstein en Allemagne. Pour la France, ce rôle est dévolu à la base d'Istres, située dans le sud de la France.

Le réseau comme système

Schématiquement, ce réseau peut être perçu comme un ensemble de cercles concentriques. Au sein de chacun de ces cercles, chaque base possède une fonction propre et accueille des moyens aériens spécifiques.

Le premier cercle correspond aux bases aériennes présentes sur le territoire afghan et au sein des pays en marge du théâtre d'opération (Tadjikistan et Pakistan). Il est au cœur des combats et permet une forte réactivité en disposant d'un temps minimal entre la demande d'un appui aérien et le décollage de chasseurs-bombardiers. Le temps de perma-

nence des patrouilles d'Alert CAS s'en trouve également augmenté. Les bases du premier cercle ont pour fonctions premières la mise en œuvre des chasseurs-bombardiers et la réception de l'approvisionnement. C'est le cas notamment de Manas. Le second cercle comprend les bases apportant des fournitures au premier cercle. Elles servent, de sites de départ pour les avions ravitailleurs opérant en Afghanistan. Quant au troisième cercle, il comprend les infrastructures aéroportuaires d'où partent les principaux flux logistiques alimentant les bases d'Asie centrale. A chaque cercle correspond un ensemble de bases caractérisé par des missions spécifiques.

En définitive, face à un ennemi fugace, il est aisé de comprendre que l'endurance et la réactivité constituent des gages d'efficacité pour les forces aériennes. Ces atouts se trouvent renforcés par la proximité d'infrastructures capables d'accueillir et de projeter des aéronefs. Les transferts, en mars 2007, de Rafale à Douchanbé puis de Mirage 2000 et F1, à Kandahar, permettent ainsi à la coalition de disposer d'une force de frappe supplémentaire au plus près des combats.

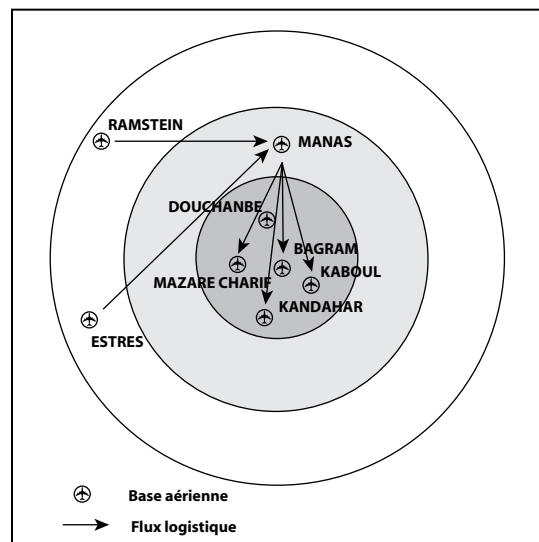


Schéma des bases aériennes servant à l'approvisionnement.



Rafale au roulage sur la base de Douchanbé. (DR)

Dans le cadre d'opérations se déroulant loin du territoire national, l'Afghanistan a été un

terrain d'expérience pour la projection de force et de puissance dans un contexte interalliés et international. La grande majorité des bases étant multinationale et sous autorité de l'OTAN, il est nécessaire que l'ensemble des forces soit formé aux procédures interalliées. Les aviateurs français, par leur maîtrise des procédures OTAN, apportent leur soutien à deux opérations distinctes mais complémentaires. Ils peuvent intervenir au profit de l'ISAF⁵ tout en répondant aux sollicitations américaines dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom*. Enfin, plus que la nécessité de disposer d'un réseau de bases aériennes efficient, l'exemple afghan démontre que le duo « base aérienne – avions de combat et de transport » est l'un des socles de la puissance aérienne. □

Notes

1. Cet article énonce que les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et que par conséquent les pays membres assisteront la partie ou les parties ainsi attaquées et mèneront toute action jugée nécessaire. www.nato.int/home-fr

2. Sous certaines conditions car certains pays tels que la Russie n'autorisèrent que les vols humanitaires.

3. Au mois d'octobre 2002, un détachement de F-16 hollandais, norvégiens et danois fut déployé à Manas. Les Espagnols ont, quant à eux, participé par un détachement d'avion de transport C-130 *Hercule*.

4. Capitale de l'Ouzbékistan.

5. L'*International Security Assistance Force* est sous commandement OTAN depuis août 2003, sous mandat de l'ONU.



Une rubrique qui comporte de courts articles qui traitent succinctement des questions importantes, passibles de poursuites. En peu de pages, ces articles énoncent l'origine d'un problème, discutent les considérations appropriées et décrivent les solutions potentielles. Ils sont souvent lus par les états-majors de commandement, les hauts fonctionnaires américains et par la communauté nationale en charge de la sécurité des Etats-Unis pour leurs synthèses des problèmes complexes et aident les décideurs à sélectionner des politiques de rechange et à prendre des décisions appropriées.

L'aviation a besoin de nouvelles lunettes

Besoins en capteurs pour les opérations en milieu urbain

PAR LE LIEUTENANT COLONEL DAVID L. ROBIE, USAF

Il n'est plus possible de sous-estimer l'importance des opérations en milieu urbain. La situation actuelle en Irak montre bien que les soldats, marins et aviateurs des Etats-Unis doivent avoir les capacités et les outils pour opérer de façon efficace dans un milieu urbain. Par exemple, dans *Thunder Run: The Armored Strike to Capture Baghdad* (*Thunder Run* : L'attaque de blindés pour capturer Bagdad), (New York: *Atlantic Monthly Press*), 2004, David Zucchini rapporte les problèmes, les aventures et le succès final de la prise de Bagdad. Les autres expériences irakiennes comprennent la tentative d'éliminer la sédition à Fallujah vers la fin 2004, et plus récemment dans les provinces du nord de l'Irak en automne 2005. En dehors de l'Irak, les forces armées américaines ont participé à de nombreux conflits urbains, y compris ceux de Panama et du Kosovo ainsi qu'à l'échec cuisant de Mogadishu qui changea complètement la politique étrangère des Etats-Unis en Somalie. Ces exemples passés et présents donnent non seulement une indication claire de la nature critique des capacités en milieu urbain, mais annoncent aussi le rôle encore plus important des opérations urbaines dans les conflits futurs.

Le milieu urbain est devenu une responsabilité essentielle dans les conflits modernes du fait de changements importants provenant de trois

tendances actuelles : l'accumulation de la population dans des zones urbaines, l'influence croissante de ces zones et la face changeante du conflit. Le passage continu de la population d'un milieu rural à un milieu urbain a commencé avec la révolution industrielle et continue avec la population urbaine augmentant quatre fois plus rapidement que la population rurale. Ce mouvement de population crée un effet secondaire de concentration d'influence quand les zones urbaines deviennent des centres de gravité pour le pouvoir diplomatique, l'information, les affaires militaires (commandement) et économiques. Finalement, la fin de la guerre froide et le nouvel ordre mondial qui a émergé pendant la décennie passée ont pratiquement éliminé la possibilité de batailles de blindés lourds en terrain découvert. Les conflits futurs des Etats-Unis comprendront très probablement des conflits régionaux, des états en perte d'autorité, et des protagonistes qui ne sont pas des états. Insurgés, terroristes et petits états régionaux n'essaieront pas d'engager les Etats-Unis sur le champ de bataille car les forces américaines ont un avantage écrasant en détection, vitesse et puissance de feu. Ils choisiront plutôt un terrain urbain où ils essaieront d'éliminer les capacités asymétriques des Etats-Unis et de masser leurs efforts contre des cibles civiles « molles ». Ces trois facteurs font de la compréhension du terrain urbain une partie essentielle

des conflits futurs. Nous devons aujourd'hui considérer les opérations urbaines comme une compétence clé de toutes les branches des forces armées américaines.

Toile de fond

Comprendre la complexité de l'environnement urbain – qui existe à différents niveaux – pose le plus grand problème à résoudre pour les combattants des guerres urbaines. Le terrain, physiquement complexe et extrêmement varié, comprend les canyons urbains des villes métropolitaines principales, les quartiers étroits des vieilles villes et l'expansion tentaculaire qui entoure les deux. La complexité physique est également multidimensionnelle en commençant par les toits, en passant par les nombreux étages et en finissant dans les caves, conduites et lignes de communication souterraines. Abrutant des millions de personnes, chaque individu motivé par un mélange varié de croyances et de désirs, le milieu urbain est aussi psychologiquement complexe. Ces individus, influencés par leurs convictions personnelles, leur attachement à leur famille ou par les normes d'une subculture donnée, réagiront d'une façon unique aux événements. Comprendre ces motivations présente des difficultés importantes au combattant. Finalement, le milieu urbain est caractérisé par sa densité spatiale et temporelle. C'est-à-dire qu'un événement d'intérêt peut ne mettre en cause que dix personnes et ne durer que quelques minutes dans l'occupation prolongée d'une ville. La possibilité de discerner et de comprendre les événements importants et de réagir de façon appropriée représente une autre tâche de taille pour l'opérateur urbain. La combinaison de structure complexe, d'interaction humaine et de densité d'information amplifie combien il est important de comprendre ce milieu.

Solution proposée

D'un côté, la capacité que possède l'aviation de tenir le terrain dominant, de fournir une vue d'ensemble, d'aller librement partout et de projeter une puissance de feu mas-

sive avec une précision sans précédent permet aux acteurs d'améliorer leur compréhension de la situation. D'un autre côté, l'aviation ne peut pas fournir de renseignements suffisamment précis, ne peut pas toujours opérer librement du fait de système antiaérien portable et ne peut pas toujours projeter une puissance de feu massive dans les quartiers étroits du terrain urbain. Bien que des améliorations importantes dans la technologie et dans les systèmes de capteurs ne puissent pas résoudre tous ces problèmes, ils fourniront au combattant des outils pour saisir la complexité de cet environnement. Pour promouvoir, financer et mettre sur le terrain ces capacités, le milieu de la recherche – mené par le laboratoire de recherche de l'armée de l'air (*Air Force Research Laboratory* – AFRL) doit changer fondamentalement l'orientation des programmes présents et futurs. Les recommandations suivantes aideront l'AFRL à fournir aux forces de la coalition les capacités dont elles ont besoin pour les opérations urbaines.

Penser Urbain

Penser urbain permet aux chercheurs et aux ingénieurs de l'AFRL d'examiner leurs programmes du point de vue approprié et demande à chaque programme – recherche fondamentale, ingénierie, fabrication et développement – d'évaluer la contribution qu'il apporte à l'effort urbain. Les chercheurs ont besoin de développer des systèmes ayant une précision et une capacité suffisantes pour détecter les points d'intérêt et les observer d'une façon pratiquement continue ; les capteurs ne sont cependant pas les seuls éléments du penser urbain. Du fait de la complexité et de la nature à niveaux multiples de l'environnement urbain, les outils de présentation à trois dimensions comme vue en perspective, simili d'images, survol et données stratifiées avec capacité de fusion, sont indispensables pour faciliter la compréhension. Précision, persistance et perspective à trois dimensions feront en sorte que les participants urbains non seulement seront informés de la situation mais la comprendront aussi.

Pour encourager le thème de la pensée urbaine, l'AFRL devrait demander que tous les capteurs, ou systèmes, montrent ce dont ils sont capables en milieu urbain. Pour compléter cette évaluation, le laboratoire devrait aussi rendre disponible des mesures concises (comme résolution, portée, temps de transit, couverture, etc.) pour évaluer les programmes. Le développement de mesures standard facilitera le financement et l'évaluation des programmes proposés grâce à des mesures réalistes de comparaison. Des capacités urbaines naîtront de ce processus. Pour modifier une citation du film *Field of Dreams* (Champ de rêves) : « si nous le mesurons, il viendra ».

Penser intégration

Penser intégration rendra possible une solution en réseau au travers à la fois des plateformes de capteurs et des forces armées. Parce qu'aucun capteur ne peut produire une image complète pour des opérations en zone urbaine, il nous faut imaginer, concevoir et tester des systèmes de capteurs urbains ayant des capacités en réseau intrinsèques de combat. Ces capacités comprennent la transmission de données à temps par des liens de communication en format machine à machine et la fourniture d'outils pour accroître la fusion des données. Pour faciliter cette pensée, chaque système de capteurs doit devenir une partie de la solution totale, ce qui demande un financement supplémentaire pour tester et intégrer les données des nouveaux capteurs dans les images d'opérations actuelles. Les capteurs conçus et testés dans un environnement intégré donneront au combattant une compréhension et des données pouvant déclencher une action.

Il nous faut aussi intégrer les capteurs dans toutes les forces armées. L'aviation tient le terrain dominant, mais l'armée de terre fournit la perspective au sol, la marine offre une image maritime et les marines contrôlent le littoral. Chaque branche contribue ses capacités uniques et ses idées à la compréhension de la ville. Pour réaliser une intégration des branches, l'AFRL, sous les auspices du Bureau des opérations urbaines interarmées (*Joint*

Urban Operations Office), devrait créer un groupe de chercheurs composé de membres des laboratoires des diverses branches pour faciliter l'échange d'informations. Ce groupe d'experts aurait la tâche de coordonner les conférences annuelles et de promouvoir la collaboration entre les branches.

Penser champ d'activité complet

Penser sur tout le spectre d'un champ d'activité demandera aux laboratoires d'examiner la gamme d'informations et l'envergure du conflit. Du fait de la nature compliquée du milieu urbain, ainsi que de la densité des informations et du niveau d'obscurcissement et d'occlusion que l'on y rencontre, nous devons utiliser tous les moyens de détection (comme fréquence radio, hyper spectrale, panchromatique, infrarouges, sismique, acoustique et magnétique), combinés avec la fusion des données pour acquérir une compréhension complète de ce milieu. L'armée de l'air doit aussi examiner les systèmes hiérarchiques qui combinent les capacités de capteurs à haute altitude, à distance, compliqués et coûteux avec celles de capteurs réseautés plus petits et bon marché qui utilisent des gammes multiples.

En outre, les laboratoires doivent offrir des solutions applicables dans toute l'envergure du conflit. La plus grande partie du dernier conflit armé en Irak s'est terminé dans les trois premiers mois ; les opérations de sécurité et de stabilité continuent encore. L'armée de l'air doit continuer à apporter sa contribution dans la totalité du conflit, des grands combats à l'aide humanitaire. Une proposition concrète pour encourager cette pensée demanderait des programmes de tests pour étudier au moins trois scénarios : combat, opérations de sécurité et de stabilité et aide humanitaire. En prenant en considération les systèmes qui fonctionnent dans la gamme de l'information et la totalité du conflit les laboratoires peuvent fournir à nos soldats des capacités complètes pour les rôles multiples qu'ils doivent jouer.

Penser en termes opérationnels

Penser en termes opérationnels met l'accent sur l'importance de tester les systèmes de

façon complète, réaliste et en profondeur dans l'optique des dangers présents et futurs. En outre, la participation aux exercices combinés assurera l'intégration et l'échange d'informations tout en fournissant à l'AFRL une perspective opérationnelle importante.

Il nous faut évaluer les capacités totales dans un milieu urbain avec des tests réalistes qui utilisent la meilleure appréciation possible des données provenant du monde réel et les meilleures prévisions disponibles sur les conflits/adversaires futurs. Des tests plus réalistes donneront aux décisionnaires une vraie compréhension des possibilités du système proposé. En outre, l'armée de l'air doit participer le plus possible aux exercices d'entraî-

nement combinés urbains. En identifiant les déficiences lors de ces exercices, les participants peuvent combiner tactiques, techniques et procédures avec la technologie pour développer de nouvelles capacités.

Conclusion

Nos besoins en capacités urbaines dans un milieu unique et difficile sont très réels. Les recommandations présentées ici fourniront une fondation structurelle à la promotion du développement de ces capacités pour ceux qui opèrent en milieu urbain. □

« La guerre, ce n'est pas simplement un acte politique mais un véritable instrument politique, la poursuite d'un échange politique par d'autres moyens. Une guerre ne se différencie pas d'une autre que par les moyens utilisés. La guerre en général et ceux qui la conduisent en particulier peuvent exiger que la conception et l'orientation des politiques concordent avec ces moyens [...]. L'objet politique est le but, la guerre est le moyen de l'atteindre ; il ne faut jamais choisir les moyens sans tenir compte de la fin. »

Carl von Clausewitz



Que ferons-nous la prochaine fois ?

Combattre les guerres après l'Iraq

PAR LE LIEUTENANT COLONEL ROB LEVINSON, USAF

Selon le manuel d'opérations 3-24 du corps des marines (*Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5 "Counterinsurgency"*), la force aérienne joue essentiellement, voire exclusivement, un rôle secondaire en matière d'opérations de contre-insurrection telles que celles actuellement menées en Irak et en Afghanistan.¹ N'entendons pas par là que les contributions de la force aérienne ne sont pas significatives, mais simplement que ce sont principalement l'armée de terre et les marines qui, pour la plupart du temps, tuent, saignent et meurent. Telle est la nature de la guerre contre des forces irrégulières à petite échelle et plus particulièrement en milieu urbain. Même si nous avons le plein contrôle de l'espace aérien du champ de bataille, il est évident que ce facteur ne constitue pas à lui seul un synonyme de victoire. Le succès ou l'échec de nos hommes souffrant sur le terrain est l'élément qui fera pencher la balance en faveur de la victoire ou de la défaite. La force aérienne peut cependant constituer une force de premier plan à l'avenir, par dessein ou par défaut.

Même si il est possible que les Etats-Unis aient encore une carte maîtresse dans leur manche irakienne, la plupart des observateurs se montrent plutôt sceptiques quant au caractère décisif du dernier "surge" (l'envoi à Bagdad de soldats supplémentaires). Les troupes présentes sur le terrain s'avèrent incapables d'être décisives sur le terrain, il est peu probable que l'envoi de 20.000 hommes supplémentaires changera la donne. A ce stade, le meilleur scénario serait un retrait plus ou moins organisé, laissant dans son sillage une sorte de régime

démocratique capable de maintenir un minimum de stabilité. Tout autre scénario plus probable ne pourra qu'empirer la situation. Un éventuel retrait américain en Irak aurait des implications stratégiques indéniables dont les effets seront perceptibles pendant des années. A l'heure où l'on s'interroge beaucoup sur l'avenir du Moyen-Orient à l'aube de notre retrait, il conviendrait également de penser aux lendemains de l'armée américaine dans l'ère post-Irak.

Si nous nous projetons quelques années dans le monde post-opération *Iraqi Freedom* où le nouveau locataire de la Maison Blanche doit faire face à une crise internationale et tente de parcourir les options militaires à sa disposition, on peut se demander quelles possibilités ses conseillers déposeront sur son bureau. Il apparaît fort peu probable qu'une quelconque option basée sur un déploiement à grande échelle de forces terrestres (multiples brigades), en vue d'une insertion en territoire hostile à long terme, puisse paraître séduisante, pour peu que certains conseillers osent encore y songer. Refroidi par l'expérience irakienne, voire afghane, très décevante, notre futur président, probablement imité par notre dirigeant des corps de l'armée et de la marine, réfléchira à deux fois avant de se lancer dans une situation où la probabilité d'une bataille prolongée est assez élevée. Le vieil adage, « ne vous battez jamais avec un cochon dans la boue car vous en sortirez toujours couvert jusqu'au cou et les cochons aiment ça », présidera à leurs pensées. Il est fort probable que le président décide de se

tourner vers la force aérienne et la marine, et leur demande ce qu'ils ont à lui proposer. Les options aérienne et navale constitueront des armes de premier ordre, accompagnées peut-être par une courte intervention des marines en second plan. Cette même philosophie est peut-être déjà d'actualité en Israël où, à la lumière des mauvaises expériences, la force aérienne a été jugée la meilleure option pour mener l'incursion au Liban. Une fois que la force aérienne s'est avérée sans succès, une option terrestre a été tentée, mais avec un succès tactique et stratégique relatif, voire inexistant. Une force sophistiquée et hautement technologique dotée d'un pouvoir militaire conventionnel écrasant a été vaincue, ou du moins paralysée, par une force irrégulière apparemment inférieure.

Bien entendu, beaucoup pourront observer le rôle d'appui joué par la force aérienne et navale en Irak et en Afghanistan et souligner que ces contingences ne posent aucun problème, sans compter les nombreuses autres situations qui peuvent être résolues par les seules puissances aérienne et navale. C'est certainement vrai mais, du moins jusqu'à présent, il est indéniable que l'armée de terre non seulement ne résout pas le problème mais envenime peut-être la situation. A l'avenir, nous ne devons pas nous demander « Quelle est la meilleure combinaison de puissance navale, aérienne et terrestre à adopter pour gérer une situation donnée ? », mais bien, « Si je ne peux y parvenir principalement à l'aide de la puissance aérienne et navale, le jeu en vaut-il vraiment la chandelle ? » Même si nous aimerions prétendre qu'en matière de sécurité nationale, la fin justifie les moyens quels qu'ils soient, la réalité est un peu moins tranchée. A l'aube d'une invasion du Mexique ou du Canada ou d'une attaque directe sur le sol américain perpétrée par un Etat-nation ou intimement liée à celui-ci, le futur président aura toujours la possibilité de recourir à la force et il rencontrera toujours des conseillers défavorables à une telle démarche. Le futur président imitera ses prédécesseurs et pèsera les pertes et profits avant de prendre la moindre décision. Néanmoins, dans le monde post-Irak, les pertes suscitées

par une opération de combat au sol de grande ampleur masqueront tout profit potentiel.

Ce calcul froid semble presque invariable quelle que soit la situation rencontrée. Imaginons une lutte à l'extrémité de l'éventail des conflits, impliquant un Etat-nation contre un autre dans le cadre d'un combat conventionnel opposant les forces armées des Etats-Unis et, par exemple, un adversaire de puissance comparable comme la Chine. Il nous serait difficile d'imaginer un déploiement à grande échelle de formations militaires sur le champ de bataille. Dans le cas d'un conflit potentiel sur Taiwan, peut-on réellement envisager de poster l'armée de terre américaine sur le territoire chinois, ou taïwanais, sachant qu'elle pourra y être encerclée ou piégée ? La péninsule coréenne peut être envisageable, mais, dans ce cas, l'armée devra s'engager assez rapidement dans les combats si elle veut faire la différence. En effet, les Coréens du nord jouissent d'une supériorité numérique écrasante en termes de forces terrestres déjà sur place. Dès lors, si les Coréens du sud, appuyés par un contingent réduit de forces terrestres américaines déjà sur place, ainsi que par la puissance aérienne de l'armée de l'air et de la marine, ne parviennent pas à arrêter le Nord, l'armée n'aura pas vraiment l'occasion de se lancer dans la bataille. Nous pourrions bien sûr recourir aux armes nucléaires, avec tous les problèmes supplémentaires qu'elles impliquent, mais même dans un tel cas de figure celles-ci seraient lancées par la force aérienne et la marine.

Le déploiement de forces terrestres à grande échelle peut également se heurter à deux facteurs, l'un technologique et l'autre démographique. Les forces terrestres à large échelle (formations de la taille de brigades blindées, mécanisées et d'infanterie) constituent la meilleure et, au cours des dernières années, la seule option pour stopper des formations terrestres ennemies à grande échelle. Toutefois, au regard des capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance dont disposent les Etats-Unis, il serait virtuellement impossible qu'une formation de la taille d'une brigade, voire d'un bataillon, puisse se cacher bien longtemps à n'importe quel endroit de la planète (à l'heure actuelle,

nos ennemis en Irak et en Afghanistan opèrent à peine en groupes de la taille d'un peloton, rarement d'une compagnie, d'une brigade ou d'un bataillon). De plus, étant donné la précision de nos frappes aériennes et bien-tôt spatiales, il nous suffit de localiser une brigade ennemie pour l'anéantir avec impunité. La meilleure façon de paralyser un tank ennemi n'est pas forcément de lui opposer un autre tank, comme on aimait jadis le penser chez les amateurs de blindés, mais de lui envoyer une bombe à guidage de précision depuis un avion. L'association des avancées technologiques en matière de détection et de frappe a peut-être sonné le glas des formations terrestres à large échelle.

Outre des technologies en constante évolution, les changements démographiques modifient eux aussi le profil du combat. Selon les Nations Unies, environ trois milliards de personnes, soit 50 pourcent de la population mondiale, vivent en ville, un chiffre qui intègre 180.000 unités supplémentaires par jour. Rien qu'entre 1990 et 1995, 260 millions de personnes ont émigré vers les villes dans le monde en développement. Si l'urbanisation s'est stabilisée à une moyenne de 75 pourcent dans le monde développé, dans le monde en développement, le probable théâtre des conflits à venir, elle est de l'ordre de 35 pourcent mais affiche une croissance rapide.² En toute logique, on pourrait penser que plus les gens se déplacent vers les villes, plus c'est là que les futurs conflits auront lieu. A moins de ne laisser que des ruines sur leur passage, les forces terrestres à grande échelle ainsi que la force aérienne ne sont pas bien adaptées à ces environnements urbains. Comme pour la trouée de Fulda à l'époque de la guerre froide, le conflit se déplace aujourd'hui dans les rues de Bagdad, un environnement pour le moins défavorable à la « grande armée » et à la « grande force aérienne ». Mais si celles-ci n'ont aucun rôle à jouer dans les combats urbains, peut-être serait-il préférable de ne pas y prendre part, comme l'illustre la situation en Irak et en Afghanistan. Si nous décidons de nous engager dans ce type de combats, il serait temps de revoir notre approche.

Thomas Barnett évoque l'utilisation de la force de l'administrateur système³ (*System Administrator Force*), tandis que le commandant des corps des marines, le général Charles Krulak (c.f.), fait lui référence à la guerre à trois blocs⁴ (*Three Block War*). Il semblerait que ces tâches sont plus adaptées aux forces spéciales, rangers, marines et, peut-être, à l'infanterie légère, à la force aérienne spécialisée et à diverses capacités en termes d'appui au combat et de soutien logistique au combat. Si nous ne pouvons prendre le contrôle d'une ville à l'aide de ces types de forces associées à l'appui des alliés locaux et qu'il nous est impossible d'équilibrer la situation par le biais de la force aérienne, peut-être devrions nous songer à nous abstenir dès le départ, tout simplement.

Barnett fait également référence au besoin du « colosse »⁵ lorsqu'il s'agit de porter un coup décisif à quelqu'un et particulièrement à un État-nation. Ce colosse sera probablement incarné par l'armée de l'air et la marine et si la crise requiert une campagne aérienne bien à l'intérieur des terres, la force aérienne jouera les premiers rôles. C'est un peu ce que les économistes appellent jouer l'avantage. Si les soldats américains au sol sont sans égal, les petites unités d'insurgés et de terroristes très motivées auxquelles ils font face n'ont certainement pas à rougir en termes de courage et de détermination, voire d'aptitudes et d'entraînement. Nos ennemis au sol possèdent également des avantages asymétriques, en l'occurrence une connaissance inégalable du terrain et de la population. En outre, leur code moral, ou l'absence de code moral, leur permet d'utiliser les civils comme boucliers humains ou de les assassiner, une démarche totalement inconcevable pour les soldats américains.

Dans les domaines où opère la force aérienne, à savoir l'espace aérien, spatial et maintenant cyber spatial, nous sommes les meilleurs. Comme le disait anciennement un slogan de la force aérienne, « personne ne nous arrive à la cheville ». Nos capacités aériennes, spatiales et cyber spatiales sont sans égal et, même si cela ne signifie pas que nous pouvons nous reposer sur nos lauriers, l'association de notre base technologique, entrepreneuriale, de notre économie novatrice et

de nos richesses nous permettra probablement de conserver l'ascendant pendant un certain temps. Au final, même si le combat actuel relève de l'armée et des marines, il pourrait bien devenir l'apanage de la force

aérienne américaine à l'avenir. Face à la nécessité d'une intervention militaire à découvert, la puissance aérienne pourrait constituer le premier... et dernier recours. □

Notes

1. <http://usacac.army.mil/CAC/Repository/Materials/COIN-FM3-24.pdf>

2. <http://www.abc.net.au/rn/science/earth/stories/s726535.htm>.

3. <http://www.thomaspmbarnett.com/published/esquire2004.htm>.

4. http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/usmc/strategic_corporal.htm, 1.

5. Ibid., 3.

Les chocs révolutionnaires ne sont point, comme quelques personnes semblent le croire, occasionnés par le libre développement des idées : ils ont toujours, au contraire, été le produit inévitable des vains obstacles qu'on lui oppose imprudemment ; du défaut d'accord entre la marche des affaires et celle de l'opinion, entre les institutions sociales et l'état des esprits. Rapport du physique et du moral de l'homme.

Pierre Jean Georges CABANIS

Commentaires des lecteurs

Est paru dans *Air & Space Power Journal* en français du printemps 2008 un article intitulé « Transformation Militaire » par le Docteur Jack D. Kem. Il ne s'agit pas de faire ici un commentaire sur l'ensemble de cet article fort intéressant, mais plutôt de développer quelques réflexions qu'il a inspirées au lecteur que je suis.

Le premier aspect concerne les quatre domaines que sont : les paramètres géostratégiques (le contexte), la fin, les démarches et les moyens et la manière dont ils interagissent entre eux.

On peut sans doute considérer que le contexte, considéré dans sa globalité, est une quasi donnée sur laquelle il existe peu de possibilité d'agir dessus. Bien sûr, il est toujours possible, pour des pays ou des organisations puissantes, d'exercer une certaine influence géopolitique dans une partie du Monde et pour un certain temps. On a vu les Etats-Unis créer et maintenir des gouvernements (Amérique du Sud), la France faire de même en Afrique, mais qu'en reste-t-il à terme ? Cela a-t-il éternellement ou même durablement modifié le cours des choses ? Ainsi, un pays donné, doit considérer le contexte comme une donnée, toile de fonds de ses réflexions sur la fin.

La fin, c'est la ligne politique que ce pays entend définir et tenir. Il est bien clair qu'il y aura quasiment autant de fins différentes qu'il y a de pays à travers le Monde. Ceci n'est qu'à peine exagéré ; en effet, de nombreux pays n'ont pas la puissance, les moyens ou la volonté d'avoir des objectifs de politique étrangère fortement définis. Des blocs, tel l'Europe, tentent de se constituer pour définir des « fins » communes, mais ceci se fait dans la difficulté et dans la durée. Ainsi, nous vivons dans un Monde dans lequel les « fins » des pays ou des organisations (Al Quaida, mafia, ...) sont multiples et bien sûr contradictoires.

Ceci est tout naturellement source de tension et de conflit : chaque pays ou organisation ayant une « fin » tentera évidemment de l'imposer ou à tout le moins de ne pas trop s'en éloigner.

Cependant, pour un pays donné, la flexibilité de ses « fins », c'est-à-dire de sa politique étran-

gère, est limitée. Dans des pays tels les Etats-Unis, la France, la philosophie politique n'évolue pratiquement pas, ou très lentement. En France, la politique étrangère est même quasiment le seul point commun entre la Gauche et la Droite.

Il est vrai, a contrario, que l'on pourrait penser que la Russie, elle, fait actuellement fortement évoluer sa politique étrangère. En fait, elle ne fait que revenir à la puissance qu'ont eu la Sainte Russie des Tsars tout comme, un temps, la Russie communiste. Depuis ce qu'on a appelé l'effondrement du Mur de Berlin (en fait le signal du renouveau russe), la Russie s'est ouverte à l'économie de marché, elle sait optimiser à la fois politiquement et économiquement le poids que lui donnent ses richesses naturelles en pétrole et en gaz. Elle est redevenue la puissance qu'elle a été car elle a aujourd'hui les moyens économiques d'être puissante politiquement.

Ainsi, on le voit, la « fin » d'un pays est souvent une tendance lourde qui, certes, évolue, mais avec la lenteur que requiert l'appropriation des grands courants de pensée par la population.

Par comparaison, les démarches et les moyens évoluent à une vitesse et selon un rythme bien plus effrénés.

Il n'y a pas de frein à la réflexion de l'homme pour réfléchir à la meilleure manière d'arriver « à ses fins ». Il est capable de déployer des trésors d'imagination, de patience, de ténacité pour y parvenir. Et parallèlement à sa réflexion sur les démarches, il déploie la même énergie concernant les moyens. Dans ces domaines, les choses peuvent aller très vite. C'est trivial s'agissant des techniques et de la révolution industrielle, mais c'est également vrai concernant la tactique et l'armement militaires.

Démarches et moyens, deux notions qui interagissent fortement entre elles et qui peuvent évoluer au même rythme, rapide, sans que l'une ne soit prioritaire par rapport à l'autre et inversement. En effet, la démarche va inciter au développement des moyens nécessaires à sa réalisation,

mais la disponibilité de nouvelles techniques va permettre la mise en œuvre d'autres démarches.

Les exemples de ces deux cas de figure sont nombreux dans l'Histoire.

Une autre réflexion inspirée par la lecture de l'article concerne le rôle de la force mécanique et la façon dont elle est utilisée, ainsi que l'investissement réalisé par les alliés avant la seconde guerre mondiale.

A mon sens, il convient de faire une distinction entre les conflits classiques (comme justement la seconde guerre mondiale) et les formes plus récentes de conflits. Les conflits classiques mettent en présence des armées régulières composées de professionnels (ou de soldats devenus professionnels par leur incorporation) et laissent avec plus ou moins de bonheur les populations civiles hors de l'aspect opérationnel du conflit. Les autres formes de conflit sont plus localisés, impliquent totalement les populations civiles, qui doivent prendre parti, et ne sont pas uniquement menés par des professionnels.

La réflexion sur la force mécanique ne concerne que les guerres classiques, et est ici menée à l'aune de ce qui s'est passé au cours de la seconde guerre mondiale. Il s'agit donc d'une réflexion à caractère historique sans portée pour l'avenir, tant il semble peu probable la reconduite d'un tel conflit. Ou alors personne ne sera plus là pour en faire l'exégèse.

D'un côté, l'auteur cite le général Henry H. Shelton disant que du fait de l'effort consenti par les alliés avant la guerre en matière de développement, ceux-ci disposaient d'une technologie supérieure à celle des Allemands, mais que les Allemands avaient mieux utilisé la leur. D'un autre côté, le général de Gaulle disant le 18 juin 1940 « foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrions vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure ».

Pour ma part, je constate que les Allemands disposaient à la fois de la « démarche » et des moyens au début du conflit. La doctrine de l'utilisation opérationnelle des chars de combat avait été posée par l'Anglais Fuller (doctrine Fuller, extrait : « contourner les zones de forte activité ennemie pour encer-

cler l'adversaire et le détruire », mais ce sont les Allemands qui l'ont appliquée les premiers en 1940. Aux Etats-Unis, avant la guerre, Patton aura les plus grandes difficultés à obtenir des financements pour les unités de chars de combat dont il prônait le développement.

Du côté des moyens, les Allemands, contournant les dispositions du Traité de Versailles, avaient puissamment développé, avant le début de la guerre, leur industrie aéronautique, la conception et la fabrication de tanks, les matériels de cryptage (Enigma), etc... Ainsi, les chars Tigre et Panther, malgré des défauts (complexité, lenteur, poids) étaient performants (armement, puissance) et pas inférieurs aux Sherman américains (fiables et maniables, mais vulnérables par leur hauteur excessive et leur inflammabilité). Les chasseurs comme le Focke Wulf 190 ne rendaient rien au réputé Spitfire. Les sous-marins étaient nombreux et redoutables, malgré l'existence du radar chez les alliés. Les Allemands disposent de la « démarche » et des moyens, et ils gagnent. Et l'effort technique allemand se maintiendra tout au long du conflit, malgré les difficultés en termes d'approvisionnement et d'industrialisation dues à partir de mi 1943 aux avancées et aux bombardements alliés. On peut citer le premier avion à réaction opérationnel (Messerschmitt 262), les fusées V1 et V2, l'armement chimique.

Du côté allié, il a fallu lancer (ou relancer) la machine. Et ceci fut fait, comme toujours aux Etats-Unis, avec la volonté, le pragmatisme, l'énergie de tout un pays uni. Les ingénieurs « planchent », les usines, reconverties participent à l'effort de guerre, les soldats sont progressivement de mieux en mieux formés (les GIs de 1945 sont bien différents de ceux de 1941). Ainsi, bientôt, les alliés produisent plus de matériels (avions, navires, armement) qu'ils n'en perdent dans le conflit ; et c'est à partir de ce moment que la situation sur le terrain tourne en faveur des alliés et que la reconquête débute. A partir de ce moment, les alliés disposent et de la « démarche » et des moyens.

Il semble donc que démarche et moyens aient été tous deux nécessaires pour l'emporter au cours du dernier conflit mondial.

Benoît DRION, Consultant
Marnes-la-Coquette, France



PIREP est l'abréviation qu'utilisent les aviateurs pour Pilot Report (Rapport de pilote). Il permet à un pilote de transmettre des informations actualisées et potentiellement utiles à d'autres pilotes. De même, nous nous proposons d'utiliser cette rubrique pour communiquer à nos lecteurs des informations intéressantes sur la force aérienne et spatiale en particulier et les forces armées en général.

Opérations spéciales de l'U.S.A.F.

PAR CHARLES TUSTIN KAMPS

Composé d'un personnel connu sous le nom de « professionnels discrets », le commandement des opérations spéciales de l'U.S.A.F. (*Air Force Special Operations Command* – AFSOC) apporte une contribution en termes d'unités et de compétences au commandement américain des opérations spéciales et aux commandants des forces combattantes sur les théâtres d'opérations. En tant que multiplicateur de force, il apporte aux opérations interarmées une contribution dans cinq types de missions : emploi/attaque de précision, opérations d'information, mobilité pour opérations spéciales, configuration de l'espace de bataille et soutien agile au combat.

Les opérations spéciales de la force aérienne commencèrent pendant la deuxième guerre mondiale sur les deux principaux théâtres d'opérations. En Europe en 1943 et en 1944, plusieurs unités indépendantes soutinrent l'activité des partisans en France, en Italie et dans les Balkans, ainsi que celle des agents de l'OSS. A l'autre bout du monde, le 1^{er} groupe de commandos de l'air transporta et ravitailla la force d'incursion britannique "Chindit" et l'unité américaine connue sous le sobriquet de « maraudeurs de Merrill ». Toutes ces unités furent dissoutes à la fin de la guerre et ce ne fut qu'en 1951 que des unités de ravitaillement par air et de télécommunications furent formées pour mener des opéra-

tions psychologiques et des missions d'infiltration d'agents pendant la guerre de Corée.

Le programme "Jungle Jim", lancé en 1961 en réaction aux efforts de l'insurrection communiste, devint rapidement le lieu de naissance des commandos de l'air employés lors de la guerre du Viêt Nam. Les escadrons de commandos de l'air (rebaptisés plus tard escadrons d'opérations spéciales) exécutèrent des missions offensives de sauvetage de personnel à l'aide de divers aéronefs, ainsi que des opérations d'interdiction/appui-feu à l'aide d'une nouvelle plateforme – l'appareil de combat à voilure fixe. Après le Viêt Nam, les unités d'opérations spéciales de l'armée de l'air furent maintenues dans l'ordre de bataille et prirent part à toutes les principales opérations de circonstance menées depuis lors. Un changement important se produisit en 1987 avec la création du commandement américain des opérations spéciales, qui gère – et parfois commande – les forces d'opérations spéciales (*Special Operations Forces* – SOF) des différentes armes.

L'AFSOC, dont le quartier général se trouve à Hurlburt Field, en Floride, dispose d'une escadre co-implantée qui est composée d'escadrons de combat, d'entraînement et de défense intérieure à l'étranger (*Foreign Internal Defense* – FID), d'un groupe tactique spécial et d'un groupe de réserve. Les groupes opérationnels basés en Europe et en Extrême-

Orient sont constitués d'escadrons d'aéronefs à voilures fixe et rotative, ainsi que d'escadrons tactiques spéciaux. Une unité de la garde nationale de Pennsylvanie est chargée de l'emploi de l'avion d'opérations psychologiques *EC-130E Commando Solo*.

Les escadrons d'aéronefs à voilure fixe d'opérations spéciales utilisent des variantes du C-130, modifiées comme appareils de combat, ravitailleurs en combustible et avions de transport de forces d'opérations spéciales pour pénétration profonde. Ceux d'aéronefs à voilure rotative utilisent des versions modifiées de l'hélicoptère H-53. Les deux plateformes commencent à accuser leur âge ; les hélicoptères ont en fait commencé à atteindre leur limite de vie utile.

Les équipes tactiques spéciales déploient des contrôleurs de combat et des sauveteurs parachutistes pour sélectionner des zones d'assaut, assurer le guidage terminal et le contrôle de l'appui-feu, gérer le contrôle de la circulation aérienne, prodiguer des soins médicaux aux combattants blessés et assurer leur évacuation. Les équipes de météorologues de combat prennent en charge la collecte de données et les prévisions météorologiques dans la zone des opérations. En bref, les professionnels discrets hautement qualifiés des opérations spéciales de la force

aérienne sont reconnus dans le monde entier pour leur compétence. □

Pour en savoir plus...

Colonel Michael Haas, *Apollo's Warriors: US Air Force Special Operations during the Cold War* (Guerriers d'Apollon : Les opérations spéciales de l'U.S.A.F. pendant la guerre froide). Maxwell AFB, Alabama: *Air University Press*, 1997.

William M. Larry, *Fueling the Fires of Resistance: Army Air Forces Special Operations in the Balkans during World War II* (Attiser les feux de la résistance : Les opérations spéciales des forces aériennes de l'armée dans les Balkans pendant la deuxième guerre mondiale). Washington, DC: *Air Force History and Museums Program*, 1995.

Herbert A. Mason, Jr., Randy G. Bergeron et James A. Renfrow Jr., *Operation Thursday: Birth of the Air Commandos* (Opération Thursday : La naissance des commandos de l'air). Washington, DC: *Air Force History and Museums Program*, 1994.

Colonel Jerry L. Thigpen, *The Praetorian Starship: The Untold Story of the Combat Talon* (Le garde prétorienne de l'air : L'histoire inédite du combat Talon). Maxwell AFB, Alabama: *Air University Press*, 2001.

Si dans l'intérieur d'un Etat vous n'entendez le bruit d'aucun conflit, vous pouvez être sûr que la liberté n'y est pas. Considérations sur les causes de la grandeur des Romains.

Charles de Secondat de MONTESQUIEU



Les rencontres franco-baltes. 800 ans d'histoires partagées, par Dominique Dubarry. Romain Pages Editions, BP 82030, F-30252 – Sommières Cedex, France. www.romain-pages.com, 239 pages, octobre 2006, €18.

A travers les siècles, les pays baltes et la France ont partagé une histoire commune qui reste néanmoins méconnue, tant les anciennes puissances occupantes de l'Europe de l'Est ont œuvré pour son oubli. Dominique Dubarry, historien, tente de combler ce déficit à travers son ouvrage *Les rencontres franco-baltes 800 ans d'histoires partagées*. Le lecteur découvrira avec surprise cette face cachée de l'histoire européenne : l'auteur dessine les contours de cette dernière à travers la description de personnages au parcours le plus souvent atypique.

Celui d'Abraham Petrovitch Hannibal est à plus d'un titre l'un des plus incroyables : né près du lac Tchad, il est fait esclave par les Turcs puis est acheté par un noble russe qui le fait venir à la cour du tsar. Il deviendra le confident de Pierre I^{er}. Après sa rencontre avec Louis XIV à Versailles, le tsar décide de laisser Hannibal en France pour qu'il apprenne les rudiments de l'artillerie. La guerre entre l'Espagne et la France éclatant alors, il se range aux côtés de cette dernière en combattant courageusement. De retour en Russie, il s'ennuie des intrigues de la cour et part en terre estonienne où il travaille activement à l'édification des murailles de Tallin. Il aura donné vingt-deux ans de sa vie à l'Estonie après avoir appris les rouages de l'artillerie française.

L'histoire d'Henri III, fils de Catherine de Médicis et éphémère roi de l'Etat polono-lituanien du 24 janvier au 18 juin 1574, est quant à elle plus connue. L'identité catholique des deux pays a joué un rôle prépondérant dans l'élection du futur Henri III, face à l'expansionnisme de la religion orthodoxe. Mais certaines différences subsistent : la conception française du pouvoir, qui était rattachée aux principes de la monarchie de droit divin, contrastait avec celle qui avait cours en Pologne, où les sénateurs et membres de la Diète cherchaient à contrôler le pouvoir royal. Le décès de son frère Charles IX accéléra son départ du royaume polonais, rongé alors par des luttes intestines entre la grande et la petite noblesse, entre le Nord et le Sud, entre catholiques et protestants.

Par la suite, la Révolution française provoquant un séisme à travers toute l'Europe, les aristocrates français sont nombreux à fuir, au premier rang

desquels figure le frère du roi Louis XVI, futur Louis XVIII, Le duc de Courlande, dans l'actuelle Lettonie, deviendra sa terre d'exil, le temps de pouvoir revenir sur le trône français. Les idéaux véhiculés par cette même Révolution française inspireront les populations lituano-polonaises à la fin du XVIII^e siècle. En effet, victime des intérêts de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, le royaume polonais est tout simplement rayé de la carte. Face à cette situation dramatique, de nombreux soldats polonais et lituaniens combattent aux côtés ou au sein des troupes napoléoniennes. Beaucoup périront avec la retraite de Russie mais l'image de Napoléon et de la Révolution française représentera un espoir pour l'intelligentsia de cette région de l'Europe, victime du comportement impérialiste de ses puissances voisines.

Dès la fin du XIX^e siècle, Paris devient une ville d'accueil où se côtoient des intellectuels de différents pays, dont un certain nombre de ressortissants baltes, comme le sculpteur lituanien Jacques Lipschitz.

Après la seconde guerre mondiale, l'occupation soviétique constituera une sombre page de l'histoire balte mais ne jouira pas dans le même temps d'une reconnaissance internationale : la France a toujours tenu à ne pas reconnaître cette annexion, à l'image de De Gaulle qui n'hésita pas à refuser de se rendre sur le territoire letton accaparé par la puissance russe.

L'indépendance des années quatre-vingt dix permet aux pays baltes de retrouver leur identité, avec une aide française, surprenante par bien des côtés : lors du défilé militaire des fêtes nationales nouvellement instituées. Il manque des tenues militaires pour les soldats. Or, le soldat français étant plus petit que son homologue balte, ce dernier se retrouve alors avec un pantalon bien trop court, amusant ainsi la foule réunie pour l'événement.

De cette historiographie franco-balte, il se dégage de remarquables rencontres entre personnes qui ont participé à l'histoire européenne, celle-ci même reprenant du souffle lorsque les pays baltes entrèrent dans l'Union européenne en 2004. Le regard d'historien de Dominique Dubarry lui confère une expertise indéniable, renforcée par son rôle d'acteur dans le rapprochement franco-balte, qui donne à son livre une certaine vivacité : même s'il suit un découpage volontairement chronologique, l'ensemble reste tout à fait accessible et se lit facilement. Cet ouvrage de vulgarisation est une historiographie

synthétique des échanges franco-baltes pour la première fois réunie dans un ouvrage de qualité.

Adrien Jahier, NORDIQUES
Paris, France

Defense Strategy for the Post-Saddam Era (Stratégie de défense pour l'après-Saddam) de Michael E. O'Hanlon. Brookings Institution Press (<http://bookstore.brookings.edu>), 1775 Massachusetts Avenue, NW, Washington, DC 20036-2188, 2005, 148 pages, \$18.95 (broché).

Ce livre est le huitième d'une série d'analyses de la politique de sécurité nationale des Etats-Unis par Michael E. O'Hanlon et son quatrième relatif au budget de la défense. Il fait l'analyse de la situation telle qu'il la voit, à la fois en termes d'opérations de sécurité courantes et de scénarios de menace éventuelle, le tout dans les limites de projections budgétaires et de contraintes. L'analyse de O'Hanlon va généralement dans le sens de la politique de l'administration actuelle, c'est à dire qu'il n'aurait vraisemblablement pas soutenu l'intervention en Irak telle qu'elle s'est révélée mais qu'il travaille, lorsqu'il émet des conseils politiques, à partir du point où nous en sommes arrivés plutôt que de celui où il aurait aimé être à un certain moment. Son analyse est intéressante parce qu'on lie habituellement la *Brookings Institution* en tant que groupe de travail politique aux démocrates, par opposition à l'*American Enterprise Institute* rattaché aux républicains. La direction de la sécurité nationale civile est en général issue de ce type d'institutions, si bien que la lecture de leurs analyses offre souvent un aperçu du futur en fonction des politiques présidentielles.

O'Hanlon débute par une vue générale des conflits en Afghanistan et en Irak, soulignant le fait que la nouvelle méthode de guerre découlant en grande partie de la précédente survint presque en marche, avec les grands succès inattendus. En ce qui concerne l'Irak, il prétend que l'on pouvait tout à fait prévoir la victoire militaire américaine étant donné que l'armée irakienne était en miettes et que par contre la planification après guerre s'est révélée sérieusement déficiente. O'Hanlon montre en fin de compte que "*shock and awe*" (choc et effroi) eut en réalité peu d'impact sur les Irakiens qui étaient dopés par une décade ou plus d'attaques aériennes constantes par delà le maintien des zones interdites de survol. En échafaudant à partir de cette nouvelle réalité, O'Hanlon démontre que l'armée a besoin de

40000 personnes supplémentaires pour sa force de base afin d'être capable de contenir l'insurrection en Irak. Il est intéressant de noter que le raisonnement logique qui le mène à cette augmentation est celui que John Kerry a été incapable d'articuler pendant l'élection de 2004. Le point de vue de O'Hanlon est que la situation actuelle risque de faire craquer l'armée d'engagés – tous volontaires – (p.50), concept qu'il soutient. Une augmentation temporaire est le prix à payer pour solutionner un problème qui met en péril la structure de force existante et tient indéfiniment en suspens toute tentative militaire éventuelle. O'Hanlon ne prône pas une nouvelle tentative bien qu'elle puisse devenir nécessaire si l'on ne remédie pas à la surexploitation actuelle des forces régulières. Savoir si l'on peut augmenter l'armée de 40000 troupes devient une question majeure étant donné la difficulté présente à maintenir la force existante par les seuls engagements volontaires.

En ce qui concerne l'*U.S.A.F.* et la *U.S. Navy*, il pointe un futur qui va présenter des difficultés à résoudre tel l'âge de l'équipement, en particulier celui des avions, avec d'importants problèmes en termes d'approvisionnement futur. Pour que l'armée de l'air continue à maintenir la supériorité aérienne, O'Hanlon a une préférence pour le maintien du F-22A – probablement en plus petit nombre – lié à l'achat du *Joint Strike Fighter* – JSF (chasseur polyvalent avancé) tout en réduisant la quantité à 1000 environ, suffisante pour équiper le corps des marines, et de versions internationales du JSF. Dans l'intervalle, il argumente en faveur d'une prolongation de la production du F-16 qui serait encore utile en combat face à la plupart des forces aériennes mondiales. De son point de vue, la marine devrait aussi continuer à acheter des F/A-18E/F Super Hornets. Les deux armes devraient ajouter des UAV (avions sans pilote) pour combler les manques créés par la diminution des achats de tous les types d'appareils avec équipage. O'Hanlon appuie ses chiffres sur l'étude en cours du scénario traditionnel des deux guerres qui a dominé la planification de la défense des Etats-Unis de la génération passée. Il fait remarquer que ce scénario était valable en tant qu'exercice de planification mais que le concept s'était en fait transformé en un scénario « 1-4-2-1 », ce qui signifie que « les Etats-Unis se sont préparés à défendre la patrie, entretiennent un déploiement avancé dans quatre théâtres principaux (Europe, Golfe Persique, Asie du Nord-est et autres parties de la ceinture du Pacifique), battent deux agresseurs régionaux, en même temps si nécessaire, et en réduise un à néant » (p.97). O'Hanlon démontre que le nouveau scénario devrait être en réalité « 1-4-1-1 » qui concerne la défense du pays (1) et

comprend des déploiements avancés et des attaques limitées de contreterrorisme (4). Le « 1-1-1 » se rapporte à « une mission de stabilisation à grande échelle (actuellement en Irak, bien sûr, mais peut-être aussi un jour ou l'autre dans le sud ou le sud-est asiatiques, au Moyen Orient, ou en Afrique), une guerre air-sol de forte intensité (par exemple en Corée), et un engagement mer-air majeur (comme dans le Détroit de Taïwan ou le Golfe Persique) » (p.98). Si elle est exacte, cette analyse prévoit un futur très actif pour l'armée de l'air et la nécessité de réponse rapide et d'organisation souple.

A partir de la perspective de O'Hanlon, le concept de force expéditionnaire aérospatiale sera largement élargi, en particulier si l'ajournement des achats d'approvisionnement se poursuit alors que des systèmes nouveaux et plus chers sont introduits en ligne, augmentant la pression sur le stock d'avions existant. L'armée américaine a bien mérité la réputation de son approche « peut le faire » pour résoudre les problèmes, mais cette attitude va se heurter à d'énormes obstacles au cours des deux prochaines décades, indépendamment de celui qui sera élu président en 2008. Les Etats-Unis ont gagné une position d'efficacité sans pareille par rapport à leurs ennemis possibles, mais il faut admettre que la progression reste un challenge étant donné le développement des turbulences dans le monde. *Defense Strategy for the Post-Saddam Era* offre un intérêt pour la plupart des professionnels de l'armée de l'air parce que l'auteur présente une vue de la situation qui est différente de ce que l'on peut entendre par les voies officielles mais soutient les directions prises par l'armée dans la poursuite vers l'étape suivante de la révolution dans les affaires militaires.

Dr. Roger Handberg
Orlando, Florida

Researching National Security and Intelligence Policy (Recherches sur la sécurité nationale et la politique de renseignement) de Bert Chapman .CQ Press (<http://www.cqpress.com>), 1255, 22d Street NW, Suite 400, Washington, DC 20037, 2004, 400 pages, \$130.00 (cartonnée).

Quiconque ayant eu à écrire un papier basé sur des recherches d'un genre ou d'un autre s'est posé la question, « Par où commencer ? » Et bien, si votre sujet a quoi que ce soit à voir avec la sécurité nationale ou le renseignement, ici ou ailleurs, ne vous posez plus la question! *Researching National Security and Intelligence Policy* est une véritable corne

d'abondance de sources et d'évaluations de leur efficacité. Ce qui peut s'avérer encore plus utile est l'étendue de la documentation sur chaque chapitre. Ces notes, qui attestent la minutie de l'auteur, incluent les sites Web et les adresses courriel s'il y a lieu. La convivialité du livre est aussi d'une grande aide.

Chapman présente cinq chapitres sur les agences gouvernementales ainsi que des chapitres sur des agences indépendantes et de renseignement ; des agences de congrès ; des organisations consultatives de commissions ; des documentations légales et réglementaires ; des instituts de recherches et de groupes d'experts dans ou hors de Washington, DC ; et sur des organismes et instituts de recherches de gouvernements étrangers. Il conclue par un chapitre proposant une sélection de catalogues, de revues, de séries et de spécialistes, en même temps qu'un guide important d'acronymes et un index de 30 pages. L'auteur a rendu un fier service à ceux qui écrivent dans le domaine de la défense et de la sécurité nationale. La nature éphémère du matériel contenu dans des travaux sur les sources comme *Researching National Security and Intelligence Policy* demande une mise à jour périodique. On ne peut qu'espérer que ce travail soit déjà planifié. Pour l'instant, ce livre est actuel et hautement recommandable.

Lieutenant Colonel Dave Howard (c.f.), USAF
Maxwell AFB, Alabama

Reconsidering a Century of Flight (Passer en revue un siècle de vol), édité par Roger D. Launius et Janet R. Daly Bednarek. University of North Carolina Press (<http://uncpress.unc.edu/default.htm>), 116 South Boundary Street, P. O. Box 2288, Chapel Hill, North Carolina 27515, 2004, 300 pages, \$19.95 (broché).

Les livres écrits par plusieurs auteurs à partir d'un symposium sont généralement inégaux et il est difficile d'en faire la critique, mais ce regard sur le siècle dernier de l'aviation aux Etats Unis vaut décidément la peine d'être lu. Une introduction très utile délimite les sujets abordés : la technologie du vol, les politiques aéronautiques civile et gouvernementale, la guerre aérienne et l'aviation dans l'imagination nationale.

Roger Bilstein développe trois thèmes sur la technologie du vol couvrant à la fois l'expérience américaine et l'européenne, mettant en lumière ce que doivent les Etats Unis à l'Europe et les aspects

économique et social du vol. Roger Launius examine le rôle essentiel du gouvernement dans les progrès de l'aviation en dépit des réticences de la population à mettre en avant une politique industrielle à long terme centralisée et rationnelle, qui serait par essence non-démocratique.

Hans-Joachim Braun de l'Université de l'armée allemande de Hambourg fait remarquer que les sociétés aéronautiques européennes étaient dominées par le militaire, alors qu'une part plus importante des affaires revenait aux Etats Unis, à l'aviation commerciale, ce qui a une importance majeure pour le futur de l'industrie. David Lee présente une réhabilitation de l'approche corporative du courrier aérien par contrats négociés de l'administration Hoover, qui fut mise au pilori par le sénateur Hugo Black. La législation dissuasive de Black fut abandonnée une dizaine d'années plus tard quand le *Civil Aeronautics Act* de 1938 a rétabli une compétition limitée et imposa des restrictions à l'entrée dans l'industrie – en difficulté – des lignes aériennes américaines. W. David Lewis explique la carrière mouvementée d'Eddy Rickenbacker et son hostilité au *Civil Aeronautic Board* de l'administration Roosevelt. William Leary quant à lui contribue avec une histoire concise de la longue lutte contre le givrage mortel des avions. Le chauffage électrique avait résolu le givrage de l'antenne pitot, mais le givrage des ailes fut plus difficile à résoudre, jusqu'au développement des bottes pneumatiques. Vint ensuite le givrage des hélices et du carburateur pour montrer que le danger de givrage existerait encore au vingt-et-unième siècle.

Timothy Warnock rappelle l'histoire de la proche relation personnelle des frères Wright avec le gouvernement des Etats-Unis et pourquoi ayant été d'abord hautement productive, elle finit par se dégrader lorsque les Wright échouèrent à conserver leur avance technologique. John Morrow s'approprie le thème de la première guerre mondiale entraînant des progrès technologiques qui laissèrent loin derrière les frères Wright. Il montre comment, de façon non moins significative, l'intense augmentation du nombre des avions changea la face de l'aviation. L'héroïsme des pilotes individuels laissa la place à des formations de plus en plus importantes et à des tactiques coopératives mais ceci ne diminua en rien l'extrême danger du pilotage.

Tami Biddle s'intéresse à la question de la guerre stratégique dans un chapitre particulièrement concis. Malgré les craintes d'avant-guerre que le bombardement de civils déclencherait des troubles publics et des réactions anti-guerre, « le comportement du public sous la chute des bombes était généralement admirable ». Le vrai pro-

blème était l'écart entre la doctrine admise et les capacités de l'époque. Le chef du bombardement de la RAF reconnaissait que 40 pourcent de son commandement n'arrivait pas à trouver une cible en plein jour, fait confirmé par l'expérience en temps de guerre. La doctrine américaine comptait sur un bombardement précis pour démanteler l'économie ennemie, mais la météo et les défenses aériennes adverses en rendaient l'exécution extrêmement difficile. Quoiqu'il en soit, le bombardement stratégique fit une différence fondamentale, en grande partie en attirant les efforts des forces au sol de l'ennemi vers la défense aérienne. David Courtwright rapporte quant à lui, la façon dont le vol est devenu une forme routinière de transport de masse, surtout après la fin des années 1950 quand les avions de ligne à réaction marquèrent un point décisif sur le transport ferroviaire de passagers. Il attribue cela à l'immensité des Etats-Unis ainsi qu'à l'augmentation de la sécurité des lignes aériennes, aux cabines pressurisées et à l'amélioration de l'éducation se traduisant en revenus supérieurs. Bien que le chapitre de Anne Goodyear sur l'effet du vol sur l'art soit intéressant, il est sans doute le moins réussi parce qu'elle choisit de ne discuter que des formes les plus extrêmes de l'art. On ne peut s'empêcher de suspecter l'auteure de s'être faite avoir par des canulars d'artistes pop auxquels elle prête un plus profond degré d'appréciation du « poids et de la gravité » du vol humain.

Le dernier essai, de Dominick Pisano s'attache à la signification symbolique du *Spirit of St Louis* de Lindberg. Il se concentre sur le triomphe post-Atlantique de Lindy dans son tour de l'amitié de l'Amérique latine, sponsorisé par la Fondation Gugenheim pour promouvoir l'aviation. Le tour fut un succès, mais Pisano reconnaît avec sagesse que la popularisation de l'aviation ne fut certainement pas uniquement basée sur les vols de Lindy. D'autres facteurs comme l'*Air Commerce Act*, le programme d'achat de cinq ans par l'armée, le règlement des revendications des Wright pour leur brevet, et la naissance de la *National Aeronautic Association*, entre autres, jouèrent un rôle significatif. Il semble que l'effort de l'auteur pour faire la différence entre le statut de héros de Lindy et celui de célébrité soit un peu exagéré.

Que dire de cette compilation ? En passant en revue un siècle de vol, elle offre des aperçus de nombreux aspects de l'histoire de l'aviation – tous sont intéressants et quelques-uns sont particulièrement perspicaces – mais, et c'était inévitable, la couverture est inégale. Le débat sur l'impact des achats militaires est léger, le développement des hélicoptères est complètement ignoré, et l'Aéronavale est expédiée,

pour ne mentionner que quelques omissions. Mis à part ces insuffisances, les organisateurs du symposium ont eu une excellente idée de rassembler des essais pour présenter une vue générale du premier siècle de l'aviation. Quelques soient les limites, ce qui a été accompli en vaut réellement la peine.

Général de division I. B. Holley Jr. (c.f.), USAF
Durham, North Carolina

Modern Bombers: Aircraft, Weapons, and their Battlefield Might (Les bombardiers modernes : Les avions, les armes et leur puissance sur le champ de bataille) de Anil R. Pustam. Stackpole Books (<http://www.stackpolebooks.com/cgi.bin/StackpoleBooks.storefront>), 5067 Ritter Road, Mechanicsburg, Pennsylvanie 17055-6921, 2004, 72 pages, \$14.95 (broché).

Les Bombardiers Modernes d'Anil Pustam présente une histoire en images de la force américaine de bombardiers en action. Le troisième volume de

la série Force aérienne des Etats Unis chez Stackpole Books, qui s'intéresse aux avions et équipages des différents services de l'armée au cours de la dernière décade, offre un bref compte-rendu chronologique des B-52, B-1 et B-2 y compris des informations concernant les améliorations planifiées. Des photos exceptionnelles (en noir et blanc et en couleur) venant de nombreuses sources, représentent les apports des bombardiers aux récentes opérations des Etats Unis au Kosovo et en Afghanistan. Les courts commentaires qui accompagnent chaque image fournissent des indications complémentaires sur les avions et leurs armes. Les photos ne montrent pas seulement les bombardiers larguant leurs charges puissantes, mais elles donnent également une idée des nombreuses fonctions de support nécessaires pour amener ces avions sur la cible. Bref, *Les Bombardiers Modernes* donne un véritable instantané de la plus grande force de bombardiers au monde.

Lieutenant colonel Melvin G. Deaile, USAF
Chapel Hill, North Carolina

La liberté, Sancho, est un des dons les plus précieux que le ciel ait faits aux hommes. Rien ne l'égale, ni les trésors que la terre enferme en son sein, ni ceux que la mer recèle en ses abîmes. Pour la liberté, aussi bien que pour l'honneur, on peut et l'on doit aventurer la vie.
Don Quichotte

Miguel de CERVANTÈS



Armes légères. Syndrome d'un monde en crise, par Lazarre Beullac, Jörg Krempel, Gaspard Metzger, Karim Sader, Adeline Taravella et Romain Thauray. Préface de Bertrand Badie. L'Harmatan, Collectif Etudes Sécuritaires, 5-7, rue de l'École Polytechnique, 75005 Paris, octobre 2006, 183 pages, €17.

Présentation de l'éditeur

« Chaque jour, mille personnes sont tuées dans le monde par une arme de petit calibre. Ces armes ne sont légères que par leur poids. En réalité, ce sont des armes de destruction massive ». **Radio des Nations Unies, 17 juillet 2006**

De 500 millions en 2001, le nombre d'armes légères en circulation est passé à 639 millions [2006] aujourd'hui ; cette prolifération incontrôlée est l'un des phénomènes les plus déstabilisants de notre temps.

Aux mains d'acteurs privés – miliciens, pillards, mais aussi simples civils – ces armes perturbent en profondeur les sociétés au sein desquelles elles circulent, avec à la clé des conséquences sociales, politiques et économiques désastreuses.

Ces armes s'inscrivent en outre au cœur de problématiques transnationales larges : conflits de basse intensité, instabilité régionale, terrorisme. Absence de sécurité humaine, pillage des ressources naturelles, sous-développement économique...

Si la question des armes légères trouve un certain écho auprès des ONG et des instances internationales, le problème est encore loin d'être résolu. En témoignage l'échec, en juillet 2006, de la conférence de réexamen du plan d'action des Nations Unies pour prévenir, combattre et éradiquer le commerce illicite des armes légères. Le cadre légal continue d'être défaillant, et la vitalité du trafic d'armes légères ne se dément pas.

Les auteurs vus par l'éditeur

Diplômés de Sciences-Po Paris, spécialisés dans les questions de géostratégie, Lazare Beullac, Jörg Krempel, Gaspard Metzger, Karim Sader, Adeline Taravella et Romain Thauray sont les fondateurs du Collectif Etudes Sécuritaires, qui propose ses analyses sur les grandes tendances internationales.

* * * * *

La science et la guerre. La responsabilité des scientifiques, sous la direction de Daniel Iagol-Nitzer, Lydie Koch-Miramond et Vincent Rivasseau, préface de Claude Kordon, Président honoraire d'Euroscience. L'Harmatan, 5-7, rue de l'École Polytechnique, 75005 Paris, 2006, 265 pages, €25.

Présentation de l'éditeur

L'année 2005, année internationale de la physique en l'honneur d'Einstein, était aussi le soixantième anniversaire des bombes atomiques lancées sur Hiroshima et Nagasaki. La juste célébration des apports de la science au progrès de l'humanité ne saurait cacher que la science contribue aussi à la guerre et à la destruction.

Ce livre, accessible aux non-spécialistes, a été écrit par certains des meilleurs experts français et internationaux. Ils décrivent les armes mises au point avec l'aide de la science et leur utilisation jusqu'à aujourd'hui. Ils discutent les liens tissés entre scientifiques et militaires, et présentent les progrès du droit humanitaires et du contrôle des armements mais aussi leurs limitations, leurs violations et leurs remises en cause.

La question de la responsabilité des scientifiques est explicitement posée. Mais au-delà des experts ce livre nous interpelle tous : face aux armes modernes terrifiantes et à la remilitarisation de notre société, l'homme saura-t-il se souvenir de son humanité ?

Les auteurs vus par l'éditeur

Daniel Iagol-nitzer est physicien, président de l'ADIF, Association pour la défense du droit international humanitaire.

Lydie Koch-Miramond est physicienne, conseillère scientifique au CEA, présidente de la Commission des droits de l'homme de la Société française de physique.

Vincent Rivasseau est physicien, professeur à l'Université Paris XI, impliqué dans le développement de la science en Afrique.



Collaborateurs



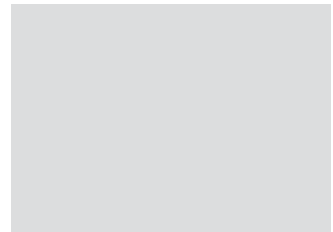
Le colonel Robyn S. Read, (re), (BS, Texas A&M University ; MS, Gonzaga University), est analyste à de la Air Force Institute Research (AFRI) at Maxwell AFB, Alabama. Il s'intéresse particulièrement entre autres aux coalitions, aux activités liées aux guerres limitées et aux opérations basées sur les effets. Au cours de ses 30 années d'activité dans l'armée de l'air, il servit en tant que contrôleur avancé de la circulation aérienne, pilote d'avion ravitailleur, ingénieur d'essai de munitions, pilote d'essai, officier d'état-major et chef d'escadron. Il travailla également sur les problèmes d'assistance à la sécurité pendant deux ans alors qu'il était affecté au Groupe militaire américain à Bogotá, en Colombie. Il a enseigné à l'Air War College, où il donna des cours portant principalement sur la stratégie, la doctrine et la puissance aérienne. Le colonel Read est diplômé de la Squadron Officer School, de l'Armed Forces Staff College et de l'Air War College.



Le lieutenant colonel J. P. Hunerwadel, (re), USAF (BS, George Mason University ; MS, Embry-Riddle Aeronautical University), est analyste en chef à la direction doctrinale du centre doctrinal de l'armée de l'air, Maxwell AFB, Alabama. Il servit auparavant comme instructeur et noteur sur B-52, T-38 et T-1 avec plus de 4 000 heures de vol à son actif et participa à 26 missions de combat lors de l'opération *Desert Storm*. Principal auteur des documents doctrinaux de l'armée de l'air 2-1.2, *Strategic Attack* (Attaque stratégique) et 2-1.9, *Targeting* (Choix des objectifs et des moyens de traitement), qui furent les premières publications doctrinales de la force aérienne à examiner en profondeur les opérations basées sur les effets. Le colonel Hunerwadel est généralement considéré comme l'un des principaux spécialistes de l'approche des opérations basée sur les effets au sein des forces armées américaines.



Commandant Jason M. Brown (BA, Texas A&M University ; MMS [Master of Military Studies], Marine Corps University) est actuellement étudiant à la U.S. Marine Corps School of Advanced War-fighting à Quantico, Virginie. En tant qu'officier des services de renseignements au niveau de commandement de base et d'escadre, il a soutenu les opérations de choix dynamique des objectifs et des moyens de traitement durant les opérations *Northern Watch* and *Enduring Freedom*. Il a été affecté, à deux reprises, au *Combat Operations Division* au niveau officier de permanence senior du centre des opérations aériennes interarmées à la base aérienne Al Udeid au Qatar. Au cours des ces affectations, il a coordonné le choix dynamique des objectifs et des moyens de traitement aussi bien que les opérations de surveillance et de reconnaissance en Irak et en Afghanistan. Il a aussi servi comme directeur des opérations au 32e *Air Intelligence Squadron*, à la base aérienne de Ramstein en Allemagne. Le commandant Brown est diplômé avec mention de la Squadron Officer School, de l'U.S. Air Force Weapons School et du U.S. Marine Corps Command and Staff College.



Le docteur Conrad C. Crane est directeur de l'U.S. Army Military History Institute et est titulaire du General Hoyt S. Vandenberg Chair of Aerospace Studies à l'École de guerre de l'U.S. Army. Il était l'écrivain de tête du Field Manual 3-24 / *Marine Corps Warfighting*, Publication 3-33.5, le manuel de contre-insurrection publié en décembre 2006.



Le lieutenant colonel Alexis G. Grynkewich (Ecole de l'Air des Etats-Unis ; MA, University of Georgia ; MA, Naval Postgraduate School) est officier en second, Air Combat Command Directorate of Requirements, Langley AFB, Virginie. Il servit auparavant comme directeur des opérations du 59e escadron d'essai et d'évaluation, pilote d'essai opérationnel du F-22A et chef de la normalisation et de l'évaluation du F-22 à Nellis AFB, Nevada ; pilote de F-16 au 18e escadron de chasse à Eielson AFB, Alaska ; chef d'escadrille au 421e escadron de chasse à Hill AFB, Utah ; et officier armurier au 8e escadron de chasse à Kunsan Air Base, Corée. Le colonel Grynkewich est diplômé avec mention de la Squadron Officer School et du programme de perfectionnement intermédiaire de la Naval Postgraduate School, Monterey, Californie.



Le lieutenant colonel Bruce K. Johnson (BS, University of Wisconsin-Milwaukee) sert comme chef des plans de communication stratégiques à l'U.S. Air Force Reserve au Pentagone, Washington, D.C. Auparavant, il a servi comme chef des évaluations stratégiques et des concepts futurs ainsi que chef des forces combattantes dans l'U.S. Air Force Reserve au Pentagone, Washington, D.C. Un maître navigant avec plus de 3.000 heures de vol sur les avions F-111F et C-130H, il a servi dans plusieurs postes opérationnels : officier radar attaque, officier de système d'armes et de tactiques, planificateur opérationnel, officier de guerre informationnelle et des tactiques de déception, chef navigant, assistant à l'officier opérationnel, officier de permanence senior au centre des opérations aériennes interarmées et commandant de missions. Dans ces capacités, il a pris part à un vaste éventail d'opérations globales, incluant *Desert Shield*, *Desert Storm*, *Coronet Oak*, *Nomad Vigil*, *Shining Hope* et *Iraqi Freedom*. Le colonel Johnson a complété les cours par correspondance de la Squadron Officer School et Air Command and Staff College et il est actuellement enrôlé à des cours par correspondance à l'Air War College.



Le lieutenant Mickaël Aubout de l'armée de l'air française (BA, Paris IV Sorbonne ; MA, Paris IV Sorbonne) prépare une thèse en géographie à l'université Paris IV Sorbonne sous la direction de M. Jean-Robert Pitte et Philippe Boulanger. Il est chargé de recherche au Centre d'études stratégiques aérospatiales (CESA - Paris) et ses travaux ont trait aux interactions entre les bases aériennes et leur environnement. Le sujet de sa thèse porte sur la géographie historique du réseau des bases aériennes françaises du début du XXème siècle à aujourd'hui.

COMITÉ DE RÉDACTION (par ordre alphabétique)

- Paul D. BERG, docteur en histoire et lieutenant colonel, Maxwell AFB, Alabama, États-Unis.
Xavier CABANNES, docteur en droit, Paris, France.
Murielle Lucie CLEMENT, docteur ès lettres, Amsterdam, Pays-Bas.
Virginie DOUBLI, docteur en sciences du langage, Montréal, Canada.
Abdallah EL MOUNTASSIR, docteur ès lettres, Agadir, Maroc.
Tim LARRIBAU, officier de réserve, Bordeaux, France.
Paul MANSIANGI MANKADI, doctorant, Kinshasa, République Démocratique du Congo (RDC).
Silviu MATEI, directeur de recherches et doctorant, Bucarest, Roumanie.
Juan Carlos MORENO ROMO, docteur en philosophie, Querétaro, Mexique.
Wautabouna OUATTARA, docteur en sciences économiques, Abidjan, Côte d'Ivoire.
Andrianjaka Hacitriziala RAJAONARISON, président Esprit d'Entreprise, Madagascar.
Tafita RAVELOJAONA, doctorant en sociologie, Antananarivo, Madagascar.
Alain Joseph SISSAO, docteur en sciences littéraires et humaines, Ouagadougou, Burkina Faso.



Une délégation du Burundi a visité Air University du 11 au 13 mars, 2008.

De gauche à droite : Rémy Mauduit, éditeur d'Air & Space Power Journal en français ; colonel Jules Ndihekubwayo ; général de brigade Salvator Hanushimana ; général Stephen R. Lorenz, commandant d'Air University ; général de brigade Vénérand Barendégéré ; colonel Jean Niyungeko ; colonel Nestor Ndarusanze ; général de division Stephen Milleç, commandant de l'École de guerre de l'U.S.A.F.